



Société anonyme au capital de 3.924.322,50 €
Siège social : 42, rue de Bellevue 92100 Boulogne Billancourt
Siret n° 404 536 922 00192 / APE : 6202 A

RAPPORT FINANCIER

***EXERCICE CLOS LE
31 DECEMBRE 2015***

SOMMAIRE

Déclaration de la personne responsable du Rapport Financier Annuel	3
Rapport de gestion de l'exercice 2015	4
<i>Dont Rapport sur la Responsabilité Sociétale d'Entreprise 2014</i>	29
Comptes consolidés 2015	45
<i>Dont Honoraires des Commissaires aux Comptes</i>	86
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés 2015	87
Comptes sociaux 2015	89
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux 2015	113

**DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE
DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2015**

Personne responsable du Rapport Financier Annuel


Monsieur Jean Michel BENARD, Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de ITS GROUP SA.

Attestation de la personne responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion joint au présent rapport financier présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

A Boulogne Billancourt, le 9 mai 2016

Jean Michel BENARD
Président du Conseil d'Administration
Directeur Général



RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A
L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DES ACTIONNAIRES
DU 30 JUIN 2016

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Mixte, conformément aux dispositions légales et statutaires, pour vous rendre compte d'une part, de l'activité du groupe et de votre société durant l'exercice clos le 31 décembre 2015 et d'autre part, pour soumettre à votre approbation les comptes annuels et consolidés dudit exercice.

Tous les éléments sociaux et consolidés, comptes et renseignements s'y rapportant, ont été mis à votre disposition dans les conditions et délais réglementaires.

1. Faits marquants de l'exercice

Une année de transition

L'année 2015 aura été une année de transition après le doublement de taille intervenu en 2013-2014. Elle a été marquée par une conjonction de facteurs et par d'importantes réorganisations opérationnelles terminées début 2016 qui ont impacté la productivité de la majeure partie du Groupe.

La croissance qu'a connu le groupe ces dernières années l'a conduit à être présent sur 7 sites d'exploitation en région parisienne, le regroupement de ces équipes sur un seul et même « campus », à Boulogne Billancourt, s'est réalisé en plusieurs étapes au cours du premier trimestre 2015. Cette opération, si elle optimise désormais les synergies opérationnelles entre les métiers du groupe, a d'abord été une source de déstabilisation des équipes.

Le redressement des activités de négoce et d'intégration d'infrastructures, tangible avec un retour à la rentabilité opérationnelle courante depuis deux exercices, a nécessité une mobilisation forte du management (optimisation de l'organisation, lancement de nouvelles offres logicielles).

Les prestations de services sur site client ont souffert de cette situation, d'autant que certains contrats d'infogérance se sont arrêtés, et que la mise en production de nouveaux contrats majeurs a été décalée, pesant fortement sur le taux d'activité.

Les activités de hosting/cloud/services managés ont eu besoin de stabiliser la qualité des services après l'intégration d'Exterinfo, particulièrement délicate. Cette phase de consolidation étant aujourd'hui terminée, l'année 2016 devrait allier à la fois croissance et maîtrise des coûts pour afficher une nette amélioration de la rentabilité.

Dès le second semestre de l'exercice 2015, une amélioration des performances a été enregistrée sur l'ensemble de ces métiers, ce qui a permis, notamment, de reprendre une dynamique de croissance externe.

Acquisition de la société BlueSafe

En novembre 2015, ITS Group a, par le biais de sa filiale mobilité Ibelem, acquis 100% du capital de la société BlueSafe. Cette société dispose d'un savoir-faire reconnu d'intégrateur autour des infrastructures WI-FI, allant de leur conception, au déploiement en passant par leur maintien en condition opérationnelle et est aussi éditeur de produits innovants de gestion WI-FI.

En associant désormais la maîtrise des terminaux mobiles par Ibelem avec la maîtrise du WiFi par BlueSafe, ITS Group dispose des compétences et des technologies pour fournir une solution globale de mobilité aux entreprises avec des engagements forts, et ainsi répondre rapidement aux demandes croissantes de ses clients en la matière.

BlueSafe qui s'appuie sur 13 collaborateurs, a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires proche de 3 M€, en forte croissance. Au moment de l'acquisition, elle disposait en outre d'une trésorerie nette largement positive (supérieure à 500 K€). Le paiement de cette opération d'un montant ferme et définitif de 1,65 M€ a été réalisé en numéraire et refinancé intégralement par emprunt. Afin de concrétiser rapidement les synergies, les équipes de BlueSafe ont rejoint le groupe au siège du Groupe, à Boulogne- Billancourt dès le début du mois de décembre 2015.

2. L'activité du groupe

L'activité de ITS GROUP SA

La société mère du groupe représente 38 % du chiffre d'affaires consolidé 2015, contre 40 % en 2014.

ITS Group S.A. regroupe les prestations de service sur site client : infogérance et assistance technique, exploitées dans les agences d'Ile de France et de Province. Elle offre une expertise à différents niveaux, du renforcement des compétences et de la flexibilité des équipes d'exploitation à la maîtrise d'ouvrage et au développement des solutions informatiques.

L'activité des filiales

↳ ITS INTEGRA SAS

ITS INTEGRA, spécialiste de l'infogérance informatique (hors site client) et de l'hébergement à valeur ajoutée est l'un des tous premiers hébergeurs français avec plus de 6000 serveurs hébergés et infogérés et plus de 400 clients. Ces services portent aussi bien sur des systèmes d'information, des applications Web grand public que sur des applications métier ou des messageries d'entreprise.

↳ ITS OVERLAP SAS

Cette filiale issue du rachat des actifs de Overlap en octobre 2013, concentre les activités de négoce et d'intégration sur le territoire français et dispose de toutes les compétences nécessaires à la réussite des grands projets :

- Une relation forte avec les principaux partenaires, constructeurs et éditeurs pour la mise en œuvre des architectures critiques ;
- Une expertise organisée en pôle de compétences.

↳ MIB Suisse Sarl

Réalise en Suisse les mêmes activités que ITS Overlap.

↳ THEMIS CONSEIL SAS

Themis Conseil est un cabinet de conseil en systèmes d'information, organisation et management qui intervient directement auprès des Directions Générales de grands donneurs d'ordres en s'appuyant sur ses grandes pratiques que sont :

- L'amélioration de la compétitivité ;
- Le management de la transformation ;
- L'alignement de la gouvernance.

Toutes les activités de conseil et d'assistance à maîtrise d'ouvrage du groupe y sont logées.

↳ ITS GROUP BENELUX Sprl

Filiale de droit belge, cette entité se développe, comme les provinces françaises, autour des métiers de gestion des infrastructures IT et propose également l'ensemble des métiers du groupe.

↳ IBELEM SA

Ibelem combine une expertise dans l'intégration et la distribution de solutions de mobilités, pour déployer tout type de projet relatif à la gestion de la mobilité en proposant un accompagnement global et sur mesure à chacun de ses clients.

Ibelem est désormais organisée en trois pôles :

- Terminaux mobiles : prestations de Services et intégration des solutions de marché ;
- Infrastructures WiFi : conception, réalisation et maintien en condition opérationnelles ;
- Édition de logiciels : éditeur de logiciels pour architecture informatique mobile.

3. Résultats

Examen des comptes de l'exercice 2015

Les chiffres clés de l'activité du groupe sont récapitulés dans le tableau suivant :

Données consolidées en M€	2014	2015	%
Chiffre d'affaires (*)	185 024	192 159	+ 4 %
Résultat opérationnel courant	8 779	4 982	- 43 %
<i>Marge opérationnelle courante (en %)</i>	4,7 %	2,6 %	
Autres produits et charges opérationnels	(1 413)	(603)	
Résultat opérationnel	7 366	4 378	- 41 %
Résultat financier	(176)	(179)	
Impôt sur les résultats	(2 859)	(1 738)	
Intérêts minoritaires	(53)	(27)	
Résultat net part du groupe	4 277	2 434	- 43 %
<i>Résultat net par action (*)</i>	0,54	0,31	- 43 %

(*) Sur la base d'un nombre d'actions de 7 848 645

↳ Chiffre d'affaires en progression de 4 %

ITS Group a réalisé un chiffre d'affaires annuel 2015 à 192,1 M€, soit une progression de +4% par rapport à l'exercice 2014, principalement tirée par l'activité « hosting/cloud/services managés » (+11%) et l'activité « Ventes/Intégration d'infrastructures » (+6%). Les prestations de services (infogérance /assistance technique) et de conseil sont restées quant à elles globalement stables sur l'exercice.

L'évolution du chiffre d'affaires de chacune de ses activités s'est établie comme suit :

Chiffre d'affaires consolidé en M€	Exercice au 31/12 (12 mois)		
	2014	2015	Variation
Gestion des infrastructures	176,7	184,3	+ 4 %
<i>dont Prestations d'infogérance et AT</i>	71,5	72,0	+ 1 %
<i>dont Prestations d'intégration</i>	10,0	11,2	+ 11 %
<i>dont Négoce</i>	71,5	75,8	+ 6 %
<i>dont Hébergement & Infogérance outsourcée</i>	17,2	19,0	+ 11 %
<i>dont Mobilité</i>	6,5	6,4	- 3 %
Conseil & AMOA	8,3	7,8	- 7 %
TOTAL	185,0	192,1	+ 4 %

Le chiffre d'affaires de ITS GROUP SA s'élève à 78 982 K€ contre 76 313 K€ pour l'exercice précédent (+3,5 %).

↳ Résultat opérationnel courant

La marge opérationnelle annuelle ressort à 2,6% sur l'ensemble de l'exercice (dont 3,6% au second semestre). Ce niveau, en deçà du modèle cible du Groupe, s'explique par plusieurs facteurs concomitants sur chacun des business models du groupe :

- ✓ Prestations de services et de conseil :
 - baisse de 2 points du taux d'activité à 86%, principalement en raison du décalage entre l'arrêt de contrats d'infogérance et la mise en production de nouveaux contrats majeurs. Le Groupe démarre en revanche 2016 avec un taux d'activité déjà supérieur à celui de l'an dernier ;
 - stabilité du taux journalier moyen de facturation et hausse des effectifs productifs ;
 - hausse des frais généraux, principalement liée aux investissements humains réalisés courant 2014 et début 2015 ;
 - baisse de la marge sur les activités sous traitées.

- ✓ Vente et intégration d'infrastructures :
 - Ces métiers ont connu des charges de fonctionnement encore trop importantes malgré une activité plutôt bien orientée, avec une croissance du chiffre d'affaires et une légère amélioration des taux de marges brutes en négoce.
 - Le Groupe a ainsi procédé fin 2015 à une rationalisation de cette activité (réduction des effectifs ainsi que les frais associés) afin d'améliorer sa productivité. Ces mesures porteront pleinement leurs fruits en 2016. Le Groupe entend également poursuivre le développement de son offre logicielle plus rémunératrice.

- ✓ Hosting / cloud / services managés:

- Malgré la croissance du chiffre d'affaires, d'importants surcoûts ont été engagés afin de stabiliser la qualité de services après l'intégration d'Exterinfo. Cette phase de consolidation a permis de réaliser un deuxième semestre nettement profitable ;
- Ces activités sont déjà dimensionnées pour absorber de la croissance et améliorer leur productivité.

En conséquence, le groupe a enregistré un résultat opérationnel courant de 5,0 M€ contre 8,7M€ sur l'exercice précédent, et représentant une marge opérationnelle courante de 2,6 % (4,7% en 2014).

Résultat d'exploitation de ITS GROUP S.A.

Le résultat d'exploitation de la société mère ITS GROUP SA est de 0,6 M€ (0,8 % du CA) contre 4,1 M€ (5,4 % du CA) pour l'exercice 2014. Il est impacté au même titre que le Résultat Opérationnel Courant par la dégradation du taux d'activité, qui concerne essentiellement les prestations sur site client logées dans ITS GROUP SA, ainsi que par l'augmentation des frais généraux.

↳ Résultat opérationnel

Les charges opérationnelles non courantes s'élèvent à 603 K€ pour l'exercice 2015, et sont principalement constituées de la fin des coûts de réorganisations et de déménagement dans le nouveau siège social de Boulogne Billancourt.

Le Résultat Opérationnel s'établit ainsi à 4 378 K€ en baisse de 41 % par rapport à celui de 2014.

↳ Résultat financier

Le résultat financier consolidé 2015 est de -179 K€ contre -176 K€ pour l'exercice 2014.

↳ Résultat net

Le résultat net consolidé s'établit à 2 461 K€ soit 1,3 % du chiffre d'affaires (4 331 K€ soit 2,3 % du chiffre d'affaires en 2014), avec une charge d'impôt sur les résultats de 1 738 K€ incluant la CVAE.

Le résultat net part du groupe s'élève à 2 434 K€ soit 1,3 % du chiffre d'affaires (4 277 K€ et 2,3 % du chiffre d'affaires en 2014). Les intérêts des minoritaires (27 K€) proviennent des filiales IBELEM SA et MIB Suisse dont respectivement 3,4 % et 13,0 % du capital sont hors groupe.

4. Proposition d'affectation du résultat

Fort de sa confiance en ses perspectives et en sa capacité à retrouver une meilleure rentabilité après une année structurante marquée par la consolidation de son activité, le conseil d'administration soumet ces comptes à votre approbation et vous propose d'affecter le bénéfice net de ITS GROUP SA s'élevant à 865 747,12 € de la manière suivante :

- | | |
|---|------------------|
| - Distribution d'un dividende de 0,10 centime par action, soit au maximum | 784 864,50 € (1) |
| - le solde au compte « Autres Réserves », soit | 80 882,62 €. |

- (1) Compte tenu des programmes de liquidité et de rachat d'actions en vigueur ce montant sera diminué de 0,1 € x le nombre d'actions autodétenues dans ces programmes au moment de la mise en paiement du dividende. Au 29 avril, la société détient 211.475 de ses propres titres.

En application de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé que la société ITS GROUP a procédé à la distribution d'un dividende de 768 K€ au titre de l'exercice 2014 et aucun dividende au titre des exercices 2012 et 2013.

5. Frais de recherche et développement

Le groupe est amené à engager des frais de recherche (veille technologique) et à réaliser des développements logiciels ayant vocation à être commercialisés ou à être intégrés dans des offres globales de services. Les coûts sont essentiellement constitués par la masse salariale chargée affectée à ces frais de recherche et développement.

Les coûts liés aux développements voués à être commercialisés sont comptabilisés en « Immobilisations en cours » pendant la phase de conception de ces logiciels, puis transférés au poste « Immobilisations incorporelles » dès lors qu'ils seront prêts à être commercialisés (236 K€ transférés en immobilisation corporelle en 2015, 214 K€ en 2014).

Les autres frais sont conservés en charges d'exploitation et ne sont pas valorisés à l'actif du bilan.

Au titre de ces activités, le groupe a constaté sur l'exercice 2015 des « Crédits d'Impôts Recherche » à hauteur de 886 K€, dont 433 K€ au sein de la société mère ITS Group SA. En 2014, le montant total des « Crédits d'Impôts Recherche » s'élevait à 723 K€.

Par ailleurs, le groupe estime ne pas avoir de risque de dépendance à l'égard des brevets et licences.

6. Facteurs de risque

Risques particuliers liés à l'activité.

↳ Risques liés aux prestations au forfait.

Les prestations de ITS Group et de ses filiales sont essentiellement facturées soit au temps passé, soit au forfait (le plus souvent projets avec livrables et risques de dépassement). Cette dernière modalité représentant une part de plus en plus significative du chiffre d'affaires des prestations de services, les procédures d'évaluation et de contrôle ont été développées au sein d'un pôle spécialisé dans la mise en œuvre des contrats d'infogérance sur site client :

- ❑ Dès l'initialisation du projet, le Responsable Technique propose un plan qualité décrivant la démarche, les étapes suivies, les pré-requis techniques et organisationnels demandés au client, et l'organisation de ses équipes ;
- ❑ Tous les budgets touchant des contrats au forfait intègrent une marge complémentaire de sécurité pouvant représenter jusqu'à 10 % du prix de vente total (« coût du risque ») et permettant de gérer les éventuels dépassements de charges ;
- ❑ Un plan de progrès est établi avec pour objectif l'optimisation de la rentabilité du projet sur le long terme ;
- ❑ Les projets sont suivis tout au long de leur réalisation par le Responsable Technique qui assure en permanence un contrôle de la qualité des réalisations devant conduire à la conformité des livrables. Corrélativement, le système de conduite de projets permet de réévaluer les budgets et les résultats à la terminaison de chaque affaire lors de réunions périodiques avec le Contrôle de Gestion.

↳ Risques liés au niveau d'activité.

L'indicateur de performance utilisé est le taux d'activité congés exclus (TACE) dont la formule de calcul est la suivante :

Nombre de jours produits / (nombre de jours potentiels – CP & RTT)

En conséquence, le consultant qui a produit (jours travaillés donnant lieu à facturation) tous les jours à l'exception des CP et RTT a un TACE de 100 %. Les jours d'inter contrat, de formations, de maladies, d'absences exceptionnelles payées, etc... diminuent le TACE.

Au cours des trois derniers exercices, le TACE du groupe qui était de 85% en 2013, et qui avait connu un niveau remarquablement haut à 88% en 2014 (assurant aux activités de prestations de service une productivité importante), est redescendu en 2015 à 86%, en deçà de l'objectif du groupe.

Risques clients.

Depuis 2014, le groupe profite de sa nouvelle taille et visibilité auprès de ses clients pour développer ses positions et conforter ses référencements. La croissance organique de +3% au cours de l'exercice (intervenant après une croissance notable de +13 % affichée sur l'exercice précédent) montre la mobilisation du management à prioriser ses efforts sur le retour d'une meilleure rentabilité, tout en conservant ses parts de marché dans tous les secteurs d'activité.

Le groupe s'attache à proposer à ses clients l'ensemble de ses métiers des synergies qui en découlent.

Le poids des principaux clients du groupe (en % du CA consolidé) est le suivant :

Poids cumulé des principaux clients	% du CA consolidé 2015	% du CA consolidé 2014	% du CA consolidé 2013
premier client	9	7	9
5 premiers clients	30	26	31
10 premiers clients	44	41	42

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe est réalisé à 96 % sur les marchés de la production informatique moins sensible à la conjoncture (gestion des infrastructures) et dans des niches métiers extrêmement dynamiques (hébergement et infogérance outsourcée, mobilité).

Le chiffre d'affaires consolidé est réalisé essentiellement avec des grands comptes, le risque lié à l'insolvabilité de nos clients est donc très faible. Les clients de moindre envergure font l'objet d'une analyse et des encours leurs sont accordés par le biais d'un contrat d'assurance-crédit mis en place depuis le début de l'exercice 2014.

Risques fournisseurs.

Sur ses activités de prestations de services, le groupe n'a aucun de risque de dépendance envers ses fournisseurs qui sont essentiellement des sous-traitants et des indépendants.

L'activité « Négoce » (achats / ventes de logiciels et matériels) est réalisée pour l'essentiel de son volume avec un petit nombre de partenaires technologiques ou grossistes. Le groupe au travers de sa filiale spécialisée ITS Overlap s'est attaché à consolider les relations avec ses partenaires par la signature de contrats cadre et/ou de distribution, ainsi que par la mise en place de garanties les sécurisant au regard des importants volumes traités. Les conditions

opérationnelles sont ainsi prédéterminées contractuellement, sans qu'un des fournisseurs ne puisse modifier ou interrompre les relations commerciales unilatéralement.

La part du chiffre d'affaires sous-traité s'élève à 8 % en 2015 contre 10 % en 2014 (et 13 % en 2013). Cette évolution s'explique par un moindre recours à la sous-traitance pour les prestations de services, traduisant notamment la capacité du groupe à recruter pour répondre à la demande accrue.

Risques liés aux personnes clés.

Compte tenu de la nature de l'activité de ITS GROUP, son succès dépend de sa capacité à retenir ses principaux managers. Néanmoins, la taille acquise par le groupe au cours de ces derniers exercices, et le nombre de relais opérationnels existants minimisent l'impact d'éventuels départs.

Par ailleurs, l'entreprise veille à ce que les process et contacts soient suffisamment connus et diffusés afin de limiter au mieux la déperdition d'informations.

Afin de prémunir l'entreprise contre le risque que fait peser sur elle la disparition d'un dirigeant dont l'activité est considérée comme indispensable, ITS GROUP a souscrit les contrats d'assurance suivants :

- Jean Michel BENARD, Président Directeur Général : décès / PTIA à hauteur de 2 000 K€
- Philippe SAUVÉ, Directeur Général Délégué : individuel accident à hauteur de 500 K€.
- Geoffroy DELAVENNE, Directeur Général de la filiale ITS INTEGRA : individuel accident à hauteur de 500 K€.

Risques juridiques.

Dans le respect des dispositions légales, le groupe veille à l'évaluation et à la prévention des risques professionnels particuliers à l'exercice de ses activités de prestations de services et d'intégration. Le service juridique de ITS GROUP est en charge de l'évaluation et de l'inventaire de ces risques encourus par les salariés dans le cadre d'un plan de prévention.

Et conformément à la norme IAS 37, des provisions sont comptabilisées lorsque, à la date de clôture de l'exercice, il existe une obligation du groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un évènement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques. L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie probable de ressources. Les provisions sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est significatif.

Risques de litige.

Un litige oppose ITS Group au vendeur d'une société acquise en 2000 par Seevia Consulting. Ce litige a donné lieu à trois actions judiciaires.

La première, de nature pénale, s'est conclue par un arrêt de la Cour d'Appel de Paris le 7 mars 2013 déclarant le vendeur coupable d'abus de confiance.

La deuxième, concerne le volet social qui a été plaidée devant la Cour d'Appel de Versailles le 8 avril 2016 après avoir connu une issue favorable à ITS Group devant le Conseil des Prud'hommes en décembre 2013 ; le délibéré est attendu pour le 9 juin 2016. Il s'agit de statuer sur le versement de rémunérations complémentaires. La provision inscrite dans les comptes de ITS Group est relative à cette action, et l'audience devant la Cour d'Appel ne donne à ce jour aucune information complémentaire permettant de revoir celle-ci.

La troisième action judiciaire, en cours devant les juridictions commerciales, porte sur un complément de prix de vente de la société. En première instance, la société a été condamné à hauteur de 1,1 M€ (dont intérêts) ; néanmoins, estimant être en possession de tous les éléments lui permettant d'obtenir gain de cause en Appel, aucune provision n'a été constitué en ce sens.

L'ensemble des demandes du vendeur au titre de ces actions s'élève, intérêts compris, à 3,6 M€.

ITS Group mène avec détermination les actions judiciaires de défense de ses intérêts et se réserve la possibilité de les défendre également tant à l'encontre du vendeur qu'à l'égard de tout autre protagoniste en relation avec cette affaire.

Assurances et couvertures de risques.

La société ITS GROUP, ainsi que ses filiales sont titulaires d'un contrat GAN EUROCOURTAGE 86.081.088, garantissant les activités professionnelles suivantes :

- Conseil, développement de logiciels, revente de matériels et logiciels, proposition et intégration de solutions d'administration systèmes et réseaux.
- Intégration de logiciels (vente de logiciels, matériels, maintenance et prestations associées).
- Ingénierie réseaux télécommunication et accessoirement activités de web ; infogérance.

La garantie est accordée à concurrence des montants suivants et sous réserve des franchises absolues par sinistre suivantes :

Responsabilité civile « Exploitation » :

Nature des dommages	Montant des garanties	Franchises absolues
Dommages corporels, matériels et immatériels :	8 000 000 € par sinistre	
dont :		
-Faute inexcusable	300 000 € par victimes 3 000 000 € par année d'assurance	Néant
- Dommages matériels et immatériels consécutifs :	3 000 000 € par sinistre	304 € par sinistre
- Dommages immatériels non consécutifs :	500 000 € par sinistre	1 524 € par sinistre
- Atteinte à l'environnement accidentelle (corporel, matériel et immatériel) :	1 500 000 € par année d'assurance	1524 € par sinistre

Responsabilité civile « Professionnelle » :

Nature des dommages	Montant des garanties	Franchises absolues
Tous Dommages Confondus	5 000 000 € par année d'assurance	25 000 € par sinistre
-Biens Confiés – Reconstitution des supports informatiques :	150 000 € par sinistre	1 524 € par sinistre

Défense - Recours :

Défense devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives. Défense des intérêts civils devant les juridictions répressives :	Frais à la charge de l'Assureur, sauf dépassement du plafond de garantie en cause
Recours (préjudices supérieurs à 152 €) :	15 244 € par sinistre

Contrat RC des dirigeants :

AIG EUROPE police n° 7906887

RC des dirigeants : Limite 1 600 000 Euros par année d'assurance – sans franchise.

Contrats Hommes clés des dirigeants :

Nature des dommages	Montant des garanties	Assurés
Décès et PTIA (perte totale et irréversible d'autonomie) ALICO	2 000 000 €	Jean Michel BENARD - PDG
Individuelle accident	500 000 €	Philippe SAUVÉ – DGD
GAN	500 000 €	Geoffroy DELAVENNE – DG ITS INTEGRA

Contrats Multirisques Bureaux :

ITS GROUP dispose de plusieurs contrats multirisques bureaux :

Société	Adresse	Compagnie d'assurance	Police n°	Garantie contenu
Siège social ITS GROUP (contrat ITS Group pour toutes activités IDF des sociétés du groupe)	Boulogne Billancourt (92), 42 rue de Bellevue	ALLIANZ	26930152	1 800 000 €
ITS GROUP	Lyon (69), l'Européen - 19 bd Eugène Deruelle	ALLIANZ	27821605	104 500 €
	Nantes (44), 2, allée des Vieux Tilleuls		27839153	60 000 €
	Gradignan (33), Technoclub av de l'Hippodrome		27839156	60 000 €

Société	Adresse	Compagnie d'assurance	Police n°	Garantie contenu
ITS INTEGRA	Montpellier (34), Millénaire II 93 place Pierre Duhem	ALLIANZ	AN16082010	170 000 €
ITS OVERLAP	Bron (69) 1 rue Edison		27928286	110 000 €
	Toulouse (31), Futuropolis II, PA de la Plaine - 8 rue Maryse Hilsz		026929003	100 000 €
	La Madeleine (59), 105 av de la République		27832500	60 000 €
	Rungis (92), 29, rue de l'Estérel		26928083	<u>Contrat spécifique</u> (pas de contenu global car stockage - chaque garantie a son montant de capital) : Incendie : 300 000 € dégât des eaux : 150 000 € vol : 150 000 €
ITS BENELUX	Bruxelles, 55 av de la Toison d'Or	AXA	010720046385/A	33 546 €

Le montant annuel des primes versées en 2015 au titre de la RC professionnelle, RC dirigeants, multirisques bureaux, flotte auto, auto mission et autres assurances s'élève à 130 €.

Risques de liquidité.

L'échéancier relatif à l'ensemble des engagements et dettes de la société est le suivant :

Créances par échéance (au 31 décembre 2015)

Nature	Montant total	Montant à 1 an au plus	Montant à plus d'1 an et à 5 ans au plus	Montant à plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations	24	24		
Prêts	1 505	12	59	1 433
Autres immo. financières	2 201	1 412	115	675
Clients	58 507	58 507		
Etat - Impôts différés	342	4	20	318
Personnel & comptes rattachés	59	59		
Organismes sociaux	111	111		
Etat & Impôts sur les bénéfices	4 353	4 353		
TVA	2 085	2 085		
Débiteurs divers	2 259	2 259		
Charges constatées d'avance	1 659	1 659		
TOTAL DES CREANCES	73 106	70 486	194	2 427

Balance âgée des créances clients échues

VALEURS en K€	Total	Age des créances en fin de période		
		< 3 mois	3 mois à 1 an	> 1 an
Créances clients TTC échues au 31/12/2015	10 089	8 134	1 455	500
Provisions HT	52	28	9	16
Créances clients TTC échues au 31/12/2014	10 688	8 191	2 233	264
Provisions HT	69		9	60
Créances clients TTC échues au 31/12/2013	6 614	5 535	1 034	45
Provisions HT	103		22	80

Dettes par échéance (au 31 décembre 2015)

Nature	Montant total	à 1 an	à plus d'1 an et à 3 ans au plus	à plus de 3 ans et à 5 ans au plus	à plus de 5 ans
		au plus			
Emprunts, dettes / d'êts de crédit	16 391	8 416	4 197	3 287	490
Dettes fournisseurs et cptes rattachés	26 197	26 197			
Personnel et cptes rattachés	5 947	5 947			
SS et autres organismes sociaux	9 378	9 378			
Impôts différés Passif	376	69	64		243
Etat, IS et autres impôts & taxes	404	404			
TVA	9 901	9 901			
Créditeurs divers	3 506	3 506			
Produits constatés d'avance	3 728	3 728			
TOTAL DES DETTES	75 828	67 546	4 261	3 287	733

Le remboursement de la part à court terme des dettes financières est assuré par la marge brute d'autofinancement dégagée. En cas de diminution significative de celle-ci, le groupe estime être en mesure de faire face au remboursement de ses dettes à court terme compte tenu de sa capacité à mobiliser de nouveaux financements (du fait notamment de la qualité et du niveau de son actif circulant).

Décomposition du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance.

Conformément aux articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous vous informons qu'à la clôture de l'exercice, le solde des dettes de la Société ITS GROUP à l'égard des fournisseurs se décompose, par date d'échéance, comme suit :

Fournisseurs d'exploitation en K€	Exercice 2015	Exercice 2014	Exercice 2013
Solde non échu (y compris factures non parvenues)	18 104	29 625	18 636
Total Non échu	18 104	29 625	18 636
Echu depuis moins de 30 jours	4 395	1 180	3 516
Echu depuis 30 à 90 jours	2 196	165	404
Echu depuis plus de 90 jours	1 501	739	509
Total échu	8 092	2 084	4 429
Total des dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 197	31 709	23 065

Risques de crédit.Dettes garanties

Pour financer ses opérations de croissance externe et pour financer les travaux d'aménagements de son site de Boulogne, le groupe a souscrit plusieurs emprunts. Ceux restant en cours au 31/12/2015 sont les suivants :

- Emprunt du 11 février 2010 :
 - Montant : 12.900 K€
 - Durée 6 ans, soit jusqu'au 11/02/2016,
 - Taux : Euribor + 1,20, couvert à compter du 15/02/2011 par un swap de taux fixe de 2,42 + 1,20
 - Remboursement par annualités,
 - Garantie : nantissement du fonds de commerce.

- Convention de prêt du 1er juillet 2011, utilisée par tirages successifs entre juillet 2011 et novembre 2013 :
 - Montant : 10.000 K€ ;
 - Durée 6 ans, soit jusqu'au 30/06/2017 ;
 - Taux : Euribor + 0,90 pour les utilisations jusqu'au 30/06/2013 et Euribor + 1,30 pour les utilisations postérieures ;
 - Remboursement par annualités ;
 - Garantie : nantissement du fonds de commerce ou des titres si les structures acquises restent filiales.

- Contrat de Développement Participatif (BPI France) du 10 décembre 2013 :
 - Montant : 3.000 K€ ;
 - Durée 7 ans, soit jusqu'au 10/12/2020 avec deux ans de différé de remboursement du capital ;
 - Taux fixe : 2,91% avec complément de rémunération 0,0186% du CA HT ;
 - Remboursement par trimestrialités ;
 - Garantie : aucune.

Pour la réhabilitation des locaux de Boulogne la société a contracté les quatre emprunts suivants :

- Contrat de prêt d'Equipelement professionnel (BPVF) du 4 octobre 2014 :
 - Montant : 1.000 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 05/10/2019 ;
 - Taux : Euribor 3 mois + 0,90 ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de prêt d'Equipelement professionnel (Banque TARNEAUD) du 9 décembre 2014 :
 - Montant : 500 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 09/12/2019 ;
 - Taux : Fixe 1,8 % l'an ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de prêt d'Equipelement professionnel (BNP PARIBAS) du 12 mars 2015 :
 - Montant : 400 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 05/03/2020 ;
 - Taux : Fixe 2 % l'an ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de prêt d'Equipelement professionnel (SOCIETE GENERALE) du 23 mars 2015 :
 - Montant : 500 K€ ;
 - Durée 55 mois, soit jusqu'au 23/10/2019 ;
 - Taux : Fixe 1,8 % l'an ;

- Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.
-
- Contrat de financement matériel Arrow (de IBM Global Financing) du 1er février 2015 :
 - Montant : 80 K€ ;
 - Durée 12 mois, soit jusqu'au 01/01/2016
 - Taux : Fixe 0,01 % l'an ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.
-
- Contrat de Développement Participatif (BPI France) du 09 juillet 2015 :
 - Montant : 1.400 K€ ;
 - Durée 7 ans, soit jusqu'au 31/07/2022 avec deux ans de différé de remboursement du capital ;
 - Taux fixe : 2,08 % ;
 - Remboursement par trimestrialités ;
 - Garantie : aucune.
-
- Contrat de prêt (SOCIETE GENERALE) du 5 novembre 2015 :
 - Montant : 825 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 13/11/2020 ;
 - Taux : Euribor 3 mois + 1.5 ;
 - Remboursement par trimestrialités ;
 - Garantie : aucune.
-
- Contrat de prêt (Banque TARNEAUD) du 10 novembre 2015 :
 - Montant : 825 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 13/11/2020 ;
 - Taux : Euribor 3 mois + 1.5 ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

Echéancier de la dette au 31/12/2015

Caractéristiques des emprunts contractés	Taux fixe / Taux variable	Montant global des lignes au 31/12/2015	Echéances	Existence ou non de couvertures
Emprunt bancaire (BNPP) 4 506 950 € Contracté le 11 / 02/ 2010	Modalités ci-dessus	765 100	Remboursement annuel jusqu'au 11/02/2016	Modalités ci-dessus
Emprunt bancaire (SG) 4 506 950 € Contracté le 11/02/2010	Modalités ci-dessus	757 050 €	Remboursement annuel jusqu'au 11/02/2016	Modalités ci-dessus
Emprunt bancaire (Tarneaud) 3 863 100 € Contracté le 11/02/2010	Modalités ci-dessus	654 850 €	Remboursement annuel jusqu'au 11/02/2016	Modalités ci-dessus
Ouverture de crédit (BNPP) 3 500 000 € Contracté le 01/07/2011	Modalités ci-dessus	1 393 000 €	Remboursements annuels jusqu'au 30/06/2017	Modalités ci-dessus
Ouverture de crédit (SG) 3 500 000 € Contracté le 01/07/2011	Modalités ci-dessus	1 393 000 €	Remboursements annuels jusqu'au 30/06/2017	Modalités ci-dessus
Ouverture de crédit (Tarneaud) 3 000 000 € Contracté le 01/07/2011	Modalités ci-dessus	1 190 000 €	Remboursements annuels jusqu'au 30/06/2017	Modalités ci-dessus
Contrat de Développement Participatif (BPI France) 3 000 000 € Contracté le 10/12/2013	Modalités ci-dessus	3 000 000 €	Remb trimestriels différé 2 ans	Aucune
Contrat de prêt Equipement Travaux (BPVF) 1 000 000 € Contracté le 04 octobre 2014	Modalités ci-dessus	771 595 €	Remboursements mensuels Jusqu'au 05/10/2019	Aucune

Caractéristiques des contrats de prêts équipements	Taux fixe /	Montant global des lignes au 31/12/2015	Echéances	Existence ou non de couvertures
Contrat de prêt Equipement Travaux (Tarneaud) 500 000 € Contracté le 09 décembre 2014	Modalités ci-dessus	403 565 €	Remboursements mensuels jusqu'au 09/12/2019	Aucune
Contrat de prêt Equipement Travaux (BNPP.) 400 000 € Contracté 12/03/2015	Modalités ci-dessus	342 365 €	Remboursements mensuels jusqu'au 05/03/2020	Aucune
Contrat de prêt Equipement Travaux (SG) 500 000 € Contracté le 23/03/2015	Modalités ci-dessus	428 455 €	Remboursements mensuels jusqu'au 23/ 10/2019	Aucune
Contrat de Financement matériel (IBM Global Financing) 79 992 € Contracté le 01/02/2015	Modalités ci-dessus	6 669 €	Remboursements mensuels jusqu'au 01/01/2016	Aucune
Contrat de Développement Participatif (BPI France) 1 400 000 € Contracté le 09/07/2015	Modalités ci-dessus	1 400 000 €	Remboursements trimestriels différé 2 ans Jusqu'au 31/07/2022	Aucune
Emprunt bancaire (SG) 825 000 € Contracté le 05/11/2015	Modalités ci-dessus	825 000 €	Remboursements trimestriels jusqu'au 13/11/2020	Aucune
Emprunt bancaire (Tarneaud) 825 000 € Contracté le 13/11/2020	Modalités ci-dessus	811 751 €	Remboursements mensuels jusqu'au 13/11/2020	Aucune

Par ailleurs, la société s'est également engagée à affecter partiellement au remboursement anticipé de la dette le produit des éventuelles cessions d'éléments d'actif.

Conditions des Lignes de crédit court terme au 31 décembre 2015

Société Générale :	500 000 €, T4M + 1,20 % l'an,
BNP Paribas :	1 000 000 €, T4M + 1,20 % l'an,
Banque Tarneaud :	500 000 €, T4M + 1,20 % l'an,
Banque Populaire Val de France :	500 000 €, T4M + 1,20 % l'an.

Au 31 décembre 2015, aucune de ces lignes de crédit court terme n'était utilisée.

Engagements

A l'exception des engagements décrits ci-après, ITS GROUP ne compte ni d'engagement complexe, ni d'autres engagements relatif à des clauses d'exigibilité liées aux dettes financières.

Les engagements financiers donnés par la société ont été actualisés par la convention de prêt signée le 1^{er} juillet 2011. Et sur la base de ses comptes annuels consolidés, les engagements sont :

1. Ratio Dettes financières nettes / EBE inférieur ou égal à :
 - 1,8 pour 2013 à 2015
 - 1,6 pour 2016

2. Ratio Cash-Flow libre / service de la dette supérieur ou égal à :
 - 1 pour 2011 à 2013
 - 1,2 pour 2014 à 2016

3. Ratio Dettes financières/ fonds propres inférieur ou égal à 0,75 pour la durée des prêts.

(les dettes nettes se définissent par les passifs financiers courants et non courants diminués de la trésorerie et des équivalents de trésorerie).

A la clôture des deux derniers exercices, ces ratios étaient les suivants :

	2014	2015
1 - DFN / EBE	0,55	1,41
2 - CF / SD	1,33	0,71
3 - DF / FP	0,36	0,36

Le ratio 2 n'étant pas respecté à la clôture de l'exercice 2015, l'intégralité de la dette y afférent a été présentée en passif courant, soit un reclassement de 1,6 M€.

Evolution de la trésorerie nette

Date	Actif Dispo. + VMP	Passif Emprunts et dettes fin.	Trésorerie nette Actif - Passif
31/12/2014	10 805	15 774	- 4 969
31/12/2015	7 304	16 402	- 9 098

La trésorerie nette a diminué de 4 129 K€. Les éléments explicatifs de cette variation sont les suivants :

- Des flux nets générés par l'exploitation de + 2 066 K€, basés sur :
 - ✓ une Marge Brute d'Autofinancement de + 6 700 K€,
 - ✓ des impôts payés à hauteur de 1 703 K€,
 - ✓ et sur une variation du BFR de 2 930 K€ ;
- Un flux lié aux investissements de - 5 098 K€, lié :
 - ✓ aux investissements corporels et incorporels à hauteur de - 3 886 K€ (essentiellement réalisés par ITS Integra pour son activité d'hébergement, et par ITS Group pour la rénovation des locaux de Boulogne) ;
 - ✓ aux variations de périmètre : - 1 046 K€ (acquisition de BlueSafe).
- Des flux nets de financement pour -534 K€, dont :
 - ✓ des souscriptions d'emprunts pour 6 416 K€ et de remboursements d'emprunts pour 5 762 K€ ;
 - ✓ un versement de dividendes 768 K€.

Risques de taux.

L'emprunt à moyen terme contracté en février 2010 est couvert à hauteur de 72,4 % du capital restant dû par un swap de l'Euribor 3 mois par un taux fixe à 2,42 %.

Les deux premiers tirages réalisés dans le cadre de la convention de prêt du 1^{er} juillet 2011, soit 4 500 K€ ont été couverts intégralement par un swap de l'Euribor 3 mois par un taux fixe à 0,75 %. Les tirages réalisés en 2013, soit 5 500 K€ n'ont pas été couverts.

Les Contrats de Développement Participatif (3M€ + 1,4 M€) sont à taux fixe.

L'impact sur le résultat avant impôts de ITS GROUP de la variation des taux de référence Euribor 3 mois porte donc sur la partie de la dette non couverte, soit 3 353 K€ au 31/12/2015 est la suivante :

Taux de référence	Variation du taux de référence	Impact en K€ de la variation de taux sur les résultats avant impôts de la société sur les exercices suivants	
		2016	2017
Euribor 3 mois	+ / - 1 %	21	7

Cet impact ne tient pas compte des produits financiers liés aux placements en SICAV de l'excédent de trésorerie.

Risques liés au cours de Bourse.

Au 31/12/2015, la société détenait 199 154 de ses propres titres. Le risque lié à une variation du cours de bourse de :

- 5 % est de 65 K€,
- 10 % est de 130 K€,
- 15 % est de 195 K€.

Risques de change.

Le groupe facture la très grande majorité de son activité en euro. Seule ITS OVERLAP, réalise une partie de ses achats (équivalent à 8 M€) et de ses ventes (équivalent à 17 M€) en US dollar, traités sur un compte en devises.

La différence de change représente un gain sur l'exercice de 46 K€.

Risques industriels et environnementaux.

ITS GROUP est essentiellement une société de prestations de services intellectuels. Même pour les activités de négoce, les risques industriels et liés à l'environnement sont très faibles ; des détails sont apportés dans le rapport sur la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise.

7. Politique d'investissement et financement

La marge brute d'autofinancement du Groupe, avant coût financier net et impôts, s'élève pour l'exercice 2015 à 6 700 K€ (contre 10 011 K€ en 2014).

Cette marge permet à ITS GROUP d'autofinancer ses investissements courants.

Les investissements liés à l'activité hébergement / cloud sont traités majoritairement par des contrats de location-financement ou de crédits-baux.

Concernant les opérations de croissance externe, la politique de financement s'articule autour des principaux axes que sont :

- des recours complémentaires à l'endettement bancaire, du fait notamment du faible niveau d'endettement net (20 % des capitaux propres) ;
- des opérations de haut de bilan (en cas d'opération d'envergure).

8. Informations liées au capital**Actionnariat.**

A la clôture des deux derniers exercices, la répartition du capital social de ITS GROUP S.A. était la suivante :

Actionnaires détenant plus de 5% des actions	31/12/2015				31/12/2014			
	Nombre d'actions	%	Nombre de voix	%	Nombre d'actions	%	Nombre de voix	%
BENARD Jean Michel	2 190 688	27,9	3 188 858	33,1	2 251 688	28,7	3 346 340	34,3
SPIEGL Robert	1 117 692	14,2	1 820 280	18,9	1 117 692	14,2	1 894 056	19,4
ALTO INVEST	806 872	10,3	806 872	8,4	733 634	9,3	733 634	7,5
EDRIP	301 250	3,8	301 250	3,1	301 250	3,8	301 250	3,1
BNP PARIBAS DEV	545 268	6,9	545 268	5,7	545 268	6,9	545 268	5,6
BPVF	329 376	4,2	329 376	3,4	329 376	4,2	329 376	3,4
TURENNE CAPITAL	167 004	2,1	167 004	1,7	167 004	2,1	167 004	1,7
Autres actionnaires (1) (2)	2 390 495	30,5	2 481 472	25,7	2 402 733	30,6	2 426 519	24,9
TOTAL	7 848 645		9 640 380		7 848 645		9 743 447	

(1) Nombre d'actions dont autodétention

(2) droits de vote théoriques

(2) droits de vote théoriques

Au 31/12/2015 : programme de rachat

180 319

Au 31/12/2014 : programme de rachat

177 581

Au 31/12

contrat de liquidité 19 429

contrat de liquidité 21 573

199 748 2,5%

199 154 2,5%

Salariés actionnaires

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du code de commerce, nous vous informons qu'à la date du 31 décembre 2015 0,6 % du capital social de la société ITS GROUP S.A. était détenu par des salariés, et qu'aucun de ces titres ne fait l'objet d'une gestion collective ou n'est frappé d'incessibilité.

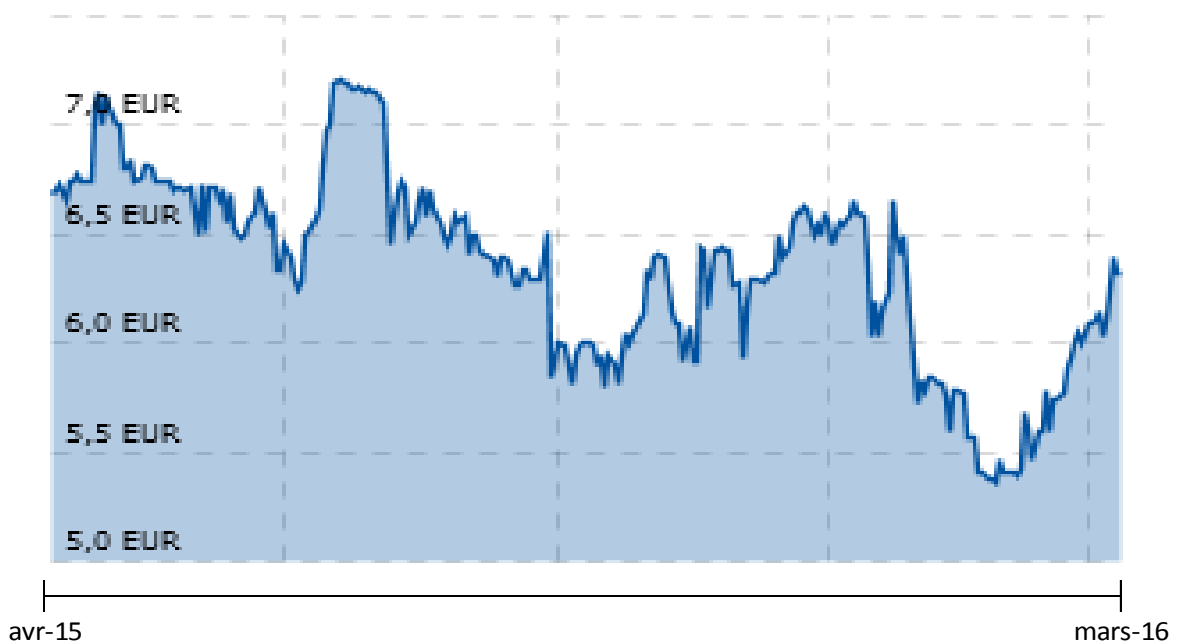
Dilution potentielle.

Toutes les opérations de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) et de bons de souscription d'actions remboursables (BSAR) sont arrivées à échéance au cours du premier semestre 2014 et il n'existe donc plus de dilution potentielle du capital liée à ces opérations.

Informations boursières.

La société est cotée sur le compartiment C de l'Eurolist de Euronext Paris (code 7384 - ITS).

L'évolution du cours a été la suivante:



Le résultat net par action (part du groupe) est de 0,31 € contre 0,54 € à la clôture précédente.

Franchissement de seuil et opérations réalisées par les dirigeants sur les titres

Néant au cours de l'exercice.

Opérations de rachats d'actions

Au cours de l'exercice 2015, dans le cadre du programme de rachats d'actions, la société a procédé aux opérations suivantes :

- Au titre du contrat de liquidité (exclusivement dans le cadre de l'animation du cours) : rachats de 37 377 actions au cours moyen de 6,68 €, ventes de 39 521 actions au cours moyen de 6,74 € ;
- Au titre d'acquisition d'actions propres : 8 980 titres au cours moyen de 5,86 €.

A la date du 31 décembre 2015, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- Nombre d'actions : 19 429
- Solde en espèce du compte de liquidité : 256 710 €

9. Administration de la société.

Conseil d'administration.

M. Jean Michel BENARD, 53 ans, échéance du mandat actuel : 2018.

Président Directeur Général de ITS GROUP, Jean Michel BENARD est également :

- Président de la SAS INTEGRA et Président Directeur Général de la SA IBELEM ;
- Directeur Général de la SAS THEMIS CONSEIL ;
- Administrateur de la SA NEXWAY ;
- Administrateur délégué de EUCLEIDE (droit luxembourgeois).

M. Gilles RIDEL, 59 ans, échéance du mandat actuel : 2018.

Administrateur de ITS GROUP, Gilles RIDEL est également Président Directeur Général de la SA NEXWAY, gérant de la SCI CHAMOIS D'OR, gérant de la SARL DLGAMER et Président Directeur Général de la SA Pépita.

M. Robert SPIEGL, 59 ans, échéance du mandat actuel : 2018.

Administrateur de ITS GROUP, Robert SPIEGL est également administrateur de la SA IBELEM.

M. Georges ROUSSEAU, 71 ans, échéance du mandat actuel : 2018.

Administrateur de ITS GROUP, Georges ROUSSEAU a été jusqu'en 2007 administrateur des SA HEMISPHERE et HEMISPHERE INTELLIGENCE INFORMATIQUE.

M. Marc LAVINE, 48 ans, échéance du mandat actuel : 2016.

Administrateur de ITS GROUP, Marc LAVINE est également Président Directeur Général de la SA EXCLAMATION depuis 2000.

Mme. Ann BENARD, 62 ans, échéance du mandat actuel : 2018.

Administrateur de ITS GROUP

Mme. Pauline BENARD, 25 ans, échéance du mandat actuel : 2018.

Administrateur de ITS GROUP

Rémunération des dirigeants mandataires sociaux.

Conformément aux recommandations AFEP/MEDEF, les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux sont détaillées dans les tableaux ci après.

1 - Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social (en K€)		
Jean Michel BENARD, PDG	Exercice 2014	Exercice 2015
Rémunérations dues au titre de l'exercice <i>(détaillées au tableau 2)</i>	164	164
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice <i>(détaillées au tableau 4)</i>	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice <i>(détaillées au tableau 6)</i>	-	-
TOTAL	164	164
Philippe SAUVE, DGD	Exercice 2014	Exercice 2015
Rémunérations dues au titre de l'exercice <i>(détaillées au tableau 2)</i>	144	135
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice <i>(détaillées au tableau 4)</i>	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice <i>(détaillées au tableau 6)</i>	-	-
TOTAL	144	135

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social (en K€)				
Jean Michel BENARD, PDG	Exercice 2014		Exercice 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
- rémunération fixe	144	144	144	144
- rémunération variable	14	14	14	14
- rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
- jetons de présence	-	-	-	-
- avantages en nature véhicule	-	-	-	-
retraite art. 83	6	6	6	6
TOTAL	164	164	164	164
Philippe SAUVE, DGD	Exercice 2014		Exercice 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
- rémunération fixe	114	114	114	114
- rémunération variable	21	12	12	21
- rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
- jetons de présence	-	-	-	-
- avantages en nature véhicule	4	4	4	4
retraite art. 83	6	6	6	6
TOTAL	144	135	135	144

3 - Tableau des jetons de présence (en K€)

NEANT : aucun jeton de présence n'a jamais été versé.

4 - Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social.						
Options attribuées à chaque dirigeant mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe.	n° et date du plan	Nature des options	Valorisation des options (€)	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Prix d'exercice (€)	Période d'exercice
Jean Michel BENARD, PDG	-	-	-	-	-	-
Philippe SAUVE, DGD	-	-	-	-	-	-

5 - Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social			
Options levées par les dirigeants mandataires sociaux	n° et date du plan	Nombre d'options levées durant l'exercice	Prix d'exercice (€)
Jean Michel BENARD, PDG	-	-	-
Philippe SAUVE, DGD	-	-	-

6 - Actions de performance attribuées à chaque dirigeant mandataire social.					
Actions de performance attribuées à chaque dirigeant mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe.	n° et date du plan	Nre d'actions attribuées durant l'exercice	Valorisation des actions (€)	Date d'acquisition	Date de disponibilité
Jean Michel BENARD, PDG			NEANT		
Philippe SAUVE, DGD			NEANT		

7 - Actions de performance devenues disponibles durant l'exercice pour chaque dirigeant mandataire social.					
Actions de performance devenues disponibles pour chaque dirigeant mandataire social.	n° et date du plan	Nombre d'actions attribuées durant l'exercice	Valorisation des actions (€)	Date d'acquisition	Date de disponibilité
Jean Michel BENARD, PDG			NEANT		
Philippe SAUVE, DGD			NEANT		

Aucun dirigeant mandataire social ne bénéficie de rémunération conditionnelle ou différée.

Délégations de pouvoir accordées par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration

Les délégations de compétence accordées par les Assemblées Générales au Conseil d'Administration en vigueur au 31 décembre 2015 sont les suivantes :

1. Par l'AGO du 30 juin 2015, pour une durée de 18 mois ;
 - autorise, conformément aux articles L 225-209 et suivants du Code de commerce, la société à acheter ses propres actions, dans la limite d'un maximum de 784 864 actions, soit 10 % du montant du capital social existant au 23 mars 2015 ;
2. Par l'AGE du 27 juin 2014 pour une durée de 26 mois :
 - émettre des actions ordinaires de la Société et des valeurs mobilières donnant accès au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite d'un montant nominal de 2.000.000 €,
 - émettre des actions ordinaires de la Société et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, avec faculté de conférer un délai de priorité, dans la limite d'un montant nominal de 2.000.000 €,
 - augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 15 % de l'émission initiale,
 - émettre des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, la limite de 10 % du capital de la Société,
 - attribuer gratuitement des actions ordinaires de la Société, sans dépasser 2,5 % du capital social de la société,

10. Autres informations.**Filiales et participations.**

Au 31 décembre 2015, les sociétés dans lesquelles ITS GROUP détenait une participation étaient les suivantes :

Société	Forme juridique	Localisation	Capital social		Droits de vote
			Montant en K€	% détenu	
ITS INTEGRA	S.A.S.	Boulogne Billancourt (92)	149	100%	100%
IBELEM	SA	Boulogne Billancourt (92)	148	97%	97%
ITS GROUP BENELUX	SPRL	Bruxelles - BE	60	100%	100%
BLUESAFE	SAS	Boulogne Billancourt (92)	150	97%	97%
TECHNECITE	SARL	Pantin (93)	8	33%	33%
THEMIS CONSEIL	SAS	Boulogne Billancourt (92)	37	100%	100%
ITS OVERLAP	SAS	Boulogne Billancourt (92)	1 500	100%	100%
ARIANN SOFTWARE (1)	SAS	Boulogne Billancourt (92)	100	100%	100%
MIB SUISSE	SA	Genève - CH	94	87%	87%
EUCLEIDE (1) (2)	SA	Luxembourg - L	31	100%	100%

(1) Filiales sans activité.

(2) Filiale non consolidée.

Conventions et engagements réglementés visés à l'article L.288-28 du Code de Commerce.

Nous vous informons que les commissaires aux comptes ont été régulièrement informés des conventions et engagements réglementés visés à l'article L. 225-38 du code de commerce et autorisées par votre Conseil d'Administration durant l'exercice écoulé.

La liste et l'objet des conventions courantes conclues à des conditions normales ont été communiqués aux membres du Conseil d'Administration et aux Commissaires aux Comptes.

Résultats des cinq derniers exercices.

Le tableau prescrit par l'article 148 du décret du 23 mars 1967 sur les résultats de la société pour chacun des cinq derniers exercices clos est joint en Annexe 1 au présent rapport.

Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux.

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes s'établit à 261 K€ au 31 décembre 2015 dont 193 K€ pour ITS Group et 68 K€ pour les filiales intégrées.

Charges non déductibles fiscalement.

Conformément à l'article 39-4 du CGI, il est signalé que le montant des dépenses et autres charges visées par cet article et supportées par la société au cours de l'exercice 2015 s'élèvent à 276 K€ et sont composées des amortissements excédentaires des véhicules de tourisme, des TVS associées et des amendes et pénalités non déductibles.

L'impôt s'y rapportant s'élève à 92 K€.

11. Evènements postérieurs à la clôture.

Néant.

12. Perspectives 2016.

Grâce à son offre intégrée unique sur le marché de la gestion des infrastructures, le Groupe est aujourd'hui parfaitement positionné pour bénéficier des tendances porteuses du marché, notamment autour du développement du cloud et de l'évolution/transformation des modèles économiques (digitalisation). Le Groupe, au plus près des attentes de ses clients, enrichit également régulièrement ses offres packagées et lance en 2016 de nouvelles solutions autour du Data management et de la Gestion de contenu.

Le Groupe se fixe comme objectif d'atteindre au minimum un chiffre d'affaires de 200 M€ et de délivrer une marge opérationnelle courante entre 4 et 5% sur l'exercice 2016.

Le Conseil d'Administration

- ANNEXE 1 -

**RESULTAT ET ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE
AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

(Décret 83-1020 du 29.11.1983 - Article 53)

en EUROS

	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015
Capital en fin d'exercice					
Capital social	2 817 823	2 954 075	3 004 473	3 924 323	3 924 323
Nombre d'actions ordinaires	5 635 645	5 908 150	6 008 946	7 848 645	7 848 645
Nombre d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote	-	-	-	-	-
Nombre maximum d'actions à créer :					
- par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
- par droit de souscription	2 128 611	1 903 241	1 830 199	-	-
Opérations et résultat					
Chiffre d'affaires (H.T)	72 531 520	70 749 355	68 865 640	76 313 127	78 981 978
Résultat avant impôts, participation, dotations aux amort. et provisions	2 637 278	1 641 540	3 655 047	4 105 416	425 672
Impôts sur les bénéficiaires	722 868	- 108 870	93 983	140 155	- 705 238
Participation des salariés	835 841	-	252 336	-	-
Résultat après impôts, participation, dotations aux amort. et provisions	2 409 245	1 304 371	3 148 118	3 608 423	946 275
Résultat distribué	-	-	-	767 910	784 865
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation, avant dotation aux amort. et provisions	0,19	0,30	0,55	0,51	0,14
Résultat après impôts, participation, dotations aux amort. et provisions	0,43	0,22	0,52	0,46	0,12
Dividende attribué	-	-	-	0,10	0,10
Personnel					
Effectif moyen des salariés (à renseigner)	806	819	826	848	821
Montant de la masse salariale	33 782 254	34 865 515	34 957 360	35 085 973	35 778 131
Montant des sommes versées en avantages sociaux (S.S., œuvres sociales)	15 670 604	16 521 187	15 774 406	16 939 259	15 898 020

- ANNEXE 2 -

Rapport Responsabilité Sociétale d'Entreprise 2015

1 Contexte et méthodologie

1.1 La politique RSE du groupe

L'UES, composée des sociétés ITS GROUP, ITS Integra, IBELEM, ITS Overlap et Thémis Conseil, a signé le 16 Septembre 2009 la déclaration du Pacte Mondial des Nations Unies et s'est engagée dans une démarche globale de Développement Durable s'articulant autour de 4 volets :

- **le volet économique** afin d'instaurer des règles équitables dans les échanges commerciaux et de garantir sa pérennité
- **le volet social** dans lequel L'UES souhaite démontrer son attachement au respect des droits de l'Homme et aux règles fondamentales du travail.
- **le volet environnemental** visant à mettre en œuvre des principes de précaution écologiques
- **le volet sociétal** afin de tisser des liens durables avec son écosystème

L'UES est un acteur reconnu du développement durable des infrastructures informatiques de ces clients en France. Les principes d'action de l'UES s'inscrivent dans le cadre de textes de référence internationaux, notamment :

- la Déclaration universelle des droits de l'homme et ses Pactes additionnels,
- les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT),

L'éthique est le fil conducteur de nos activités. Elle accompagne notre vision entrepreneuriale de long terme. Cela commence par l'application des valeurs du Groupe. L'éthique du Groupe se reconnaît dans des principes fondamentaux qui guident nos comportements : la conformité aux lois et réglementations, l'intégrité, la loyauté, l'honnêteté et le respect d'autrui. Ces valeurs, ces comportements concernent toutes et tous pour faire des objectifs suivants une réalité du terrain :

- Respect de l'environnement et des hommes
- Assurer l'employabilité des collaborateurs
- Conduire une politique de ressources humaines fondée sur l'équité, la diversité et le dialogue social
- Gestion de l'encadrement et gestion des compétences
- Développer la cohésion sociale et la solidarité

1.2 Les enjeux et les objectifs RSE

Face à l'urgence de la crise écologique et sociale dont les stigmates se manifestent désormais à une échelle mondiale (changement climatique, raréfaction des ressources naturelles, croissance de la population mondiale, augmentation et intensification des catastrophes naturelles), le développement durable apparaît comme une solution crédible aux yeux des différents acteurs mondiaux (Etats, Entreprises, Collectivités, etc.) pour une utilisation responsable et équitable des ressources de la planète tout en assurant la pérennité de celles-ci pour les générations futures.

L'UES, conscient des enjeux du millénaire et sensible aux valeurs universelles véhiculées par la mise en place d'une politique RSE, a fait le choix d'intégrer les dimensions du développement durable au sein même de sa stratégie. Afin d'atteindre la cohésion attendue et une performance dans la cadre de l'amélioration continue, les missions RSE ont été confiées au service Qualité en Mai 2015. Ainsi L'UES bénéficie d'un système de management intégré cohérent avec les engagements RSE, les actions sont harmonisées et la synergie maîtrisée.

L'UES œuvre aujourd'hui à suivre une politique responsable dans ses activités, dans la gestion de ses collaborateurs et pour son impact sur l'environnement.

Cette politique de responsabilité sociétale d'entreprise constitue un véritable enjeu pour l'UES ITS, un challenge à relever qui réunit l'ensemble des collaborateurs autour d'un thème fédérant les compétences de tous, afin de créer une véritable synergie d'entreprise.

L'UES ITS communique sur les 4 enjeux de la RSE (social, environnemental, économique et sociétal) à travers sa publication de sa Communication sur le Progrès (COP) 2016, disponible à compter du 12 mai prochain via <http://www.itsgroup.com/fr/societe/engagements/rse>

1.3 Note explicative

1.3.1 Objectifs du reporting

- Assurer des données fiables et garantir un comparatif valable d'une année sur l'autre.

1.3.2 Périmètre de reporting

Sauf indication spécifique par indicateur,

- Les données sociales sont consolidées pour la totalité des sociétés de l'Unité Economique et Sociale à savoir ITS Group, ITS Overlap, ITS Integra, Ibelem et Themis Conseil.
- Les entités situées hors France n'entrent pas dans le périmètre des données environnementales et sociétales.



	Données Sociales	Données Sociétales	Données Environnementales	Données Economiques
Méthode de collecte	logiciel de paie Sage	contrats de partenariats	factures fournisseurs, bordereau de suivi des déchets (BSD)	Logiciels financiers
Périmètre des indicateurs	100% des effectifs en France (hors sites situés à l'étranger)	Siège L'UES ITS	100% des surfaces de l'UES en France (eau, électricité, CO2) Recyclage : Siège ITS	Ensemble du groupe ITS
Services Impliqués	Services : - Ressources Humaines, - Qualité, - Administratif et Financier	Services : - Ressources Humaines, - Qualité, - Moyens généraux	Services : - Qualité, - Moyens généraux	Service Administratif et Financier

1.3.3 Période de reporting

L'ensemble des informations fournies dans le reporting RSE de l'UES couvre une période de 12 mois, du 1er janvier au 31 décembre 2015, correspondant à l'exercice fiscal de la société.

Les informations 2014 sont fournies afin de permettre une comparabilité des données.

1.3.4 Planning

La collecte de données est réalisée au cours du premier trimestre de l'année afin de pouvoir extraire les données de l'année précédente.

1.3.5 Contrôle

Les données sont vérifiées en interne, avant publication, par comparaison avec les données de l'année précédente.

1.3.6 Vérification par un organisme tiers indépendant

La présence et la fiabilité des informations requises par l'article R225-105-1 du Code de Commerce ont été vérifiées par le Commissaire aux Comptes mandaté par la société ITS Group, le cabinet Grant Thornton. Son attestation et son avis sont joints au présent rapport. Ils détaillent les travaux réalisés par le Commissaire aux Comptes ainsi que ses observations et conclusions.

1.3.7 Indicateurs

Les indicateurs utilisés dans le reporting de l'UES ont été définis à partir de plusieurs référentiels internationaux reconnus en matière de RSE tels que loi Grenelle II de l'Environnement, The Global Reporting Initiative (GRI 4), et la norme ISO 26000. Les chiffres 2015 ont été arrondis à l'entier supérieur.

1.3.7.1 Focus sur les indicateurs sociaux

Effectifs Groupe

Définition :

Tous les contrats CDI, CDD, apprentissage, exprimés en équivalent temps plein moyenné sur l'année de référence.

Exclusion :

Les stages, contrats de professionnalisation, longues maladies, congés maternité et autres personnels non actifs.

Entrées Groupe

Définition :

Tous les démarrages de contrats des collaborateurs, y compris les conversions de stage en CDI et les transferts d'entité.

Exclusion :

Les conversions de contrat de travail de CDD à CDI

Sorties Groupe

Définition :

Toutes les fins de contrats de collaborateurs y compris les transferts d'entité

Exclusion :

Les conversions de contrat de travail de CDD à CDI

Absentéisme

Définition :

Nombre de jours ouvrés non travaillés (de façon imprévue) comparé au nombre de jours ouvrés normalement travaillés sur la période

Exclusion :

Les jours d'absences prévus (congés, RTT, congés sans solde, congés exceptionnels et sabbatiques, maternités, paternités

Précisions :

Taux d'absentéisme = Nombre de jours maladie / (effectif fin d'année x nombre de jours ouvrés = nombre de jours travaillés potentiellement) x 100

Le report des absences dans le logiciel de paie est effectif le mois suivant l'absence.

Accidents de travail

Définition :

Tous les accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail, quelle qu'en soit la cause, y compris les déplacements approuvés pour se rendre à un lieu de rendez-vous pendant ses heures de travail et en partant de son adresse professionnelle de rattachement

Accidents de trajet

Définition :

Tout accident qui survient à un salarié pendant le trajet effectué :

- entre sa résidence et son lieu de travail
- entre son lieu de travail et le lieu de la pause déjeuner

Formation

Définition :

100% des effectifs ayant suivies des formations continues (7heures/jour)

1.3.7.2 Focus sur les indicateurs environnementaux

Energie

Définition :

La consommation en matière d'électricité des bâtiments occupés par de l'UES et les Datacenters.

Emissions Gaz à effets de Serre (GES)

Définition :

Les émissions de CO2 dues à l'électricité consommée par les bâtiments et le Datacenter, aux véhicules de mission et aux véhicules de fonction

Les facteurs d'émission proviennent du Bilan carbone de l'Ademe, v7.1.

Précision :

Le calcul des émissions GES pour l'énergie des bâtiments et des datacenters repose sur la méthodologie proposée par ADEME

Le calcul des émissions GES pour les véhicules de mission et de fonction est le suivant : Emissions de CO2 propres à chaque véhicule X le nombre de kilomètres réellement parcourus en 2015

DEEE

Définition :

Tous les déchets DEEE pour la région parisienne sont gérés en central. Les agences régionales quant à elles gèrent indépendamment leurs déchets ou les rapatrient au siège.

1.4 Thématiques non applicables au regard de l'activité du Groupe

- Les mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement
- La prise en compte des nuisances sonores et le cas échéant de toute autre forme de pollution spécifique à une activité
- La consommation de matières premières et les mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation
- L'utilisation des sols
- L'adaptation aux conséquences du changement climatique
- Les mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité
- Le montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement : l'UES n'a pas de provisions au titre des garanties environnementales
- La consommation d'eau et l'approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales

2 L’empreinte Sociale au cœur de la stratégie du groupe

2.1 L’emploi

2.1.1 Répartition de l’effectif des salariés par sexe, par âge et par zone géographique

SEXE	EFFECTIF FIN D’ANNEE 2014	EFFECTIF FIN D’ANNEE 2015
Féminin	244	255
Masculin	941	961
Total général	1185	1216

En 2015 le groupe comprend 20,9 % de femmes au sein de ses effectifs contre 18,8% en 2014.

AGE	EFFECTIF FIN D’ANNEE 2014	EFFECTIF FIN D’ANNEE 2015
Moins de 26 ans	63	49
26 < 35ans	429	394
36 < 49 ans	531	605
50 ans et plus	162	168

4 % collaborateurs ont moins de 26 ans au sein du groupe et 13,8 % sont des seniors c’est-à-dire âgés de 50 ans et plus.

Les données 2014 ont été corrigées car elles n’étaient pas exhaustives pour la répartition par âge et pour plus de cohérence avec les effectifs publiés au 31.12.2015.

ZONE GEOGRAPHIQUE	EFFECTIF FIN D’ANNEE 2015
REGION PARISIENNE	845
PROVINCE	371
Total général	1216

En 2015, 69,4% des collaborateurs travaillent en région parisienne contre 67,9% en 2014.

2.1.2 Entrées et sorties

	2014	2015
Entrées	286	302
Licenciements	29	31
Démissions (départs volontaires en 2014)	255	133
Fin contrat (CDD, contrat pro)		22
Fin période essai (initiative employeur)		35
Fin période essai (initiative salariés)		18
Rupture conventionnelle		28
Décès		1
Retraite		1

2.1.3 Rémunération et évolution

MASSE SALARIALE 2014	MASSE SALARIALE 2015
53 414 407 €	56 053 933 €

La masse salariale a évolué de 4.9% entre 2014 et 2015. 2% est dédiée à l’augmentation de salaire des collaborateurs.

2.2 Organisation du travail

2.2.1 Organisation du temps de travail

Le temps de travail s'organise au sein de l'UES selon les modalités de notre accord d'entreprise.

Certains collaborateurs ont un temps de travail de 38h30 avec un nombre de RTT qui varie selon le nombre de jours ouvrés dans l'année de référence.

Les autres ont un temps de travail de 37h avec un nombre de RTT fixe de 12.

2.2.2 Absentéisme

	TAUX ABSENTEISME 2014	TAUX ABSENTEISME 2015
Total général	2,97 %	2,93 %

2.3 Relations sociales

2.3.1 Organisation du dialogue social

Les différentes entités formant l'UES ont des Institutions représentatives du personnel communes.

La Direction organise des réunions mensuelles avec son Comité d'Entreprise et ses Délégués du Personnel de Sites.

Par ailleurs trimestriellement, le CHSCT se réunit.

Enfin, annuellement, la Direction ouvre des négociations obligatoires avec ses Organisations Syndicales représentatives en vertu du premier tour des dernières élections du comité d'entreprise ayant eu lieu en 2014.

2.3.2 Bilan et accord collectif

A ce jour, plusieurs accords collectifs d'entreprise sont en vigueur au sein de l'UES :

- Accord relatif au Temps de Travail
- Accord relatif à la participation
- Accord sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes
- Plan d'action intergénérationnel

En 2015 les accords suivants ont été signés :

- Accord relatif au travail de nuit
- Accord relatif au télétravail
- Accord relatif à la Gestion Professionnelle de l'Evolution des Compétences

2.4 Santé et sécurité

2.4.1 Les conditions de santé et de sécurité au travail

L'UES s'engage à garantir à ses collaborateurs un environnement de travail adapté, conformément à sa politique de prévention de la santé et de la sécurité en équipant le campus de Boulogne Billancourt par :

- des alarmes (barrières infrarouges, des détecteurs d'ouverture et des détecteurs de mouvement)
- des caméras de surveillance
- des accès biométriques BioVein ou par badge
- une infirmerie, composée d'un lit avec couverture, draps et housses jetables et d'une armoire de soin avec le nécessaire légal en entreprise
- des défibrillateurs

Les collaborateurs bénéficient aussi de formations liées à la santé et sécurité au travail :

- Formations 1ers secours et manipulation des défibrillateurs
- Formations incendie et évacuation
- Habilitation électrique dans les datacenters

2.4.2 Les accidents du travail, fréquences, gravité et maladies professionnelles

Aucune maladie professionnelle n'a été déclarée et les accidents des collaborateurs sont essentiellement liés à leur trajet (voiture, deux roues ou piéton)

	Nombre d'accidents de travail	Nombre de jours d'absence dus à un accident de travail	Nombre d'accidents de trajet	Nombre de jours d'absence dus à un accident de trajet
2014	4	5	8	623
2015	3	421	15	374

Un collaborateur a été victime d'un AVC à son domicile reconnu accident du travail, il a été absent toute l'année. Cet évènement explique l'augmentation significative du nombre de jours d'absence pour accident de travail.

2.4.3 Bilan des accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité du travail

Aucun accord n'a été signé relatif à la santé et à la sécurité du travail.

2.5 Formation

2.5.1 Les politiques mises en œuvre en matière de formation

L'objectif de formation pour notre groupe au vu de l'évolution de l'emploi est double. Il vise à développer à la fois le Savoir Faire (connaissances techniques) et le Savoir Etre (compétences relationnelles) des collaborateurs. Nous sommes organisme de formation et organisons nos propres sessions de formation méthode, gestion de projets et management.

Dans le cadre du développement stratégique de l'UES et de ses perspectives de croissance, l'effort de formation est absolument incontournable pour maintenir un fort niveau de compétitivité sur le marché des ESN (systèmes, réseaux, bases de données, virtualisation, etc.). L'UES propose également tous les trimestres des formations ITIL Foundation pour ses collaborateurs ainsi que des formations d'anglais.

Chaque manager doit suivre le parcours de formation dédié mis en place par le service des Ressources Humaines avant de pouvoir accomplir ses fonctions de management et encadrer d'autres collaborateurs.

Dès 2015 les collaborateurs ont la possibilité de gérer leurs droits aux formations à travers un nouveau dispositif, le CPF (Compte personnel de formation). Cet outil est disponible tout au long de la vie professionnelle du collaborateur et lui permet d'obtenir des droits afin de se former et d'acquérir des compétences reconnues (qualification, certification, diplôme) en lien avec les besoins de l'entreprise, prévisibles à court ou moyen terme

2.5.2 Le nombre total d'heures de formation

Le suivi de la formation constitue un de nos processus qualité RH. Cette année :

- 12 188 heures de formation ont été délivrées aux collaborateurs du groupe contre 9719 heures en 2014
- 39% des collaborateurs ont donc été formés contre 29% en 2014
- Soit 478 collaborateurs formés avec une moyenne de 25,5 heures chacun

2.6 Egalité et Traitement

2.6.1 Les mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes

L'UES ITS mène une politique active pour garantir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. L'accord signé en 2011 a ainsi été renégocié et de nouveau signé fin 2014 par l'UNSA, organisation majoritairement représentative au sein de l'UES. Cet accord est en vigueur depuis le 1er janvier 2015.

Il regroupe un certain nombre de mesures dont :

- Une journée pour enfant malade
- Un service à la personne

2.6.2 Les mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées

Aucun accord collectif relatif à l'emploi et au maintien des personnes handicapées. L'UES mène toutefois une politique active sur le sujet.

En 2015, l'UES a de nouveau mené une campagne de communication et de sensibilisation autour du handicap. Les collaborateurs ont participé à la 17ème édition de la course « Courir Ensemble » au profit de Handicap International. L'UES a pris en charge les droits d'inscription à la manifestation, versés pour le financement des programmes de l'association.

En outre les collaborateurs présents au Siège de l'UES ont pu bénéficier d'un massage non-thérapeutique réalisé par des praticiens malvoyants certifiés. Au-delà de la prestation, ils ont pu échanger avec les intervenants d'Alter massage afin de parler librement du handicap.

En 2014, 24 travailleurs sont reconnus handicapés au sein du groupe, ils sont 30 en 2015.

Une évolution notable de 200% depuis 5 ans est à noter.

2.6.3 La politique de lutte contre les discriminations

La société attache une importance toute particulière à la lutte contre les discriminations relatives au sexe, à l'âge et aux origines.

Nous avons notamment signé avec les organisations syndicales un accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes avec notamment des engagements relatifs aux pratiques de recrutement.

Nous avons également signé un plan d'action intergénérationnel afin d'accompagner et de maintenir dans l'emploi les collaborateurs seniors.

Taux de femmes cadres parmi les employées en 2015 : 92%

Taux de femmes dans l'encadrement en 2015 : 18.4%

Une augmentation de 20% d'augmentation de femmes cadre les 5 dernières années

2.7 Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'OIT

L'UES est implantée majoritairement dans les pays qui respectent les droits de l'OIT.

L'UES respecte et s'engage à promouvoir les droits de l'Homme comme décrits par les conventions fondamentales de l'OIT et le Pacte Mondial des Nations Unies, dont il est signataire depuis 2009.

3 L’empreinte environnementale du groupe

3.1 La politique générale en matière environnementale

3.1.1 L’organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales et, le cas échéant, les démarches d’évaluation ou de certification en matière

Volontairement, l’UES a pris des mesures pour réduire l’impact de ses activités sur l’environnement. Nous avons maintenu les actions mises en place les années précédentes et proposé des solutions innovantes pour réduire notre impact environnemental

L’entité ITS Integra, certifiée ISO 14001 depuis janvier 2012, a renouvelé cette certification en décembre 2014 pour une durée de 3 ans. Reconnaissance de la politique environnementale mise en place au sein de la société, cette certification atteste de l’engagement fort de la Direction dans la maîtrise des impacts de son activité sur l’environnement.

En 2015, ITS Group a mis en place un partenariat fort avec la société Echoline, société de conseil qui réalise la veille réglementaire. Ainsi, le registre de veille ITS Group, via la plate-forme Echoline, est parfaitement à jour et maîtrisé par le biais de la procédure associée.

Le Service QSE (Qualité, Sécurité et Environnement) transverse à l’UES est en place afin d’harmoniser les pratiques au sein des diverses entités. Ce service s’est doté d’un réseau interne fort composé de leaders QSE sur chacun des sites de la société. Ces acteurs ont pour principaux objectifs la sensibilisation auprès des équipes ainsi que la remontée de l’ensemble des informations nécessaires au maintien et à l’amélioration du Système de Management de l’Environnement (SME).

Dans le cadre de ce SME des instances sont planifiées à intervalles réguliers : audits internes, Revue de Direction et audit externe de suivi de certification. Des indicateurs sont analysés périodiquement afin d’évaluer l’efficacité de nos actions.

3.1.2 Les actions de formation et d’information des salariés menées en matière de protection de l’environnement

L’UES est muni de nombreux moyens de communication tels que la messagerie, l’intranet, le site internet et les réseaux sociaux. En complément, en 2015 l’UES a installé des écrans internes aux lieux d’affluence (accueil, cantine etc...).

Des sessions d’accueil ainsi que des formations managers contiennent donc systématiquement un volet RSE. Ces réunions sont un moment clef pour la sensibilisation aux thématiques de la RSE et en particulier de l’environnement conformément à notre engagement ISO14001.

L’ensemble des collaborateurs a ainsi les moyens de bien comprendre les enjeux de la Responsabilité Sociétale d’Entreprise et l’impact de leurs actions dans l’entreprise et au-delà.

Cette sensibilisation est renforcée par la diffusion (site intranet, affiches dans les locaux, guide bonnes pratiques, etc.) des éco-réflexes (Les éco-réflexes présentés sur le site de l’UES ITS : <http://bit.ly/ITSGroupEcoreflexes>).

En 2015 nous avons lancé un quiz dédié au recyclage, destiné à sensibiliser les collaborateurs à la protection de l’environnement à travers des gestes simples.

110 personnes ont répondu intégralement, 70 n’ont pas terminé. Les réponses ont été envoyées à l’ensemble des collaborateurs. Pour inciter les collaborateurs à participer nous nous sommes engagés à verser 1 euro pour chaque questionnaire rempli, pour soutenir l’agroforesterie française. 110 euros seront donc investis grâce à notre partenaire du développement durable EKODEV.

3.1.3 Les moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions

L’UES mène une politique de réduction des déplacements de son personnel entre ses différents établissements répartis sur le territoire nationale et européen. Ses actions reposent :

- Sur une sensibilisation de son personnel à l’éco conduite via des messages passés aux écrans internes

- L'utilisation d'un outil de gestion des déplacements avec un workflow de validation afin de bien gérer les déplacements professionnels
- Partenariat avec une agence de voyage partageant notre politique de gestion des déplacements.

En 2015, l'UES maintient sa volonté de stabiliser les émissions de CO2 de son parc automobile. Les émissions de CO2 affichent donc une moyenne de 111 grammes/km pour les mises en circulation sur l'année. L'UES ITS limite les émissions de CO2 à 120 grammes/km pour les nouveaux véhicules, sauf exception demandée par la direction.

En 2015, l'UES a organisé pour la première fois la semaine européenne du développement durable, dans le but de sensibiliser ses parties prenantes à la protection de l'environnement.

3.2 Pollution et gestion des déchets

Les mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets

L'UES est responsable de la gestion et de la valorisation de ses déchets liés à son activité comme les déchets des équipements électriques et électroniques (DEEE), le papier, les cartouches d'encre et les capsules de café. La collecte et le recyclage de ces déchets est réalisé en partenariat avec APR2, la Poste, Paprec, et Colect'As.

En outre, le Groupe vise à sensibiliser ses employés au recyclage. A cet effet un point collecte pour leurs déchets professionnels et domestiques, a été installé. Cette démarche a été initiée lors de la semaine du développement durable organisé au siège de l'UES en Juin 2015. Les déchets et objets en fin de vie concernés sont :

- Mobiles - En partenariat avec *Mon ExTel*, permettant le recyclage d'anciens mobiles au bénéfice d'associations
- Vêtements - En partenariat avec *La Cravate Solidaire*, contribuant à la réinsertion professionnelle grâce au don des vêtements.
- Livres – En partenariat avec *Bibliothèque Sans Frontières*, favorisant l'éducation et la formation dans les pays en développement
- Bouchons en plastique- En partenariat avec *Les bouchons de l'espoir*, participant au financement du matériel adapté à la pratique du sport chez les personnes handicapées

3.2.1 Recyclage papier

Pour la collecte et le recyclage du papier utilisé, l'UES fait appel à Recy'go, filière du Groupe La Poste. Chaque jour les bacs de papiers sont collectés, triés et conditionnés par des entreprises locales d'insertion. Ensuite, cette quantité de papier est recyclée par des papeteries situées en France.

Grâce à des campagnes de sensibilisation des utilisateurs au recyclage du papier, le comportement des collaborateurs a évolué et les réflexes désormais acquis révèlent une prise de conscience de la valeur des matériaux utilisés et de leur cycle de vie. Cette sensibilisation reste néanmoins à entretenir auprès des nouvelles recrues lors de la session d'accueil.

En 2015, 5 482.5 kg de papier ont été collectés et recyclés. Chaque employé de l'UES a donc consommé en moyenne 14kg de papier annuel soit l'équivalent de 13 feuilles A4 par jour.

Le papier utilisé est d'ailleurs labellisé FSC garantissant un mode de gestion responsable et durable des forêts et Ecolabel, label écologique officiel européen - 100% recyclable.

3.2.2 Recyclage DEEE :

La majorité de ces déchets est récolté- dans le respect de la réglementation lié au recyclage par l'entreprise adaptée APR2-Atelier pro réseaux recyclage. Cette société adaptée et agréée recycle différents types de matériel : écrans, matériel informatique, baies de stockage, etc.

1 956 kg de Déchets d'Équipement Électriques et Électroniques ont ainsi été collectés et recyclés par l'UES (contre 807 kg en 2014) dans le respect des dispositions environnementales et réglementaires en vigueur en 2015. 100% des matériels bureautiques sont revalorisés.

3.2.3 La pratique "repurposing" :

Les DEEE sortant des datacenters sont régulièrement cédés pour réutilisation à l'artiste Nicolas Delay de la galerie « Beautiful Sea ». Cette pratique est connue en anglais comme « repurposing » et son objectif est de donner un nouveau sens à des objets en fin de vie. Cet artiste engagé a choisi à travers ses œuvres de mettre en avant l'impact de notre société sur l'environnement. Afin de l'aider dans sa démarche, l'UES lui fournit du matériel obsolète. Lors de la semaine du développement durable, une exposition avec des œuvres de la série "Empreinte " de Nicolas Delay a été organisée au siège de l'UES ITS.

Plus de 400 kg de DEEE ont été collectés et réutilisés en décembre 2015 par la galerie « Beautiful Sea » et l'artiste Nicolas Delay, grâce au don de l'UES ITS.

Lors de l'audit de maintien de l'ISO 14001, qui a eu lieu en novembre 2015, une non-conformité mineure a été soulevée quant au bordereau de suivi (BSD) lié à ce don. Pour se conformer, l'UES a donc initié en décembre 2015 la mise en place d'un BSD lié à la récupération de ce matériel obsolète.

3.2.4 Recyclage Cartouches d'encre :

En 2015, environ 20 kg des cartouches d'encre ont été collectés et recyclés par Collect'as. La collaboration avec ce partenaire s'avère peu satisfaisante, nous ne sommes pas en mesure de fournir plus de détails concernant la quantité des cartouches d'encre récupérées. Pour remédier à ça, dès le début de 2016, nous avons décidé de confier la collecte et le recyclage des cartouches d'encre à Cèdres, une entreprise adaptée, qui soutient l'emploi des personnes en situation d'handicap.

Pendant l'année précédente, et conformément à notre politique environnementale qui vise à diminuer notre impact environnemental, l'UES a choisi de remplacer 3 copieurs Xerox par d'autres plus écoresponsables, qui, au lieu d'utiliser des cartouches d'encre/Toners, sont équipés de « pains » d'encre à base de colza et de maïs, complètement biodégradables. Grâce cette solution, le nombre de toners et de réceptacles à encre à recycler a été limité.

3.2.5 Recyclage capsules de café

L'UES confie la collecte et le recyclage de ses capsules de café à la société *Paprec*. Deux fois par mois les déchets sont collectés puis traités dans cinq centres de tri équipés de machines dites à courant de Foucault, qui isolent l'aluminium des autres matériaux. Compacté et fondu, l'aluminium est ensuite réutilisé par différentes industries.

En 2015, 440 kg de capsules de café ont été recyclés, contre 192 kg en 2014.

Cette hausse de la quantité de capsules de café est due à la sensibilisation qui a été faite auprès des collaborateurs. De plus, en 2015, nous avons réceptionné deux nouveaux collecteurs et une grande poubelle (240L), pour optimiser le recyclage. Au total en 2015, tout le siège de l'UES est équipé d'un bac de 45 L, de huit bacs de 6 L et d'une grande poubelle de 240 L.

3.3 Utilisation durable des ressources

L'UES utilise pour son usage interne du matériel informatique dernière génération, et des méthodes de virtualisation d'infrastructures, d'applications et de postes de travail réduisant la consommation énergétique de façon significative. Grâce à son entité ITS Integra, l'UES bénéficie des services proposés de Cloud Computing et des datacenters qui permettent de réduire le nombre d'équipements utilisés (serveurs, stockage, réseau) réduisant ainsi la consommation d'énergie.

3.3.1 La consommation d'énergie, les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables

Les consommations d'énergie concernent uniquement les consommations d'électricité :

En 2015, l'UES a consommé :

- 752 MWh pour ses bâtiments
- 1632 Mwh pour le datacenter Interxion
- 449 Mwh pour le datacenter Equinix

De nombreuses actions sont mises en place pour réduire la consommation d'énergie au sein des établissements du groupe. Toutes ces actions ne sont pas systématiques sur l'ensemble des établissements mais appliquées dès que les moyens le permettent. Les principales sont citées comme suit :

- Remplacement des ampoules et spots par des systèmes basse consommation ;
- Déconnexion de lampes, néons ou ampoules non indispensables ;
- Système de mise en veille automatique des PC après 3 minutes sans action ;
- Système de coupure automatique des éclairages des lieux communs
- De façon générale, une préférence pour les fournisseurs ayant une démarche en cohésion avec la norme ISO14001
- Participation au programme Equilibre + EDF : favoriser le recours aux énergies renouvelables dans les datacenters et le financement de programme de développement durable

Les datacenters de ITS Integra, entité de l'UES spécialisée en hébergement et Système d'infogérance hors site, ont des spécificités prévues pour diminuer la consommation énergétique.

- Matériels choisis respectant :
 - Rapport puissance/efficacité,
 - Echangeurs et économiseurs d'air,
 - Cold corridor : confinement de l'air froid pour l'envoyer directement dans les serveurs. Cela permet aux climatisations de ne pas refroidir la salle entière mais d'envoyer seulement l'air frais au serveur. Mis en place pour les serveurs d'Interxion.
 - Installation de variateurs de vitesse : en limitant la survitesse dans les pompes d'eau glacée ces variateurs entraîne une économie d'énergie,
 - Aspiration de l'air froid/chaud réduisant la consommation d'énergie.
- Une configuration respectant :
 - Design des infrastructures de climatisation et électriques : refroidissement à air libre (free cooling) et réutilisation de la chaleur, réglages des seuils, dispersion énergétique, etc.,
 - Gestion des lumières sur site : compact fluorescent light bulbs and LED lights,
 - Optimisation de l'utilisation des fluides (humidificateur, circuits d'eau, glycol)
 - Régulation et optimisation de la production de froid (pilotage centralisé des chillers)
 - La mise en place de serveurs plus puissants permet une utilisation optimale des machines.

3.4 Changement climatique : Les rejets de gaz à effet de serre

La gestion des émissions de Gaz à Effet de Serre fait partie intégrante de la politique de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) qui prend en compte l'impact de l'entreprise sur son environnement et sur les sociétés. Les émissions de GES (exprimées en tonne équivalent CO₂ (teqCO₂)) du groupe en 2015 sont les suivantes :

Résultats GES : comparatif 2015 vs 2014						
	Bâtiments		Datacenters		Véhicules	
Méthodologie	Méthodologie Bilan GES (ADEME)				Multiplication des émissions de CO ₂ propres à chaque véhicule par le nombre de kilomètres réellement parcourus en 2015	
	Périmètre	Valeurs	Périmètre	Valeurs	Périmètre	Valeurs
2015	100% des bâtiments L'UES ITS	59 teqCO ₂	Datacenter Interxion Datacenter Equinix	162 teqCO ₂	Parc UES (163 voitures)	344 teqCO ₂
2014	82% des bâtiments du Groupe	179 teqCO ₂	Datacenter Interxion	77 teqCO ₂	Parc L'UES ITS (sans filiales) (46 voitures)	78 teqCO ₂

Début 2015, l'ensemble des entités présentes en région parisienne a été réuni sur le campus de Boulogne Billancourt, ce qui a permis à l'UES de mieux maîtriser les émissions de GES.

Résultats GES : Année de référence 2011			
	Bâtiments	Datacenters	Véhicules
Méthodologie	Base Carbone – Electricité 2011 (ADEME)	Base Carbone – Electricité 2011 (ADEME)	Base Carbone – Gasoil Routier (ADEME) Sommes des notes de frais « Transport » et des cartes essences changées en équivalent carburant diesel
Périmètre	93% des bâtiments d'L'UES ITS	Datacenter Integra	ITS Group (67 voitures)
Valeurs	104 teqCO2	76 teqCO2	251 teqCO2

Afin de favoriser les baisses d'émissions, l'UES a mis en place des actions consistant à :

- Inciter son personnel à prendre les transports en commun
- Mettre à disposition de son personnel des outils de conférence téléphonique
- Permettre le télétravail
- Remplacer les flottes de véhicules par des véhicules garantissant une empreinte carbone moindre
- Sensibiliser le personnel à l'éco-conduite

4 Les engagements sociétaux en faveur du Développement Durable

4.1 Impact territorial, économique et social de l'activité de la société

4.1.1 En matière d'emploi et de développement régional

Le groupe est implanté dans 14 villes entre la France, la Belgique, la Suisse et Dubaï. Hormis, l'évolution des effectifs associés à chacune des villes (volet social de ce rapport), l'UES n'est pas en mesure de quantifier l'impact territorial de ses activités.

4.1.2 Sur les populations riveraines ou locales

De même, l'UES n'est pas en mesure de quantifier l'impact de ses activités sur les populations riveraines ou locales.

4.2 Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées

4.2.1 Les conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations

Afin de maintenir une offre de qualité, l'UES procède à des évaluations de la satisfaction de ses clients et au benchmark avec d'autres sociétés du numérique.

4.2.2 Les actions en partenariat ou de mécénat

L'UES tisse des liens avec 17 partenaires RSE. En 2015 6 nouveaux partenariats ont été créés.

Pour ses démarches de collecte, recyclage et valorisation des déchets, l'UES fait appel à des entreprises du secteur adapté protégé. Voici quelques exemples :

- Mon Ex Tel : Entreprise qui recycle nos anciens téléphones mobiles grâce à l'ESAT de l'ARRED
- Recygo : Filiale du Groupe la Poste, Recygo distribue le papier collecté de nos locaux à des entreprises adaptés en France

- L'UES fait appel à l'entreprise adaptée « Les paniers du citoyen », qui fait confectionner des paniers de fruits, par des travailleurs handicapés de l'ESAT les Bouleaux, favorisant l'agriculture maraîchère de la région Ile de France
- Le restaurateur de l'entreprise choisi par l'UES a une forte politique RSE. Ce restaurant offre une aide intergénérationnelle, en recrutant des femmes de plus de 45 ans rencontrant une difficulté à trouver un emploi, et des jeunes sans diplôme ni formation. Des formations sur les bases d'hygiène et de l'incendie leurs sont proposées.

L'UES adhère au Pacte des Nations Unies (Global Compact). Depuis plusieurs années, l'UES participe à des courses solidaires.

En 2015, 8 collaborateurs de l'UES ont participé à la 17ème édition de la course «Courir Ensemble» au profit de Handicap International. L'UES a pris en charge les droits d'inscription à la manifestation, versés pour le financement des programmes de l'association.

4.3 Sous-traitance et fournisseur

4.3.1 La prise en compte dans la politique d'achats des enjeux sociaux et environnementaux

L'UES a rédigé une Charte d'achat responsable à destination de ses parties prenantes. Elle respecte les engagements du Pacte mondial des Nations Unies et de l'organisation Internationale du Droit du Travail tout en incitant ses collaborateurs à veiller aux achats qu'ils entreprennent pour l'UES.

En 2015, nous avons initié une démarche de dialogue, d'écoute et de partage avec nos fournisseurs principaux, afin de renforcer notre politique RSE. Ce projet sera finalisé en 2016, et aura comme résultat la création d'une charte d'engagement comprenant des clauses sociales et environnementales à respecter par nos fournisseurs.

4.3.2 L'importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale

L'UES utilise la sous-traitance de consultants indépendants pour répondre à des besoins très spécifiques pour ses clients. Leurs prestations de services sont exécutées dans le respect des règles et recommandations de l'OIT et du Pacte Mondial, respectant ainsi les règles éthique et déontologique de l'UES.

L'UES sous traite son parc de véhicules automobiles. Dans la mesure du possible, la priorité est donnée aux véhicules hybrides répondant aux normes environnementales en vigueur.

L'UES utilise les services d'un loueur de datacenters pour y héberger ses propres installations informatiques. Ces datacenters répondent à des normes de construction, d'installation, et de sécurité complexes. C'est pourquoi l'UES a souhaité faire appel à un spécialiste et sous-traiter ce domaine.

En 2015, 4 datacenters présents sur 3 différents sites sont sous-traités par des deux fournisseurs. Deux datacenters le sont par EQUINIX (certificat Equilibre EDF) et deux autres le sont par INTERXION (certifiée 14001 en 2013, certificats Equilibre et Equilibre+ EDF en 2014, signature de Politique Energétique Interxion France en 2014) pour le bon fonctionnement de nos activités.

4.4 Loyauté et pratique

4.4.1 Les actions engagées pour prévenir la corruption

Comme précisé dans sa charte éthique, l'UES s'engage à respecter les Principes de la Convention des Nations Unies contre la corruption. En cela, l'UES se refuse d'offrir, recevoir ou fournir, directement et/ou indirectement, un avantage quelconque (qu'il soit monétaire ou en nature) à un représentant de l'État ou de la part de celui-ci, à un parti politique ou de la part de celui-ci, à un employé ou agent d'un client public ou privé ou de la part de ceux-ci, à un organisme de prêt ou d'une banque ou de la part de ceux-ci, dans le seul but d'obtenir ou de maintenir une transaction commerciale ou encore de recevoir une quelconque facilité ou faveur impliquant la transgression d'une réglementation.

4.4.2 Les mesures prises en faveur de la sécurité de l'information

Depuis 2013, l'entité ITS Integra est certifiée ISO 27001 ce qui garantit la bonne gestion du système de sécurité de l'information (disponibilité, intégrité, confidentialité et traçabilité de l'information). Fort de cette reconnaissance, ITS Integra s'est également orienté vers l'hébergement spécifique des données de santé et pour ce faire est en cours de finalisation du dossier d'agrément auprès de l'ASIP Santé.

Dans la lignée de ces choix stratégiques, et pour intégrer au mieux les principes de la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, ITS Integra a nommé un CIL (Correspondant Informatique et Libertés). Celui-ci tient à jour le registre de l'entreprise identifiant et contrôlant les applications contenant de la donnée personnelle afin de maîtriser leurs usages.

A noter : l'ensemble de ces mesures ne concernent en 2015 que l'entité ITS Integra. Cependant, l'ensemble des bonnes pratiques en termes de sécurité du système d'information est déployé progressivement au niveau de l'UES, avec par exemple :

- la mise en place d'une politique de classification des informations et des règles d'accès et d'usages,
- l'application d'une Charte d'usage des moyens informatiques et de télécommunications unique, qui a été mise en jour en 2015 est en cours d'étude auprès des représentants du personnel pour une diffusion et application sur l'année 2016
- la sensibilisation régulière de l'ensemble des collaborateurs au respect des mesures de sécurité essentielles, comme par exemple via les sessions d'accueil – une campagne e-learning a été menée sur l'ensemble des collaborateurs sur les bases des connaissances sécurité essentielles, les résultats sont en cours de traitement
- des communications suivies via la newsletter et des écrans internes
- la nomination d'un RSSI niveau de l'UES en fin 2015
- des relais sécurité déployés sur chaque entité géographique pour garantir la fluidité de l'information.

4.5 Autre actions engagées en faveur des droits de l'homme

L'UES a signé le Pacte des Nations Unies en 2011 et la déclaration du Pacte Mondial des Nations Unies en Septembre 2009. L'UES a choisi de s'engager dans une démarche globale de Développement Durable.

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2015

PRESENTATION DU GROUPE**Informations juridiques au 31 décembre 2015.**

ITS GROUP est une Société Anonyme à Conseil d'administration.
Capital : 3.924.322,50 euros, divisé en 7.848.645 actions
Siège social : 42, rue de Bellevue – 92100 Boulogne-Billancourt
Immatriculation : RCS de Nanterre B 404 536 922
Code APE : 6202 A

Informations boursières.

Cotation : Eurolist - Compartiment C - Euronext Paris (Code : 7384)
Introduction en Bourse : en octobre 1999 au Marché Libre de la Bourse de Paris, et transfert en janvier 2001 au Second Marché.
Capitalisation Boursière : 47,8 M€ au 29 avril 2016

Informations financières.

Les comptes consolidés présentés dans ce document ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 29/04/2016 et sont soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 30 juin 2016.

Les données financières du présent document sont exprimées en milliers d'euro (sauf indication contraire)

Activités.

Supervision, Exploitation et Performance des Infrastructures Informatiques sont au cœur de la stratégie de ITS GROUP, société de conseil et d'intégration, qui s'est positionnée, dès sa création, en tant que spécialiste expert sur ces marchés porteurs.

ITS GROUP se différencie des SSII généralistes par un positionnement fort en « gestion des Infrastructures IT » et s'appuie sur les technologies phares des plus grands éditeurs de logiciels du marché pour un développement durable créateur de valeur autour de ses différents pôles de compétences :

- prestations réalisées sur site client (supervision et pilotage de l'ensemble des composants technologiques) ;
- prestations hors site client (hébergement à valeur ajoutée, l'infogérance et l'exploitation outsourcée de systèmes informatiques) ;
- solutions d'intégration d'infrastructures informatiques (négoce hardware et software) et prestations d'intégrations associées.

ITS GROUP intervient aussi en amont de ces activités par des prestations de conseil et d'accompagnement des projets de refonte des offres, d'évolution des systèmes d'information et de transformation des organisations.

Le groupe complète ses activités autour de la mobilité et de l'évolution applicative des Systèmes d'Information.

ETATS FINANCIERS

Etats de situation financière

ACTIF en K€	Notes	31/12/2015	31/12/2014
Ecart d'acquisition	A1	35 056	33 953
Immobilisations incorporelles	A2	1 732	1 623
Immobilisations corporelles	A2	5 546	4 090
Titres mis en équivalence	A3	53	53
Actifs financiers non courants	A4	3 736	3 557
Actifs d'impôts différés	A5	342	294
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		46 466	43 570
Stocks	A6	306	1 085
Clients	A7	58 456	58 340
Autres actifs courants	A8	10 543	12 714
		69 305	72 139
Trésorerie et équivalents	A9	7 304	10 805
TOTAL ACTIFS COURANTS		76 609	82 944
TOTAL ACTIF		123 075	126 514
PASSIF en K€	Notes	31/12/2015	31/12/2014
Capital social	B1	3 924	3 924
Primes		7 307	7 307
Réserves consolidées		31 500	27 971
Résultat net		2 434	4 277
Capitaux propres part du groupe		45 164	43 479
Intérêts minoritaires		197	198
TOTAL CAPITAUX PROPRES		45 361	43 677
Provisions	B2	1 300	1 177
Passifs financiers non courants	B2	7 974	10 602
Passifs d'impôts différés	B4	376	364
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		9 651	12 143
Provisions	B3	574	801
Passifs financiers courants	B3	8 428	5 172
Instruments dérivés Passif		6	35
Fournisseurs		26 197	31 709
Dettes fiscales et sociales	B3	25 630	24 528
Autres passifs courants	B3	7 229	8 449
TOTAL PASSIFS COURANTS		68 063	70 694
TOTAL PASSIF		123 075	126 514

Compte de résultat consolidé

en K€	Notes	31/12/2015 12 mois	31/12/2014 12 mois
Chiffre d'affaires		192 159	185 024
Achats consommés	C1	88 547	82 961
Achats et charges externes		9 288	10 173
Charges de personnel	C2	86 449	80 854
Impôts et taxes		648	546
Dotations aux amortissements et aux provisions		2 246	1 711
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		4 982	8 779
Autres produits opérationnels	C3	328	-
Autres charges opérationnelles	C4	931	1 413
RESULTAT OPERATIONNEL		4 378	7 366
Produits de trésorerie & équivalents de trésorerie		540	404
Coût de l'endettement financier		719	580
RESULTAT FINANCIER	C5	- 179	- 176
Résultat des sociétés mises en équivalence		-	-
Charge d'impôts sur le résultat	C6	1 738	2 859
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		2 461	4 331
Intérêts minoritaires		27	53
RESULTAT NET PART DU GROUPE		2 434	4 277
Résultat par action (en euros)	C7	0,31	0,54
Résultat dilué par action (en euros)	C7	0,31	0,54

Etat du résultat global consolidé

En K€	31/12/2015	31/12/2014
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	2 461	4 331
AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL		
participations en équivalence	-	-
Impôt sur le résultat des autres éléments du Résultat Global	-	-
AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL NET D'IMPOTS	-	-
RESULTAT GLOBAL TOTAL	2 461	4 331
RESULTAT GLOBAL TOTAL ATTRIBUABLE	2 461	4 331
Aux Actionnaires d'ITS GROUP	2 434	4 277
Aux intérêts minoritaires	27	53
RESULTAT GLOBAL TOTAL	2 461	4 331

Tableaux de Flux de Trésorerie Consolidés

En K€	Notes	31/12/2015	31/12/2014
Résultat net		2 461	4 331
Elimination des amortissements et provisions		2 431	2 460
Elimination des plus ou moins-values de cessions		-252	-64
Marge brute d'autofinancement après coût financier net et impôt		4 639	6 726
Elimination des impôts	C6	1 738	2 859
Elimination coût endettement financier	C5	322	426
Marge brute d'autofinancement avant coût financier net et impôt		6 700	10 011
Incidence de la variation du BFR lié à l'activité	D1	2 930	2 828
Impôts payés		-1 703	-1 234
Flux nets générés par (affectés à) l'exploitation (A)		2 066	5 949
Acquisitions d'immo. Corporelles et incorporelles nettes des cessions	A2	-3 886	-3 491
Variations nettes des immobilisations financières		-167	-1 889
Incidence des variations de périmètre : Acquisitions	D2	-1 046	0
Dettes sur immobilisations			
Flux net provenant des (affectés aux) investissements (B)		-5 098	-5 380
Dividendes versés aux actionnaires		-768	
Souscription d'emprunt	B3	6 416	1 535
Remboursements d'emprunts	B3	-5 762	-5 088
Actions propres		-50	120
Intérêts versés	C5	-322	-426
Augmentation de capital en numéraire		0	4 696
Rachat de Minoritaires		-48	0
Flux net provenant du (affecté au) financement (C)		-534	837
Incidence de la variation des taux de change (D)		65	22
Variation de trésorerie (A)+ (B) + (C)+ (D)		-3 501	1 429
Trésorerie et équivalent de trésorerie d'ouverture		10 805	9 376
Trésorerie et équivalent de trésorerie de clôture	A6	7 304	10 805
Trésorerie positive		7 304	10 805
Trésorerie négative et autres valeurs		0	0
Trésorerie clôture		7 304	10 805

Variations des Capitaux Propres Consolidés

Capitaux propres, part du groupe (en K€)	Nombre d'actions (en milliers)	Capital	Primes	Résultat net part du groupe	Réserves consolidées	Capitaux propres part du groupe
Capitaux propres publiés 01/01/2014	6 009	3 004	3 530	3 638	24 115	34 288
Résultat publié 31/12/2014				4 214		4 214
Affectation du résultat 2013				- 3 638	3 638	-
Augmentation de capital et primes (1)	1 840	920	3 776			4 696
Correction rachat des minoritaires MIB Suisse 2013 (2)					-15	-15
Variation des actions propres					120	120
Capitaux propres publiés 31/12/2014	7 849	3 924	7 307	4 214	27 859	43 304
Impact IFRIC 21 sur 2014 (3)				63	112 (*)	175
Capitaux propres modifiés 31/12/2014	7 849	3 924	7 307	4 277	27 971	43 479
Résultat 31/12/2015				2 434		2 434
Affectation du résultat 2014				- 4 277	4 277	-
Dividendes mis en distribution					- 768	- 768
Ecart de conversion effet de change					91	91
Variation des actions propres					- 50	- 50
Rachat des minoritaires IBELEM (4)					- 22	- 22
Capitaux propres modifiés 31/12/2015	7 849	3 924	7 307	2 434	31 500	45 164

(*) L'impact de 112 K€ correspond à l'impact à l'ouverture (01.01.2014). Les comptes publiés au 01/01/2014 auraient dû être impactés à hauteur de 12 K€ en résultat et de 100 K€ en réserves consolidées. Ainsi, les capitaux propres modifiés au 01/01/2014 auraient été de 34 400 K€ (dont 3 650 K€ de résultat et 24 215 K€ de réserves consolidées)

Intérêts minoritaires (en K€)	Intérêts minoritaires
Intérêts minoritaires au 01/01/2014	114
Résultat 2014	53
Correction des minoritaires MIB Suisse (2)	15
Intérêts minoritaires au 31/12/2014	198
Résultat 2015	27
Ecart de conversion effet de change	- 2
Rachat des minoritaires IBELEM (4)	- 26
Intérêts minoritaires au 31/12/2015	197

- (1) La variation du capital social au cours de l'exercice 2014 est liée aux exercices de BSAR pour un nominal de 920 K€.
- (2) La diminution de 15 K€ correspond à la correction des minoritaires MIB Suisse sur l'exercice 2013.
- (3) L'impact net sur le traitement d'IFRIC 21 dans les comptes de l'exercice 2014 est de 175 K€ sur les capitaux propres part du groupe, dont 63 K€ sur le résultat et 112 K€ sur les réserves au 1^{er} janvier 2014.
- (4) La diminution de 22 K€ correspond à l'acquisition par ITS GROUP pour un montant de 48 K€ sur le 2^e semestre 2015 de 0,85 % de minoritaires d'IBELEM ce qui porte sa participation à 96,62 % au capital de la société IBELEM.

Secteurs opérationnels

Conformément à la norme IFRS 8 – Secteurs opérationnels, l'information financière publiée correspond à l'information sur laquelle la direction s'appuie en interne, pour évaluer la performance des segments et décider de l'affectation de ressources aux segments opérationnels.

- **1^{er} SEGMENT : les métiers centrés sur deux principaux pôles de compétences.**

Gestion des infrastructures : la gestion des infrastructures représente le cœur de l'activité du groupe. Ce segment se décompose en :

- prestations réalisées sur le site client (supervision et pilotage de l'ensemble des composants technologiques) ;
- prestations hors site client (hébergement à valeur ajoutée, l'infogérance et l'exploitation outsourcée de systèmes informatiques)
- le négoce (ITS Overlap) ;
- mobilité (prestations de services et ventes de software liés au nomadisme informatique).

Conseil et AMOA : conseil et accompagnement des projets de refonte des offres, d'évolution des systèmes d'information et de transformation des organisations.

- **2ND SEGMENT : zone géographique.**

France et hors France (Belgique et Suisse).

Métiers en K€	Chiffre d'affaires 2015			
	Total	France	Suisse	Belgique
Gestion des infrastructures	184 378	170 767	8 954	4 657
dont prestations Insourcée	71 953	67 296		4 657
dont prestations d'intégrations	11 234	11 234		
dont Négoce	75 819	66 865	8 954	
dont hébergement et infogérance outsourcée	19 016	19 016		
dont mobilité	6 356	6 356		
Conseils / AMOA	7 781	7 781		
Total	192 159	178 548	8 954	4 657

Métiers en K€	Chiffre d'affaires 2014			
	Total	France	Suisse	Belgique
Gestion des infrastructures	176 690	163 268	9 248	4 174
dont prestations Insourcée	72 588	68 414		4 174
dont prestations d'intégrations	8 888	8 888		
dont Négoce	71 462	62 215	9 248	
dont hébergement et infogérance outsourcée	17 229	17 229		
dont mobilité	6 522	6 522		
Conseils / AMOA	8 334	8 334		
Total	185 024	171 602	9 248	4 174

Métiers en K€	Résultat Opérationnel courant 2015			
	Total	France	Suisse	Belgique
Gestion des infrastructures	3 651	3 297	198	156
dont prestations Insourcée	2 148	1 992		156
dont prestations d'intégrations	103	103		
dont Négoce	497	300	198	
dont hébergement et infogérance outsourcée	481	481		
dont mobilité	421	421		
Conseils / AMOA	1 331	1 331		
Total	4 982	4 628	198	156

Métiers en K€	Résultat Opérationnel courant 2014			
	Total	France	Suisse	Belgique
Gestion des infrastructures	6 816	6 144	368	305
dont prestations Insourcée	4 549	4 245		305
dont prestations d'intégrations	110	110		
dont Négoce	780	412	368	
dont hébergement et infogérance outsourcée	776	776		
dont mobilité	601	601		
Conseils / AMOA	1 962	1 962		
Total	8 779	8 106	368	305

Métiers en K€	Résultat net 2015			
	Total	France	Suisse	Belgique
Gestion des infrastructures	1 605	1 433	122	50
<i>dont prestations Insourcée</i>	1 092	1 042		50
<i>dont prestations d'intégrations</i>	- 48	- 48		
<i>dont Négoce</i>	226	104	122	
<i>dont hébergement et infogérance outsourcée</i>	78	78		
<i>dont mobilité</i>	257	257		
Conseils / AMOA	829	829		
Total	2 434	2 262	122	50

Métiers en K€	Résultat net 2014			
	Total	France	Suisse	Belgique
Gestion des infrastructures	2 587	2 187	243	157
<i>dont prestations Insourcée</i>	1 966	1 808		157
<i>dont prestations d'intégrations</i>	85	85		
<i>dont Négoce</i>	378	136	243	
<i>dont hébergement et infogérance outsourcée</i>	- 229	- 229		
<i>dont mobilité</i>	387	387		
Conseils / AMOA	1 691	1 691		
Total	4 277	3 877	243	157

Métiers	Ecart d'Acquisition			
	2015			
	Total	France	Suisse	Belgique
Gestion des infrastructures	32 996	31 194	1 059	744
<i>dont prestations insourcée</i>	25 663	24 919		744
<i>dont prestations d'intégrations</i>	254	254		
<i>dont Négoce</i>	1 313	254	1 059	
<i>dont hébergement et infogérance</i>	4 496	4 496		
<i>dont mobilité</i>	1 270	1 270		
Conseils / AMOA	2 060	2 060		
TOTAL	-	35 056	1 059	744

Métiers	Ecart d'Acquisition			
	2014			
	Total	France	Suisse	Belgique
Gestion des infrastructures	31 893	30 091	1 059	744
<i>dont prestations insourcée</i>	25 663	24 919		744
<i>dont prestations d'intégrations</i>	254	254		
<i>dont Négoce</i>	1 313	254	1 059	
<i>dont hébergement et infogérance</i>	4 496	4 496		
<i>dont mobilité</i>	167	167		
Conseils / AMOA	2 060	2 060		
TOTAL	-	33 953	1 059	744

Métiers	2015			
	Total	Passifs financiers		
		France	Suisse	Belgique
Gestion des infrastructures	15 376	14 740	300	336
<i>dont prestations insourcée</i>	4 573	4 238		336
<i>dont prestations d'intégrations</i>	-	-		
<i>dont Négoce</i>	4 215	3 915	300	
<i>dont hébergement et infogérance outsourcée</i>	4 951	4 951		
<i>dont mobilité</i>	1 637	1 637		
Conseils / AMOA	960	960		
TOTAL	16 336	15 701	300	336

Métiers	2014			
	Total	Passifs financiers		
		France	Suisse	Belgique
Gestion des infrastructures	14 188	13 324	400	464
<i>dont prestations insourcée</i>	6 205	5 741		464
<i>dont prestations d'intégrations</i>	-	-		
<i>dont Négoce</i>	3 817	3 417	400	
<i>dont hébergement et infogérance outsourcée</i>	3 612	3 612		
<i>dont mobilité</i>	554	554		
Conseils / AMOA	1 500	1 500		
TOTAL	15 688	14 825	400	464

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Faits marquants de l'exercice.

Une année de transition

L'année 2015 aura été une année de transition après le doublement de taille intervenu en 2013-2014. Elle a été marquée par une conjonction de facteurs et par d'importantes réorganisations opérationnelles terminées début 2016 qui ont impacté la productivité de la majeure partie du Groupe.

La croissance qu'a connu le groupe ces dernières années l'a conduit à être présent sur 7 sites d'exploitation en région parisienne, leur regroupement de ces équipes sur un seul et même « campus », à Boulogne Billancourt, s'est réalisé en plusieurs étapes au cours du premier trimestre 2015. Cette opération, si elle optimise désormais les synergies opérationnelles entre les métiers du groupe, a d'abord été une source de déstabilisation des équipes.

Le redressement des activités de négoce et d'intégration d'infrastructures, tangible avec un retour à la rentabilité opérationnelle courante depuis deux exercices, a nécessité une mobilisation forte du management (optimisation de l'organisation, lancement de nouvelles offres logicielles).

Les prestations de services sur site client ont souffert de cette situation, d'autant que certains contrats d'infogérance se sont arrêtés, et que la mise en production de nouveaux contrats majeurs a été décalée, pesant fortement sur le taux d'activité qui s'est établi à 86% sur l'exercice contre plus de 88% sur l'exercice précédent.

Les activités de hosting/cloud/services managés ont eu besoin de stabiliser la qualité des services après l'intégration d'Exterinfo, particulièrement délicate. Cette phase de consolidation étant aujourd'hui terminée, l'année 2016 devrait allier à la fois croissance et maîtrise des coûts pour afficher une nette amélioration de la rentabilité.

Dès le second semestre de l'exercice 2015, une amélioration des performances a été enregistrée sur l'ensemble de ces métiers, ce qui a permis, notamment, de reprendre une dynamique de croissance externe.

Acquisition de la société BlueSafe

En novembre 2015, ITS Group a, par le biais de sa filiale mobilité Ibelem, acquis 100% du capital de la société BlueSafe. Cette société dispose d'un savoir-faire reconnu d'intégrateur autour des infrastructures WI-FI, allant de leur conception, au déploiement en passant par leur maintien en condition opérationnelle et est aussi éditeur de produits innovants de gestion WI-FI.

En associant désormais la maîtrise des terminaux mobiles par Ibelem avec la maîtrise du WiFi par BlueSafe, ITS Group dispose des compétences et des technologies pour fournir une solution globale de mobilité aux entreprises avec des engagements forts, et ainsi répondre rapidement aux demandes croissantes de ses clients en la matière.

BlueSafe s'appuie sur 13 collaborateurs, a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires proche de 3 M€, en forte croissance. Au moment de l'acquisition, elle disposait en outre d'une trésorerie nette largement positive (supérieure à 500 K€). Le paiement de cette opération d'un montant ferme et définitif de 1,65 M€ a été réalisé en numéraire et refinancé intégralement par emprunt. Afin de concrétiser rapidement les synergies, les équipes de BlueSafe ont rejoint le groupe à Boulogne- Billancourt dès le début du mois de décembre 2015.

Bases de préparation des états financiers

▪ **Base de préparation de l'information financière**

Les comptes consolidés du Groupe ITS GROUP sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'union européenne.

En application des normes de présentation IFRS, ITS GROUP présente au bilan, de façon séparée, ses actifs et passifs courants et non courants en fonction que le Groupe s'attende ou non à les réaliser, consommer ou régler durant son cycle normal d'exploitation lequel s'entend au dessous de 12 mois après la clôture.

Toutes les sociétés sont consolidées sur la base des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015, ou de situations arrêtées à cette même date pour les sociétés dont la date d'arrêté comptable est différente du 31 décembre, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe.

▪ Estimation de la Direction

L'établissement des états financiers conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent, ou à la suite de nouvelles informations. Ces estimations sont évaluées de façon continue sur la base des expériences passées ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif.

Les résultats réels peuvent être différents des estimations. Les principales estimations faites par la Direction lors de l'établissement des comptes consolidés portent notamment sur les hypothèses retenues pour la valorisation des écarts d'acquisition (note A1), des actifs incorporels (note A2), des passifs non courants (note B2) et des IDR (renvoi Chapitre Méthode comptable § provisions). Ces hypothèses sont détaillées dans les méthodes comptables ci après.

1. Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015

	1 ^{ère} application	Date d'entrée en vigueur Exercices ouverts à compter du	Adoption par l'Europe ?
IFRIC 21 Droits et taxes	Rétrospective	A compter du 17 juin 2014 Application anticipée possible (*)	Oui
Améliorations annuelles Cycle 2011-2013 IAS 40 Interrelation IFRS 3-IAS 40 / IFRS 3 Regroupement d'entreprises / IFRS 13 Juste Valeur		1^{er} juillet 2014 Application anticipée possible	Oui

(*) Le Groupe applique depuis le 1^{er} janvier 2015 l'interprétation IFRIC21 Droits et Taxes, qui rend obligatoire la reconnaissance d'un passif au titre des taxes à la date de l'évènement générant l'obligation, et non pas en fonction des bases de calculs desdites taxes. Ce changement de méthode n'a cependant pas d'impact significatif sur les comptes annuels au 31 décembre 2015 et a été appliqué de manière rétroactive sur les comptes 2014.

Les autres normes, amendements ou interprétations publiées et applicables au 1er janvier 2015 sont sans incidence sur les comptes consolidés du Groupe.

2. Nouvelles normes et interprétations pouvant être anticipées pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015

	1 ^{ère} application	Date d'entrée en vigueur Exercices ouverts à compter du	Adoption par l'Europe ?
Améliorations annuelles Cycle 2010-2012 IFRS 2 – Paiements fondés sur des actions IFRS 3 – Paiements conditionnels IAS 24 – Parties liées – Principaux dirigeants IFRS 8 – Secteurs opérationnels IAS 16 et IAS 38 – Réévaluation IFRS 13 – Bases de conclusions		1^{er} février 2015 Application anticipée possible	Oui
Avantages au personnel : contributions des salariés - Amendements à IAS 19	Rétrospective	1^{er} février 2015 Application anticipée possible	Oui
IFRS 11 – Amendements Acquisition d'intérêts dans une entreprise commune (mai 2014)	Prospective	1^{er} janvier 2016 Application anticipée possible	Oui
IAS 16/IAS 41 – Amendements Agriculture : Actifs biologiques producteurs	Rétrospective	1^{er} janvier 2016 Application anticipée possible	Oui
IAS 16 / IAS 38 – Amendements Clarifications sur les modes d'amortissement acceptables	Prospective	1^{er} janvier 2016 Application anticipée possible	Oui
IAS 1 Amendements Premier volet de la « <i>disclosure initiative</i> » : matérialité, désagrégation des lignes du compte de résultat et du bilan, sous-totaux, ordre de présentation des notes annexes	Rétrospective	1^{er} janvier 2016 Application anticipée possible	Oui
Améliorations annuelles - Cycle 2012-2014 IFRS 5 Actifs non courants détenus en vue de la vente ou activités abandonnées IFRS 7 Instruments financiers : Information à fournir IAS 19 Avantages du personnel IAS 34 Etats financiers intermédiaire		1^{er} janvier 2016 Application anticipée possible	Oui

3. Nouvelles normes et interprétations ne pouvant pas être anticipées pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015

Norme	1 ^{ère} application	Exercices ouverts à compter du	Adoption par l'Europe ?
IFRS 10/ IAS 28 – Amendements Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entité associée ou une JV	Prospectif	Reportée <i>sine die</i> par l'IASB	NA
IFRS 15 Comptabilisation des produits	Rétrospectif	1er janvier 2018 Application anticipée possible	Non
IFRS 9 - Instruments Financiers (24 juillet 2014)		1^{er} janvier 2018 Application anticipée possible	Non
IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 – Amendements Exemption d'établissement de comptes consolidés pour les sociétés d'investissements mises en juste valeur dans un ensemble plus grand ; précisions sur la notion de filiales dont l'activité est de fournir des services en lien avec l'activité d'investissement ; mise en équivalence par les groupes qui ne sont pas des sociétés d'investissements des entreprises associées et des <i>joint-ventures</i> qui sont des sociétés d'investissements qui ont opté pour la mise en juste valeur de leurs participations	Rétrospectif	1^{er} janvier 2016 Application anticipée possible	Non

Ces normes, amendements et interprétations n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes du Groupe établis au 31 décembre 2015.

Le Groupe n'a pas appliqué de façon anticipée les dernières normes, amendements ou interprétations déjà publiés par l'IASB mais non encore adoptés par l'Union Européenne ou adoptés au niveau européen mais d'application non obligatoire au 1er janvier 2015.

Principes et Méthodes Comptables

▪ **Écarts d'acquisition**

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition et la juste valeur à la date d'acquisition des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels. Ils sont testés au niveau de l'unité génératrice de trésorerie. Le Groupe dispose d'un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser la valorisation de ces actifs et passifs. Au-delà de ce délai, les effets sont constatés en résultat.

Conformément à IFRS 3 révisée :

- Tout ajustement du prix d'acquisition est comptabilisé à la juste valeur dès la date d'acquisition ;
- Les coûts directs liés à l'acquisition sont constatés en charge sur la période.

▪ **Dépréciation des écarts d'acquisition.**

La méthode de suivi mise en place pour l'évaluation des écarts d'acquisition est la méthode des DCF (Flux de Trésorerie Actualisés).

Pour effectuer ces tests, les écarts d'acquisition sont ventilés en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables. Le découpage en UGT est réalisé au niveau des entités juridiques : chaque société correspond à une UGT.

La valeur comptable de l'actif est comparée à sa valeur recouvrable, et correspond au maximum de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité, déterminée par la méthode des flux futurs de trésorerie actualisés. Cette méthode utilise les projections de flux de trésorerie établies à partir d'estimations et plan à moyen terme (au maximum sur 5 ans). Les prévisions sont fondées sur des plans d'actions par entités. Au-delà, les flux de trésorerie sont extrapolés à partir d'un taux de croissance à l'infini.

En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite sur la ligne « Dépréciation d'actifs » en résultat opérationnel. Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition ne sont pas réversibles même si la valeur d'utilité de l'actif se rétablit dans les années futures.

Les hypothèses financières utilisées dans les calculs des valeurs d'utilité des UGT sont les suivantes :

Éléments constitutifs du coût moyen pondéré du capital (WACC) :

- Coût moyen pondéré du capital (WACC) : 10,1 % pour 2015 et 10,5 % pour 2014
- Taux de croissance à l'infini : 2 % pour 2015 et 2014

Ces hypothèses ont été retenues par la direction générale en fonction de l'appréciation des résultats passés et de la situation financière actuelle du groupe. La tendance relative aux hypothèses d'activité demeure proche des réalisations enregistrées sur les exercices précédents. Les taux de marge opérationnels pris en compte sont cohérents avec les taux de marge historiquement constatés. Une analyse de sensibilité est effectuée sur le taux d'actualisation (WACC) et sur le taux de croissance.

▪ Immobilisations incorporelles

En application de la norme IAS 38, les fonds de commerce ne remplissant pas les critères de reconnaissance d'un actif identifiable sont en conséquence reclassés en écarts d'acquisition et font l'objet de tests de perte de valeur au moins une fois par an.

En revanche, lorsqu'une marque remplit ces critères et lorsqu'elle peut être évaluée de façon fiable, elle est reconnue en immobilisation incorporelle séparément du goodwill. Le groupe a choisi de valoriser celles-ci selon la méthode dite des « différentiels de marges ». Les marques non amortissables font l'objet d'un test de valeur annuel au même titre que les écarts d'acquisition.

Le groupe est amené à réaliser des développements logiciels ayant vocation à être commercialisés. Les coûts sont constitués par la masse salariale chargée affectée à ces développements et sont comptabilisés en « Immobilisations en cours » pendant la phase de conception de ces logiciels, puis transférés au poste « Immobilisations incorporelles » dès lors qu'ils sont prêts à être commercialisés.

Ils sont amortis sur une durée de 1 à 3 ans en mode linéaire.

Les autres immobilisations incorporelles, notamment les logiciels à usage interne, sont amortis sur leur durée de vie probable par application de taux d'amortissement linéaire sur 3 à 5 ans.

▪ Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Le groupe n'a pas opté pour la méthode de réévaluation de ses actifs.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable par application des taux suivants :

- Installation et agencement : linéaire sur 5 à 10 ans
- Matériel informatique et matériel de bureau : linéaire sur 3 à 5 ans
- Mobilier : linéaire sur 5 à 10 ans

Ces durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes.

Location-financement

Les contrats de location d'immobilisations pour lesquels le groupe supporte substantiellement la quasi-totalité des avantages et risques inhérents à la propriété des biens sont considérés comme des contrats de location financement et font à ce titre l'objet d'un retraitement.

Les actifs en location financement sont comptabilisés au bilan en immobilisations corporelles diminuées des amortissements cumulés. Ils sont amortis sur leur durée prévue d'utilisation ; au passif la contrepartie des contrats retraités figurent en dettes financières.

Les contrats de locations simples sont présentés dans les engagements hors bilan.

- **Actifs financiers non courants**

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les actifs non courants dès lors que leur échéance est supérieure à douze mois après la date de clôture. Ils font l'objet d'une actualisation si l'effet est considéré comme significatif.

Actifs détenus jusqu'à l'échéance

Les actifs détenus jusqu'à l'échéance comprennent principalement les dépôts et cautionnements. Ils sont classés en actifs financiers non courants.

Il s'agit des sommes versées aux bailleurs en garantie des loyers. La valeur de ces actifs est réajustée régulièrement lors de la révision des loyers. Ils font l'objet d'une actualisation si l'effet est considéré comme significatif.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente correspondent à des titres de participation de sociétés non consolidées. Ils sont inclus dans les actifs non courants, sauf si le groupe compte les vendre dans les douze mois suivant la date de clôture. Ils sont maintenus au bilan à leur coût d'acquisition que le groupe estime représenter leur juste valeur, en l'absence d'un marché actif. En cas de baisse durable de leur valeur d'utilité, une perte de valeur est constatée. La valeur d'utilité est déterminée en fonction de critères financiers tels que quote-part de capitaux propres et perspective de rentabilité.

- **Impôts différés**

Conformément à la norme IAS 12 « impôts sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable.

Les impôts différés sont évalués au taux d'impôt dont l'application est connue à la date d'arrêté des comptes. L'imposition a été ajustée afin de tenir compte de l'incidence des changements de législation fiscale et des nouveaux taux d'imposition. A ce titre, le taux d'impôt différé retenu s'élève à 33,33 %, tout comme l'année précédente. Conformément à la norme IAS 12, les actifs et les passifs d'impôts ne sont pas actualisés.

- **CVAE**

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E), assise sur la valeur ajoutée produite par les entreprises et présentant certaines caractéristiques la rapprochant d'un impôt sur le résultat au regard d'IAS 12.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015, le montant de la CVAE s'élève à 1 482 K€ et représente un impact positif sur le résultat opérationnel courant de 0,8 %.

- **Stocks**

Le stock est évalué au coût d'achat, et est déprécié, le cas échéant, afin de le ramener à la valeur nette probable de réalisation. En général les dépréciations sont progressives en fonction de l'ancienneté du matériel.

- **Créances clients**

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont appréciées individuellement, et le cas échéant font l'objet d'une provision pour dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

- **Autres actifs courants**

Ils sont évalués à leur valeur nominale, sous déduction des éventuelles dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement.

- **Trésorerie et équivalents**

La ligne Trésorerie et équivalents comprend les dépôts à vue et SICAV qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du groupe.

Les placements à court terme sont évalués à leur valeur liquidative à la date de clôture. Les écarts de valorisation sont comptabilisés en résultat financier de la période.

- **Auto contrôle**

Les actions de la société ITS GROUP détenues par ITS GROUP sont inscrites en diminution des capitaux propres consolidés pour leur valeur d'acquisition.

Le résultat des acquisitions/cessions éventuelles des actions auto-détenues est directement imputé dans les capitaux propres consolidés et n'affecte pas le résultat de l'exercice.

- **Provisions**

Conformément à la norme IAS 37, des provisions sont comptabilisées lorsque, à la date de clôture de l'exercice, il existe une obligation du groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques. L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doit supporter pour éteindre son obligation.

Les provisions sont actualisées conformément à la norme IAS 32 lorsque l'effet de l'actualisation est significatif.

Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel :

- les provisions destinées à couvrir les litiges dont le dénouement est supérieur à un an,
- les engagements de retraite sont provisionnés conformément à la norme IAS 19, dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite et assimilés sont évalués par un logiciel acquis auprès d'une société d'actuariat spécialisée en retraite et prévoyance. D'après cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée et enregistrée dans les comptes sociaux en provision pour charges.

Les éléments de calcul retenus sont les suivants :

☞ Méthode de calcul utilisée :	unité de crédit projeté
☞ Personnel concerné :	Ensemble des salariés,
☞ Mode de départ :	départs à la retraite,
☞ Taux de Turn over :	en 2015 et 2014 : 25 % pour les moins de 39 ans (démission 20,5 %, licenciement 4,5 %) Dégressif jusqu'à 3,90% pour les plus de 60 ans
☞ Taux d'actualisation :	2 % en 2015 et 1,64 % en 2014
☞ Age de départ à la retraite :	67 ans,
☞ Taux de progression des salaires :	dégressif selon l'âge et la catégorie (cadres / non cadres),
☞ Table de mortalité :	Tables prospectives par génération.

Une partie de l'engagement de retraite est couvert par des fonds externalisés (249 K€ au 31 décembre 2015) auprès d'établissements financiers spécialisés, CARDIF, filiale de BNP PARIBAS et SOGECAP filiale de la SOCIETE GENERALE.

Les provisions courantes incluent pour l'essentiel :

- les provisions destinées à couvrir les litiges dont le dénouement est inférieur à un an.

▪ Passifs financiers

Les passifs financiers définis par la norme IAS 39 comprennent les emprunts et les contrats de location financement. La ventilation des passifs financiers entre courant et non courant est déterminée par leur échéance à la date d'arrêté suivant qu'elle soit inférieure ou supérieure à un an.

Tous les coûts relatifs aux emprunts et aux contrats de location financement sont comptabilisés en résultat en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

▪ Instruments dérivés passif

ITS GROUP utilise des instruments dérivés pour la couverture de ses dettes à taux variable contre le risque de taux (couverture de flux de trésorerie futurs). Compte tenu des caractéristiques de son endettement, le Groupe ne qualifie pas sa comptabilité de couverture au sens de la norme IAS 39. Les instruments dérivés sont donc comptabilisés à leur juste valeur et les variations sont inscrites au compte de résultat.

Les instruments financiers dérivés sont enregistrés au bilan à la juste valeur. La juste valeur est déterminée à partir de techniques de valorisation faisant appel à des méthodes de calcul mathématiques fondées sur des théories financières. Cette valorisation est communiquée par la banque.

▪ Dettes fournisseurs et autres dettes

Les dettes fournisseurs et autres dettes sont comptabilisées au coût historique, considéré comme la meilleure approximation de leur juste valeur.

▪ Produits des activités ordinaires

Le chiffre d'affaires issu des activités de ITS GROUP est reconnu et présenté de la manière suivante en application des principes établis par IAS 18 « Produits des activités ordinaires » :

- Prestations de services : Les revenus du Groupe sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle les services sont rendus et sont constitués de la facturation (émise ou à établir) de prestations :

- en régie : le revenu est égal au temps passé multiplié par un taux horaire, journalier ou mensuel ;
- au forfait : le revenu est reconnu selon la méthode de l'avancement, proportionnellement aux dépenses engagées. Le pourcentage d'avancement est déterminé par le rapport entre le coût des services exécutés à la date de clôture et le total prévisionnel des coûts d'exécution du contrat.
- Ventes de marchandises : la vente est comptabilisée en chiffre d'affaires lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur. Cette activité de négoce concerne non seulement l'achat et revente de matériels et de logiciels informatique mais également de maintenance constructeur ou éditeur. Contrairement à la maintenance réalisée au sein du Groupe et qui relève de l'assistance technique, la maintenance éditeur ou constructeur achetée et revendue en l'état au client final et est comptabilisée en tant que marchandise.

Les frais facturés aux clients sont comptabilisés au crédit du compte de charges correspondant.

- Commissions : lorsque le groupe agit en qualité d'agent dans une transaction, le revenu comptabilisé correspond au montant net de la marge perçue, de façon équivalente aux commissions d'apporteurs d'affaires. Les principaux critères considérés pour déterminer si le groupe agit en tant qu'agent sont la valeur ajoutée apportée et le mode de fixation des tarifs.
- Paiement en actions et assimilés

L'application de la norme IFRS 2 « Paiements en actions et assimilés » a pour conséquence la comptabilisation d'une charge au titre des plans d'options ou de souscription d'actions ou d'attribution gratuite d'actions accordés par le groupe à ses salariés à compter du 7 novembre 2002.

L'attribution d'options est en effet assimilée à un complément de rémunération qui doit être évalué à la juste valeur, laquelle doit être constatée en compte de résultat linéairement sur la période d'acquisition des droits à exercice pour les salariés.

La détermination de la juste valeur de ces options à la date d'attribution, confiée à un établissement spécialisé, a été effectuée en appliquant le modèle Black & Scholes.

▪ **Coût d'emprunt**

Les coûts d'emprunts sont comptabilisés en charge dans la période au cours de laquelle ils sont encourus.

▪ **Autres produits et charges opérationnels**

Les opérations non courantes de montant significatif et pouvant nuire à la lisibilité de la performance opérationnelle courante sont classées en « autres produits opérationnels et autres charges opérationnelles », conformément à la recommandation du CNC adoptée le 2 juillet 2009. Elles comprennent notamment :

- les plus ou moins values de cessions ou dépréciations importantes et inhabituelles d'actifs, corporels ou incorporels, et de goodwill,
- les coûts de restructuration résultant de plans dont le caractère inhabituel et l'importance perturbent la lisibilité du résultat opérationnel courant,
- les provisions de matérialité très significative,
- les coûts sur opérations de croissance externe,
- les opérations à caractère non récurrents.

▪ **Résultat financier**

Le résultat financier se compose du coût de l'endettement financier net et des autres produits et charges financiers ;

Le coût de l'endettement financier net comprend :

- les produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (produits d'intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie, résultat de cession d'équivalents de trésorerie) ;
- le coût de l'endettement financier brut (charges d'intérêts sur opérations de financement).

Les autres composants à caractères financiers comprennent des produits et charges de nature financière qui ne sont pas de nature opérationnelle et ne font pas partie du coût de l'endettement financier net :

- le résultat de change (différence positive et négative de change).
- les produits financiers (produits d'intérêts et produits de cession des autres actifs financiers (hors trésorerie et équivalents de trésorerie), produits financiers d'actualisation).
- les charges financières (dépréciation et pertes sur cession des autres actifs financiers (hors trésorerie et équivalents de trésorerie), charges financières d'actualisation, autres charges financières).

▪ **Résultat par action**

Le résultat net par action est déterminé en divisant le résultat net (part du groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action est déterminé en divisant le résultat net (part du groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

▪ **Tableau des flux de trésorerie**

Le tableau des flux de trésorerie consolidé présente pour l'exercice et le précédent les flux d'exploitation, d'investissement et de financement. Il est présenté selon la méthode directe à partir du résultat avant impôt des sociétés intégrées.

▪ **Factor**

Cession de créances clients

Pour son activité de Négoce, le groupe a contracté et signé en février 2014, un contrat d'affacturage avec BNP Paribas Factor. Le Groupe procède donc à des cessions de créances commerciales dans le cadre de ce contrat d'affacturage.

Ces cessions sont examinées selon les critères d'IAS 39 et sont ou non dé-comptabilisées selon que l'analyse conclut ou non à un transfert de la quasi-totalité des risques et avantages.

Le contrat d'affacturage concerne les créances commerciales d'ITS OVERLAP. Ce contrat se traduit par une cession sans recours pour la très grande majorité des créances cédées. L'analyse effectuée a permis de confirmer que le contrat permet de transférer substantiellement tous les risques et avantages liés aux factures cédées bénéficiant de la garantie sans recours.

Au 31.12.2015, la valeur comptable des actifs cédés est de 3 718 K€ et celle des passifs associés est du même montant.

1. Indicateurs financiers

Le Groupe utilise comme principaux indicateurs financiers :

- le Chiffre d'Affaires,
- la Marge Brute, c'est-à-dire la différence entre le chiffre d'affaires et les coûts directs de production, analysée à partir des principales composantes que sont le taux d'activité, les tarifs de ventes et les salaires des productifs,
- le Résultat Opérationnel Courant, c'est à dire le résultat opérationnel, avant prise en compte des résultats de cession d'actifs, dépréciation de goodwill, et autres éléments exceptionnels non récurrents et non directement liés à l'activité,
- la Marge Opérationnelle Courante qui est le rapport entre le Résultat Opérationnel Courant et le chiffre d'affaires, mesure la performance opérationnelle d'activité, hors éléments non récurrents et non directement liés à l'activité,
- les dettes financières nettes, soit la différence entre la trésorerie disponible et les dettes financières
- le ratio d'endettement financier (dettes nettes/capitaux propres).

2. Périimètre de Consolidation

▪ Critères retenus

Les filiales sont toutes les entités pour lesquelles le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les filiales dans lesquelles le groupe ITS GROUP exerce directement ou indirectement une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle, sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Le groupe ne détient pas d'entité ad hoc.

▪ Identification des entreprises consolidées

	Siège social	31/12/2015			31/12/2014		
		% contrôle	% intérêt	Méthode	% contrôle	% intérêt	Méthode
ITS GROUP	42,rue de Bellevue - 92100 Boulogne Billancourt	100%	100%	IG	100%	100%	IG
ITS INTEGRA	42,rue de Bellevue - 92100 Boulogne Billancourt	100%	100%	IG	100%	100%	IG
IBELEM	42,rue de Bellevue - 92100 Boulogne Billancourt	100%	97%	IG	100%	96%	IG
ARIANN Software	42,rue de Bellevue - 92100 Boulogne Billancourt	100%	97%	IG	100%	97%	IG
ITS BENELUX	Avenue de la Toison d'Or 55 Gulden Vlies Laan B-1060 BRUXELLES	100%	100%	IG	100%	100%	IG
THEMIS Conseil	42,rue de Bellevue - 92100 Boulogne Billancourt	100%	100%	IG	100%	100%	IG
ITS OVERLAP	42,rue de Bellevue - 92100 Boulogne Billancourt	100%	100%	IG	100%	100%	IG
MIB SUISSE	rte des jeunes 59-case postale 1423 CH1211 GENEVE -26	100%	87%	IG	100%	87%	IG
BLUESAFE	42,rue de Bellevue - 92100 Boulogne Billancourt	100%	97%	IG			
TECHNE CITE	23, rue Delizy 93600 Pantin	33%	33%	MEE	33%	33%	MEE

ITS Group, par le biais de sa filiale Ibelem, a acquis 100% du capital de la société BlueSafe en novembre 2015.

▪ Exclusion de périmètre

Seule la société luxembourgeoise Eucléide, en sommeil, détenue à 100 % par ITS GROUP n'est pas consolidée.

Détail des Postes

Notes A. Bilan - Actif

Note A1. Ecarts d'acquisition

En K€	01.01.14	Augm.	Variations de périmètre	Dimin.	31.12.14
Valeurs brutes	34 139	-	-		34 139
Dépréciations	185		-		185
Valeurs nettes	33 953	-	-	-	33 953

En K€	01.01.15	Augm.	Variations de périmètre (1)	Dimin.	31.12.15
Valeurs brutes	34 139		1 103	-	35 241
Dépréciations	185				185
Valeurs nettes	33 953	-	1 103	-	35 056

(1) L'augmentation de l'écart d'acquisition sur l'exercice 2015 s'analyse comme suit :

Prix d'acquisition BLUESAFE	1 650 K€
Situation nette au 31/10/2015	- <u>547 K€</u>
Total de	<u>1 103 K€</u>

La valeur recouvrable des actifs à tester, notamment des écarts d'acquisition (présentés par UGT dans la partie « Segments opérationnels »), estimée selon la méthode des DCF ressort supérieure à leur valeur nette au 31 décembre 2015.

Néanmoins, en ce qui concerne la valorisation de l'UGT « Gestion d'infrastructures / prestations insourcées » en France, les résultats obtenus ne présentent qu'une faible marge de manœuvre et la dégradation des hypothèses pour les années à venir, ou des variations dans la table de sensibilité pourraient remettre en cause partiellement la valorisation de ces actifs et conduire à constater une dépréciation.

A titre d'illustration, une hausse de 0,5 point du taux d'actualisation ou une baisse du taux de croissance à l'infini de 0,5 point génèrerait une dépréciation de l'écart d'acquisition d'environ 1,5 M€.

Note A2. Immobilisations incorporelles et corporelles.

VALEURS BRUTES En K€	01.01.14	Augm.	Dimin.	31.12.14	Augm. (1)	Variation		31.12.15
						de Périmètre (3)	Dimin. (2)	
Immobilisations incorporelles								
Logiciels	1 274	360		1 633	897	1	243	2 288
Marque (4)	730			730	-	-	-	730
Immobilisation en cours	199	415	214	400	353	-	615	138
TOTAL	2 202	774	214	2 763	1 250	1	858	3 157
Immobilisations corporelles								
Inst. Techn. & matériels	4 318	3 209	1 765	5 762	3 262	81	1 847	7 258
Mat. informatique financé en CB	1 680	430	414	1 696	1 988			3 684
Avances et acomptes sur Immob.	197	238	197	238	59		238	59
TOTAL	6 194	3 877	2 375	7 696	5 309	81	2 085	11 001
AMORTISSEMENTS								
En K€	01.01.14	Augm.	Dimin.	31.12.14	Augm. (1)	Variation		31.12.15
						de Périmètre (3)	Dimin. (2)	
Immobilisations incorporelles								
Logiciels	903	237		1 140	381	1	98	1 424
TOTAL	903	237	-	1 140	381	1	98	1 424
Immobilisations corporelles								
Inst. Techn. & matériels	2 509	1 463	1 116	2 857	1 450	70	416	3 961
Mat. Informatique financé en CB	623	541	414	749	745			1 494
TOTAL	3 132	2 004	1 529	3 606	2 195	70	416	5 455
VALEURS NETTES								
En K€	01.01.14	Augm.	Dimin.	31.12.14	Augm. (1)	Variation		31.12.15
						de Périmètre (3)	Dimin. (2)	
Immobilisations incorporelles								
Logiciels	370	123		493	516	-	145	864
Marque (4)	730			730				730
Immobilisation en cours	199	415	214	400	353	-	615	138
TOTAL	1 299	537	214	1 623	869	-	760	1 732
Immobilisations corporelles								
Inst. Techn. & matériels	1 809	1 745	649	2 905	1 813	11	1 431	3 297
Mat. Informatique financé en CB	1 057	-	110	947	1 243	-	-	2 189
Avances et acomptes sur Immob.	197	238	197	238	59	-	238	59
TOTAL	3 062	1 873	846	4 090	3 114	11	1 669	5 546

- (1) L'augmentation du poste « Immobilisations incorporelles » correspond pour l'essentiel à des produits ou en cours de production par la société IBELEM pour 520 K€, et à des immobilisations incorporelles ou en en cours pour 448 K€ de la société INTEGRA, et à 268 K€ de logiciels et licences acquis par la société INTEGRA dont 227 K€ cédés et refinancés en crédit-bail.

L'augmentation des « Installations techniques et matériels » concerne pour l'essentiel l'achat de matériels informatique de la filiale INTEGRA pour un montant de 1 853 K€, dont 1 774 K€ cédés et refinancés en crédit-bail, et aux travaux d'aménagements des locaux de Boulogne de la société ITS Group pour 1 270 K€.

- (2) La diminution des immobilisations incorporelles et corporelles correspond pour l'essentiel aux cessions de matériels et licences pour 2 001 K€ et financés en crédit-bail
- (3) La variation de périmètre correspond aux immobilisations de la société Bluesafe.
- (4) Il s'agit de la marque THEMIS CONSEIL, valorisée à l'acquisition de cette société selon la méthode des différentiels de marge.

Note A3. Titres mis en équivalence

VALEURS BRUTES En K€	01.01.14	Augm.	Dimin.	31.12.14	Augm.	Dimin.	31.12.15
Titres TECHNE CITE (1)	53	-	-	53	-	-	53
TOTAL	53	-	-	53	-	-	53

(1) valorisation sur la base de la dernière situation connue

Note A4. Actifs financiers non courants

VALEURS BRUTES En K€	01.01.14	Augm.	Dimin.	31.12.14	Augm. (1)	Variations de périmètre (2)	Dimin. (3)	31.12.15
Titres de participation non consolidés	25	-	-	25	-	-	-	25
Créances rattachées	11	13	-	24	-	-	-	24
Dépôts de garanties et autres	1 669	1 919	45	3 543	327	12	160	3 722
TOTAL	1 705	1 932	45	3 592	327	12	160	3 771

DEPRECIATIONS En K€	01.01.14	Augm.	Dimin.	31.12.14	Augm.	Variations de périmètre	Dimin.	31.12.15
Titres de participation non consolidés	25	-	-	25	-	-	-	25
Créances rattachées	11	-	-	11	-	-	-	11
TOTAL	36	-	-	36	-	0	-	36

VALEURS NETTES En K€	01.01.14	Augm.	Dimin.	31.12.14	Augm. (1)	Variations de périmètre	Dimin.	31.12.15
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	13	-	13	-	-	-	13
Dépôts de garanties et autres	1 669	1 919	45	3 543	327	12	160	3 722
TOTAL	1 669	1 932	45	3 556	327	12	160	3 736

(1) La hausse du poste « Dépôts de garantie et autres » pour 327 K€, correspond pour l'essentiel, aux prêts à l'effort construction (223 K€), le solde correspond aux divers dépôts de garanties versés.

(2) La variation de périmètre de 12 K€ correspond aux dépôts de garanties de la société Bluesafe.

(3) La diminution est pour l'essentiel (93 K€) le remboursement du dépôt de garantie du compte BNP Factor en USD clôturé sur l'exercice 2015.

Note A5. Actifs d'impôts différés

En K€	31.12.15	31.12.14
Reports déficitaires	-	-
Participation	-	94
Indemnités fin de carrière	267	226
Autres décalages temporaires	14	- 88
IDA / Actualisation des prêts	60	50
IDA / Instruments dérivés Passif	2	12
TOTAL	342	294

Note A6. Stocks

Stocks En K€	31.12.15	31.12.14
Valeur brute	365	1 174
Dépréciations	- 59	- 89
TOTAL	306	1 085

Note A7. Créances clients

VALEURS BRUTES En K€	31.12.15	31.12.14
Clients et comptes rattachés	58 508	58 486
TOTAL	58 508	58 486
DEPRECIATIONS En K€	31.12.15	31.12.14
Clients et comptes rattachés	52	146
TOTAL	52	146
VALEURS NETTES En K€	31.12.15	31.12.14
Clients et comptes rattachés	58 456	58 340
TOTAL	58 456	58 340

▪ **Balance âgée des créances échues**

VALEURS en K€	Total	Age des créances en fin de période		
		< 3 mois	3 mois à 1 an	> 1 an
Créances clients TTC échues au 31/12/2015	10 089	8 134	1 455	500
Provisions HT	52	28	9	16
Créances clients TTC échues au 31/12/2014	10 688	8 191	2 233	264
Provisions HT	69		9	60

Sur la base de son expérience et compte tenu de sa politique de recouvrement des créances commerciales, le Groupe estime que le niveau de dépréciation est en adéquation avec les risques encourus.

Note A8. Autres actifs courants

VALEURS NETTES En K€	31.12.15	31.12.14
TVA	2 085	2 872
CCA (1)	1 659	2 736
Etat, IS	4 308	2 072
Fournisseurs avoirs à recevoir	1 878	1 615
Autres créances	613	3 419
TOTAL	10 543	12 714

(1) Les charges constatées d'avance sont pour l'essentiel divers contrats de location, de maintenance et d'abonnements.

Note A9. Trésorerie et équivalents

VALEURS NETTES En K€	31.12.15	31.12.14
Disponibilités	7 004	10 805
SICAV	300	-
TOTAL	7 304	10 805

Notes B. Bilan - Passif**Note B1. Capitaux Propres**▪ **Composition du capital**

Le capital au 31 décembre 2015 s'élève à 3.924.322,50 euros divisé en actions d'une valeur nominale de 0,50 euro chacune. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Conformément à l'article 17 des statuts, les actions inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

Note B2. Passifs non courants▪ **Provisions**

En K€	01.01.14	Augm.	Diminution	31.12.14	Augm.	Diminution	31.12.15
Litiges commerciaux (1)	500	-	-	500	-	-	500
Indemnités de fin de carrière	971	-	294	677	123	-	800
TOTAL	1 471	-	294	1 177	123	-	1 300

(1) Un litige oppose ITS Group au vendeur d'une société acquise en 2000 par Seevia Consulting. Ce litige a donné lieu à trois actions judiciaires.

La première, de nature pénale, s'est conclue par un arrêt de la Cour d'Appel de Paris le 7 mars 2013 déclarant le vendeur coupable d'abus de confiance.

La deuxième, concerne le volet social qui a été plaidée devant la Cour d'Appel de Versailles le 8 avril 2016 après avoir connu une issue favorable à ITS Group devant le Conseil des Prud'hommes en décembre 2013 ; le délibéré est attendu pour le 9 juin 2016. Il s'agit de statuer sur le versement de rémunérations complémentaires. La provision inscrite dans les comptes de ITS Group est relative à cette action, et l'audience devant la Cour d'Appel ne donne à ce jour aucune information complémentaire permettant de revoir celle-ci.

La troisième action judiciaire, en cours devant les juridictions commerciales, porte sur un complément de prix de vente de la société. En première instance, la société a été condamné à hauteur de 1,1 M€ (dont intérêts) ; néanmoins, estimant être en possession de tous les éléments lui permettant d'obtenir gain de cause en Appel, aucune provision n'a été constitué en ce sens.

L'ensemble des demandes du vendeur au titre de ces actions s'élève, intérêts compris, à 3,6 M€.

ITS Group mène avec détermination les actions judiciaires de défense de ses intérêts et se réserve la possibilité de les défendre également tant à l'encontre du vendeur qu'à l'égard de tout autre protagoniste en relation avec cette affaire.

▪ Passifs financiers non courants

En K€	01.01.14	Augm.	Diminution	31.12.14	Augm.	Diminution (*)	31.12.15
Emprunts à plus d'un an (1)	14 002	853	4 845	10 010	3 532	6 967	6 574
Loc. financement à plus d'un an (2)	532	415	355	592	1 400	592	1 400
TOTAL	14 534	1 268	5 200	10 602	4 932	7 559	7 974

(1) Au cours de l'exercice 2015, le groupe a contracté les emprunts suivants :

- a. Réhabilitation et équipement des locaux de Boulogne (3 emprunts) : 1 298 K€, dont 822 K€ à plus d'un an ;
- b. Prêt Croissance auprès de BPI : 1400 K€ ;
- c. Acquisition de Bluesafe : 1650 K€.

Voir § 4 « Facteurs de risques financiers ».

(2) Des opérations de refinancement en « crédit bail » concernant des matériels acquis sur l'exercice 2014 et 2015 ont été effectuées à hauteur de 1 988 K€, dont 1 272 K€ à plus d'un an.

(*) Le ratio 2 des engagements concernant la dette n'étant pas respecté à la clôture de l'exercice 2015, l'intégralité de la dette y afférent a été présentée en passif courant, soit un reclassement de 1,6 M€.

Note B3. Passifs courants

▪ Provisions

En K€	01.01.14	Augm.	Reprises : provisions utilisées	Reprises : provisions non utilisées	31.12.14	Augm.	Reprises : provisions utilisées	Variation de Périmètre	31.12.15
Litiges prud'homaux (1)	185	107	23	12	257	234	165		326
Litiges commerciaux (2)	-	182			182	-	-	-	182
Inoccupation locaux de Nanterre (3)	-	328			328		328		-
Provision pour prime d'Intéressement	-				-			40	40
Provision pour risque de change	30	34	30		34	26	34		26
TOTAL	215	651	53	12	801	260	527	40	574

(1) L'augmentation de ce poste correspond à 8 litiges prud'homaux

(2) Un litige commercial entre ITS INTEGRA et un fournisseur.

(3) Une provision avait été constituée pour les loyers restants à courir pour les locaux des différents sites de Nanterre.

▪ Passifs financiers courants

En K€	01.01.14	Augm.	Dimin.	31.12.14	Augm. (*)	Variation		31.12.15	
						de	Dimin.		
						Périmètre			
Concours bancaires courants	49	86	49	86	41		86	41	
C/C d'Associés						5		5	
Emprunts bancaires (1)	4 185	4 764	4 217	4 731	7 878		5 027	7 582	
Location financement (2)	526	370	541	355	1 179		734	800	
TOTAL	4 759	5 219	4 807	5 172	9 098	5	5 847	8 428	

(1) Durant le 1^{ER} semestre 2015, le groupe a contracté trois emprunts, afin de réhabiliter et équiper les locaux de Boulogne. Ces emprunts sont de 1 298 K€, dont 265 K€ à moins de 1 an. Sur le 2^{ème} semestre deux emprunts ont été souscrit : 1 400 K€ de Prêt Croissance auprès de BPI et 1 650 K€ pour l'acquisition de Bluesafe.

Voir § 4 « Facteurs de risques financiers ».

(2) Des opérations de refinancement « crédit bail » concernant des matériels acquis sur l'exercice 2014 et 2015 ont été effectuées à hauteur de 1 988 K€, dont 488 K€ à moins de 1 an..

(*) Le ratio 2 des engagements concernant la dette n'étant pas respecté à la clôture de l'exercice 2015, l'intégralité de la dette y afférent a été présentée en passif courant, soit un reclassement de 1,6 M€.

▪ Dettes fiscales et sociales

En K€	31.12.15	31.12.14
Dettes sociales	5 947	5 538
Organismes sociaux	9 378	9 028
TVA	9 901	9 624
Etat, IS	77	126
Etat, autres dettes	327	211
TOTAL	25 630	24 528

▪ Autres passifs courants

En K€	31.12.15	31.12.14
Produits constatés d'avance	3 728	4 365
Avoirs à établir (1)	1 274	2 052
Avances et acomptes reçues sur commandes en cours (2)	2 063	1 894
Autres	164	137
TOTAL	7 229	8 449

(1) Les avoirs à établir correspondent à des RFA (remises de fin d'année) de l'exercice 2014 et 2015.

(2) Acomptes reçus sur commandes clients ITS OVERLAP.

Note B4. Passifs d'impôts différés

En K€	31.12.15	31.12.14
IDP sur Marque THEMIS	243	243
IDP sur Amortissements dérogatoires	133	121
TOTAL	376	364

Notes C. Compte de Résultat**Note C1. Achats Consommés**

En K€	31.12.15	31.12.14
Achats de marchandises	68 035	67 721
Variations des stocks	806	(698)
Marges arrières	(2 096)	(2 228)
S/Total coût d'achat des Marchandises	66 745	64 794
Achat d'études et de prestations de service	21 802	18 167
Total	88 547	82 961

Note C2. Charges de personnel et effectif

En K€	2015	2014
Salaires	58 896	55 672
Crédit d'impôt recherche	(991)	(723)
Crédit impôt compétitivité emploi (CICE)	(1 309)	(1 314)
Charges sociales	29 729	27 514
Dotations ou reprise à la provision pour retraite	123	(294)
Participation	0	(2)
Total	86 449	80 854

- **Effectif moyen**

En unité	2015	2014
Cadres	1 017	958
ETAM	270	247
Total	1 287	1 206

Note C3. Autres produits opérationnels

En K€	2015	2014
Reprise de Provision inoccupation locaux de Nanterre (1)	328	0
Total	328	0

(1) cf note C4

Note C4. Autres charges opérationnelles

En K€	2015	2014
Condammations et honoraires liés	40	132
Provision et charges d' inoccupation des locaux de Nanterre (1)	570	328
Amortis. exceptionnels des agencements de Nanterre déménagements des Data Center (1), (2)		583
Restructurations organisationnelles (3)	82	0
Provision litige commercial (4)		188
Honoraires d'acquisitions	47	103
Autres (5)	191	79
Total	931	1 413

(1) Une provision a été constituée sur l'exercice 2014 pour les loyers restants à courir pour les locaux des différents sites de Nanterre. La charge sur l'exercice représente 570 K€ (contre 328 K€ de reprise de provision).

(2) Déménagement du Data Center de Courbevoie (ex EXTERINFO) pour 189 K€, et 123 K€ d'amortissements exceptionnels sur les agencements de tous les sites du fait du déménagement sur Boulogne Billancourt sur le 1^{er} trimestre 2015.

(3) Concerne le départ de deux salariés sur l'entité ITS OVERLAP.

(4) Un litige commercial entre ITS INTEGRA et un fournisseur.

(5) Il s'agit de charges sur exercices antérieurs pour la plus grande partie.

Note C5. Résultat financier

En K€	2015	2014
Revenus des VMP	5	59
Intérêts des emprunts	(322)	(426)
Provision et reprise de provision perte de change	8	(4)
Swap	29	41
Gain et perte de change	279	256
Commissions de financement	(131)	(78)
Autres produits et charges financières	(48)	(23)
Total	(179)	(176)

Note C6. Charge d'impôt

- **Variation des impôts différés**

En K€	2015	2014
Sur participation	0	(104)
Sur SWAP	(10)	(14)
Sur indemnités de retraites	41	(98)
Sur Production immobilisée	(12)	(24)
Sur actualisation de prêt et provision	10	(2)
Sur Crédit bail	4	
Autres	27	(7)
Total	59	(249)

- **Taux effectif d'impôt**

La différence entre le taux courant d'imposition en France et le taux effectif est présentée ci-dessous.

En K€	2015	2014
Résultat des sociétés intégrés avant impôts	4 199	7 190
Taux d'imposition	33,33%	33,33%
Impôt théorique (1)	1 400	2 396
Impôts sur les résultats	1 798	2 610
Charge d'impôt différé	(59)	249
Impôt constaté (2)	1 738	2 859
Taux d'impôt constaté	41,40%	39,76%
Ecart (2) - (1)	339	462
Incidence des différences permanentes	181	105
CVAE	1 482	1 468
CICE	(436)	(438)
CIR	(991)	(723)
Autres	102	50

Note C7. Résultat Net par action

En K€	2015	2014
Résultat <i>Part du Groupe</i>	2 434	4 277
Nombre d'actions	7 848 645	7 848 645
Résultat par action (en euros)	0,31	0,54
En K€	2014	2014
Résultat <i>Part du Groupe</i>	2 434	4 277
Nombre d'actions	7 848 645	7 848 645
Dilutions potentielles	-	-
Nombre d'actions moyen pondéré dilué	7 848 645	7 848 645
Résultat dilué par action (en euros)	0,31	0,54

Notes D. Tableau de Flux de Trésorerie Consolidés**Note D1. Variation du BFR**

En K€	Variation	2015	2014
Variation des stocks	-	778	517
Variation des Clients		115	3 018
Variation des Fournisseurs		5 513	- 8 644
Autres variations du BFR	-	1 920	7 937
Variation du BFR		2 930	2 828

Note D2. Variation de Périmètre

Acquisition des Titres Bluesafe (100 %) :	1 650 K€
Trésorerie à l'ouverture :	- 604 K€
Total	1 046 K€

Informations Complémentaires

1. Transactions avec les parties liées

En K€	31/12/2015	31/12/2014
Bilan actif		
Titres de participation Eucléide	25	25
Provision / titres	(25)	(25)
Titres de participation Eucléide nets	0	0
Créances rattachées / Eucléide	24	24
Provisions / créances rattachées	(11)	(11)
Créances rattachées / Eucléide nettes	13	13
Compte de résultat		
Produits d'exploitation	88	189
Produits financiers	0	0
Total des produits	88	189
Achats consommés (sous traitance infor.)	0	0
Autres achats et charges externes	0	0
Total des charges	0	0

2. Engagements hors bilan

▪ Engagements donnés

↳ Engagements en matière de cautionnement :

- ITS Group s'est porté caution solidaire de sa filiale ITS OVERLAP afin de s'engager solidairement avec celle-ci à régler à IBM France Financement toutes les sommes dues ou à devoir par la société ITS OVERLAP au titre du contrat de facilité de crédit à court terme "Plan Saphir". Cet engagement est consenti à concurrence d'un montant maximum de dix millions d'euros pendant toute la durée du plan.
- ITS Group s'est engagée à rembourser à BNP Paribas Factor toutes sommes dues par sa filiale ITS OVERLAP dans le cadre de l'exécution du contrat d'affacturage avec la société BNP Paribas Factor, à concurrence de la somme de neuf millions d'euros (9.000.000 euros), sans limitation de durée, mais résiliable par lettre recommandée avec un préavis de trois mois.

↳ Engagements en matière de location simple : les informations requises par la norme IAS 32 sont détaillées ci-dessous :

En K€	Comptabilisé en charges au cours de l'exercice 2015	Paiements minimaux futurs		
		à 1 an au plus	à plus de 1 an et moins de 5 ans	à plus de 5 ans
Baux commerciaux (1)	2 001	1 898	6 666	4 124
Véhicules en LLD (2)	1 094	851	1 277	-
TOTAL	3 095	2 749	7 942	4 124

Le groupe loue des locaux par des baux commerciaux 3/6/9 dont les échéances sont les suivantes :

▪ Boulogne (92), 42 rue de Bellevue :	30/06/2023
▪ Lyon (69), 19 bd Eugène Deruelle :	21/07/2016
▪ Lyon (69), 1, rue Edison :	31/01/2017
▪ Nantes (44), 2, allée des Vieux Tilleuls :	28/02/2016
▪ Toulouse (31) 2, rue Maryse Hilsz :	31/05/2017
▪ Montpellier(34), Place Duheim Millénaire II :	15/08/2016
▪ La Madeleine (59) 105 Av de la République :	30/11/2016
▪ Gradignan (33), Technoclub Catalan :	30/06/2018
▪ Rungis 29 rue de l'Estérel	14/01/2017
▪ Bruxelles (B-1060) 55 Ave de la Toison d'Or	31/01/2018

(2) La flotte automobile du groupe est constituée de contrats de location longue durée, sans possibilité de résiliation anticipée.

↳ Garanties liées aux emprunts bancaires : les engagements donnés dans le cadre de la souscription des emprunts ayant servi au financement des différentes opérations de croissance externe sont mentionnés dans le paragraphe 4.2 « Facteurs de risques » ci-après.

3. Facteurs de risque financier

a. Risques de liquidité

L'échéancier relatif à l'ensemble des engagements et dettes de la société est le suivant :

Créances par échéance (au 31 décembre 2015)

Nature	Montant total	Montant à 1 an au plus	Montant à plus d'1 an et à 5 ans au plus	Montant à plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations	24	24		
Prêts	1 505	12	59	1 433
Autres immo. financières	2 201	1 412	115	675
Clients	58 507	58 507		
Etat - Impôts différés	342	4	20	318
Personnel & comptes rattachés	59	59		
Oragnismes sociaux	111	111		
Etat & Impôts sur les bénéfices	4 353	4 353		
TVA	2 085	2 085		
Débiteurs divers	2 259	2 259		
Charges constatées d'avance	1 659	1 659		
TOTAL DES CREANCES	73 106	70 486	194	2 427

Dettes par échéance (au 31 décembre 2015)

Nature	Montant total	à 1 an au plus	plus d'1 an et plus de 3 ans au plus	plus de 3 ans et plus de 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts, dettes / d'êts de crédit	16 391	8 416	4 197	3 287	490
Dettes fournisseurs et cptes rattachés	26 197	26 197			
Personnel et cptes rattachés	5 947	5 947			
SS et autres organismes sociaux	9 378	9 378			
Impôts différés Passif	376	69	64		243
Etat, IS et autres impôts & taxes	404	404			
TVA	9 901	9 901			
Créditeurs divers	3 506	3 506			
Produits constatés d'avance	3 728	3 728			
TOTAL DES DETTES	75 828	67 546	4 261	3 287	733

Le remboursement de la part à court terme des dettes financières est assuré par la marge brute d'autofinancement dégagée. En cas de diminution significative de celle-ci, le groupe estime être en mesure de faire face au remboursement de ses dettes à court terme compte tenu de sa capacité à mobiliser de nouveaux financements (du fait notamment de la qualité et du niveau de son actif circulant).

b. Risques de crédit.Dettes garanties

Pour financer ses opérations de croissance externe et pour financer les travaux d'aménagements de son site de Boulogne, le groupe a souscrit plusieurs emprunts. Ceux restant en cours au 31/12/2015 sont les suivants :

- Emprunt du 11 février 2010 :
 - Montant : 12.900 K€
 - Durée 6 ans, soit jusqu'au 11/02/2016,
 - Taux : Euribor + 1,20, couvert à compter du 15/02/2011 par un swap de taux fixe de 2,42 + 1,20
 - Remboursement par annualités,
 - Garantie : nantissement du fonds de commerce.
- Convention de prêt du 1er juillet 2011, utilisée par tirages successifs entre juillet 2011 et novembre 2013 :
 - Montant : 10.000 K€ ;
 - Durée 6 ans, soit jusqu'au 30/06/2017 ;
 - Taux : Euribor + 0,90 pour les utilisations jusqu'au 30/06/2013 et Euribor + 1,30 pour les utilisations postérieures ;
 - Remboursement par annualités ;
 - Garantie : nantissement du fonds de commerce ou des titres si les structures acquises restent filiales.
- Contrat de Développement Participatif (BPI France) du 10 décembre 2013 :
 - Montant : 3.000 K€ ;
 - Durée 7 ans, soit jusqu'au 10/12/2020 avec deux ans de différé de remboursement du capital ;
 - Taux fixe : 2,91% avec complément de rémunération 0,0186% du CA HT ;
 - Remboursement par trimestrialités ;
 - Garantie : aucune.

Pour la réhabilitation des locaux de Boulogne la société a contracté les quatre emprunts suivants :

- Contrat de prêt d'Equipement professionnel (BPVF) du 4 octobre 2014 :
 - Montant : 1.000 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 05/10/2019 ;
 - Taux : Euribor 3 mois + 0,90 ;

- Remboursement par mensualités ;
- Garantie : aucune.

- Contrat de prêt d'Equipelement professionnel (Banque TARNEAUD) du 9 décembre 2014 :
 - Montant : 500 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 09/12/2019 ;
 - Taux : Fixe 1,8 % l'an ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de prêt d'Equipelement professionnel (BNP PARIBAS) du 12 mars 2015 :
 - Montant : 400 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 05/03/2020 ;
 - Taux : Fixe 2 % l'an ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de prêt d'Equipelement professionnel (SOCIETE GENERALE) du 23 mars 2015 :
 - Montant : 500 K€ ;
 - Durée 55 mois, soit jusqu'au 23/10/2019 ;
 - Taux : Fixe 1,8 % l'an ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de financement matériel Arrow (de IBM Global Financing) du 1^{er} février 2015 :
 - Montant : 80 K€ ;
 - Durée 12 mois, soit jusqu'au 01/01/2016
 - Taux : Fixe 0,01 % l'an ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de Développement Participatif (BPI France) du 09 juillet 2015 :
 - Montant : 1.400 K€ ;
 - Durée 7 ans, soit jusqu'au 31/07/2022 avec deux ans de différé de remboursement du capital ;
 - Taux fixe : 2,08 % ;
 - Remboursement par trimestrialités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de prêt (SOCIETE GENERALE) du 5 novembre 2015 :
 - Montant : 825 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 13/11/2020 ;
 - Taux : Euribor 3 mois + 1.5 ;
 - Remboursement par trimestrialités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de prêt (Banque TARNEAUD) du 10 novembre 2015 :
 - Montant : 825 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 13/11/2020 ;
 - Taux : Euribor 3 mois + 1.5 ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

Echéancier de la dette au 31/12/2015

Caractéristiques des emprunts contractés	Taux fixe / Taux variable	Montant global des lignes au 31/12/2015	Echéances	Existence ou non de couvertures
Emprunt bancaire (BNPP) 4 506 950 € Contracté le 11 / 02/ 2010	Modalités ci-dessus	765 100	Remboursement annuel jusqu'au 11/02/2016	Modalités ci-dessus
Emprunt bancaire (SG) 4 506 950 € Contracté le 11/02/2010	Modalités ci-dessus	757 050 €	Remboursement annuel jusqu'au 11/02/2016	Modalités ci-dessus
Emprunt bancaire (Tarneaud) 3 863 100 € Contracté le 11/02/2010	Modalités ci-dessus	654 850 €	Remboursement annuel jusqu'au 11/02/2016	Modalités ci-dessus
Ouverture de crédit (BNPP) 3 500 000 € Contracté le 01/07/2011	Modalités ci-dessus	1 393 000 €	Remboursements annuels jusqu'au 30/06/2017	Modalités ci-dessus
Ouverture de crédit (SG) 3 500 000 € Contracté le 01/07/2011	Modalités ci-dessus	1 393 000 €	Remboursements annuels jusqu'au 30/06/2017	Modalités ci-dessus
Ouverture de crédit (Tarneaud) 3 000 000 € Contracté le 01/07/2011	Modalités ci-dessus	1 190 000 €	Remboursements annuels jusqu'au 30/06/2017	Modalités ci-dessus
Contrat de Développement Participatif (BPI France) 3 000 000 € Contracté le 10/12/2013	Modalités ci-dessus	3 000 000 €	Remb trimestriels différé 2 ans jusqu'au 31/12/2020	Aucune
Contrat de prêt Equipement Travaux (BPVF) 1 000 000 € Contracté le 04 octobre 2014	Modalités ci-dessus	771 595 €	Remboursements mensuels Jusqu'au 05/10/2019	Aucune

Caractéristiques des contrats de prêts équipements	Taux fixe / taux variable	Montant global des lignes au 31/12/2015	Echéances	Existence ou non de couvertures
Contrat de prêt Equipement Travaux (Tarneaud) 500 000 € Contracté le 09 décembre 2014	Modalités ci-dessus	403 565 €	Remboursements mensuels jusqu'au 09/12/2019	Aucune
Contrat de prêt Equipement Travaux (BNPP.) 400 000 € Contracté 12/03/2015	Modalités ci-dessus	342 365 €	Remboursements mensuels jusqu'au 05/03/2020	Aucune
Contrat de prêt Equipement Travaux (SG) 500 000 € Contracté le 23/03/2015	Modalités ci-dessus	428 455 €	Remboursements mensuels jusqu'au 23/ 10/2019	Aucune
Contrat de Financement matériel (IBM Global Financing) 79 992 € Contracté le 01/02/2015	Modalités ci-dessus	6 669 €	Remboursements mensuels jusqu'au 01/01/2016	Aucune
Contrat de Développement Participatif (BPI France) 1 400 000 € Contracté le 09/07/2015	Modalités ci-dessus	1 400 000 €	Remboursements trimestriels différé 2 ans Jusqu'au 31/07/2022	Aucune
Emprunt bancaire (SG) 825 000 € Contracté le 05/11/2015	Modalités ci-dessus	825 000 €	Remboursements trimestriels jusqu'au 13/11/2020	Aucune
Emprunt bancaire (Tarneaud) 825 000 € Contracté le 13/11/2020	Modalités ci-dessus	811 751 €	Remboursements mensuels jusqu'au 13/11/2020	Aucune

Par ailleurs, la société s'est également engagée à affecter partiellement au remboursement anticipé de la dette le produit des éventuelles cessions d'éléments d'actif.

Conditions des Lignes de crédit court terme au 31 décembre 2015

Société Générale : 500 000 €, T4M + 1,20 % l'an,
 BNP Paribas : 1 000 000 €, T4M + 1,20 % l'an,
 Banque Tarneaud : 500 000 €, T4M + 1,20 % l'an,
 Banque Populaire Val de France : 500 000 €, T4M + 1,20 % l'an.

Au 31 décembre 2015, aucune de ces lignes de crédit court terme n'était utilisée.

Engagements

A l'exception des engagements décrits ci-après, ITS GROUP ne compte ni d'engagement complexe, ni d'autres engagements relatifs à des clauses d'exigibilité liées aux dettes financières.

Les engagements financiers donnés par la société ont été actualisés par la convention de prêt signée le 1^{er} juillet 2011. Et sur la base de ses comptes annuels consolidés, les engagements sont :

4. Ratio Dettes financières nettes / EBE inférieur ou égal à :
 - 1,8 pour 2013 à 2015
 - 1,6 pour 2016
5. Ratio Cash-Flow libre / service de la dette supérieur ou égal à :
 - 1 pour 2011 à 2013
 - 1,2 pour 2014 à 2016
6. Ratio Dettes financières/ fonds propres inférieur ou égal à 0,75 pour la durée des prêts.

(les dettes nettes se définissent par les passifs financiers courants et non courants diminués de la trésorerie et des équivalents de trésorerie).

A la clôture des deux derniers exercices, ces ratios étaient les suivants :

	2014	2015
1 - DFN / EBE	0,55	1,41
2 - CF / SD	1,33	0,71
3 - DF / FP	0,36	0,36

Le ratio 2 n'étant pas respecté à la clôture de l'exercice 2015, l'intégralité de la dette y afférent a été présentée en passif courant, soit un reclassement de 1,6 M€.

Evolution de la trésorerie nette

Date	Actif Dispo. + VMP	Passif Emprunts et dettes fin.	Trésorerie nette Actif - Passif
31/12/2014	10 805	15 774	- 4 969
31/12/2015	7 304	16 402	- 9 098

La trésorerie nette a diminué de 4 129 K€. Les éléments explicatifs de cette variation sont les suivants :

- Des flux nets générés par l'exploitation de + 2 066 K€, basés sur :
 - ✓ une Marge Brute d'Autofinancement de + 6 700 K€,
 - ✓ des impôts payés à hauteur de 1 703 K€,
 - ✓ et sur une variation du BFR de 2 930 K€ ;
- Un flux lié aux investissements de - 5 098 K€, lié :
 - ✓ aux investissements corporels et incorporels à hauteur de - 3 886 K€ (essentiellement réalisés par ITS Integra pour son activité d'hébergement, et par ITS Group pour la rénovation des locaux de Boulogne) ;
 - ✓ aux variations de périmètre : - 1 046 K€ (acquisition de BlueSafe).
- Des flux nets de financement pour -534 K€, dont :
 - ✓ des souscriptions d'emprunts pour 6 416 K€ et de remboursements d'emprunts pour 5 762 K€ ;
 - ✓ un versement de dividendes 768 K€.

c. Risques de taux

L'emprunt à moyen terme contracté en février 2010 est couvert à hauteur de 72,4 % du capital restant dû par un swap de l'Euribor 3 mois par un taux fixe à 2,42 %.

Les deux premiers tirages réalisés dans le cadre de la convention de prêt du 1^{er} juillet 2011, soit 4 500 K€ ont été couverts intégralement par un swap de l'Euribor 3 mois par un taux fixe à 0,75 %. Les tirages réalisés en 2013, soit 5 500 K€ n'ont pas été couverts.

Les Contrats de Développement Participatif (3M€ + 1,4 M€) sont à taux fixe.

L'impact sur le résultat avant impôts de ITS GROUP de la variation des taux de référence Euribor 3 mois porte donc sur la partie de la dette non couverte, soit 3 353 K€ au 31/12/2015 est la suivante :

Taux de référence	Variation du taux de référence	Impact en K€ de la variation de taux sur les résultats avant impôts de la société sur les exercices suivants	
		2016	2017
Euribor 3 mois	+ / - 1 %	21	7

Cet impact ne tient pas compte des produits financiers liés aux placements en sicav de l'excédent de trésorerie.

d. Risques de change

Le groupe facture la très grande majorité de son activité en euro. Seule ITS OVERLAP, réalise une partie de ses achats (équivalent à 9 M€ TTC) et de ses ventes (équivalent à 9,8 M€ TTC) en US dollar, traités sur un compte en devises.

La différence de change représente un gain sur l'exercice de 279 K€.

4. Rémunération des dirigeants mandataires sociaux

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social (en K€)				
Jean Michel BENARD, PDG	Exercice 2014		Exercice 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
- rémunération fixe	144	144	144	144
- rémunération variable	14	14	14	14
- rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
- jetons de présence	-	-	-	-
- avantages en nature véhicule	-	-	-	-
retraite art. 83	6	6	6	6
TOTAL	164	164	164	164
Philippe SAUVE, DGD	Exercice 2014		Exercice 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
- rémunération fixe	114	114	114	114
- rémunération variable	21	12	12	21
- rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
- jetons de présence	-	-	-	-
- avantages en nature véhicule	4	4	4	4
retraite art. 83	6	6	6	6
TOTAL	144	135	135	144

Les avantages consentis sont constitués par les avantages en nature liés à la mise à disposition de véhicules de fonction, ainsi que de cotisations versées dans le cadre de régime de retraites à prestations définies (article 83 cc).

Aucun administrateur du groupe ne perçoit aucune sorte de rémunération au titre de l'exercice de son mandat.

5. Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux.

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes s'établit à 271 K€ au 31 décembre 2015 dont 160 K€ pour ITS Group et 111 K€ pour les filiales intégrées. En 2014, ces honoraires s'élevaient à 267 K€ dont 162 K€ pour la société mère.

6. Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés**Société ITS GROUP****Exercice clos le 31 décembre 2015**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société **ITS GROUP**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

- Les écarts d'acquisition sont évalués sur la base de leur valeur recouvrable selon les modalités décrites dans la note « Dépréciation des écarts d'acquisition » figurant au chapitre « Principes et méthodes comptables » des états financiers et dans la note A1 « Ecart d'acquisition ». Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs recouvrables, notamment à revoir l'actualisation des flux futurs de trésorerie attendus, à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les prévisions budgétaires établies et à vérifier que les notes aux états financiers donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Versailles, le 9 mai 2016

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International

Laurent Bouby

Associé

Victoire Audit et Conseil

Thierry Thibaut de Ménonville

Associé

**COMPTES ANNUELS
AU 31 DECEMBRE 2015**

ETATS FINANCIERS

Bilan actif

	31/12/2015			31/12/2014
	Brut	Amort.prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisation incorporelles				
Frais d'établissement	13 500		13 500	13 500
Frais de recherche et développement	-		-	-
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires	53 215	44 480	8 734	1 167
Fonds commercial	24 095 046		24 095 046	24 095 046
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	2 633 005	505 481	2 127 524	1 137 193
Immobilisation corporelles en cours				
Avances et acomptes	-		-	233 445
Immobilisation financières				
Participations	8 419 653	24 801	8 394 852	8 346 740
Créances rattachées à des participations	24 256	11 000	13 256	13 256
Autres titres immobilisés	383 859		383 859	407 220
Prêts	1 597 505		1 597 505	1 435 616
Autres immobilisation financières	873 370		873 370	804 195
	38 093 408	585 763	37 507 645	36 487 377
ACTIF CIRCULANT				
Créances				
Clients et comptes rattachés	24 819 697		24 819 697	21 476 773
Autres créances	9 035 851		9 035 851	12 687 257
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres	844 125		844 125	794 125
Autres titres				
Disponibilités	2 825 477		2 825 477	3 645 492
Charges constatées d'avance	255 047		255 047	804 502
	37 780 197	-	37 780 197	39 408 149
Frais d'émission d'emprunt à étaler	28 627	11 867	16 760	23 027
TOTAL GENERAL	75 902 232	597 630	75 304 603	75 918 553

Bilan passif

	31/12/2015	31/12/2014
	NET	NET
CAPITAUX PROPRES		
Capital (dont versé : 3 924 323)	3 924 323	3 924 323
Primes d'émission, de fusion, d'apport	7 306 608	7 306 608
Ecart de réévaluation		
Boni de fusion	59 510	59 510
Réserves :		
- Réserve légale	392 432	391 957
- Réserves réglementées		
- Autres réserves	23 208 067	20 368 028
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	865 747	3 608 423
	35 756 687	35 658 850
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	701 000	836 166
Provisions pour charges	250 097	229 723
	951 097	1 065 888
DETTES		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	14 162 135	14 797 490
Emprunts et dettes financières	4 589 884	2 413 554
Avances et acomptes reçue sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 294 403	4 630 712
Dettes fiscales et sociales	14 109 762	14 069 313
Dettes sur immobilisation et comptes rattachés		
Autres dettes	1 179 945	2 055 382
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	1 260 689	1 227 363
	38 596 819	39 193 815
TOTAL GENERAL	75 304 603	75 918 553

Compte de résultat

	31/12/2015	31/12/2014
	Net	Net
Ventes de marchandises	1 299 079	241 943
Production vendue (services)	77 682 899	76 071 184
Chiffre d'affaires net	78 981 978	76 313 127
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	14 541	31 171
Reprises sur provisions et transfert de charges	195 211	226 380
Autres produits	1 161	1 157
PRODUITS D'EXPLOITATION	79 192 891	76 571 836
Achats de marchandises	1 595 732	241 943
Achats de matières premières et autres approvisionnements	- 2 258	
Autres achats et charges externes	22 362 827	17 492 516
Impôts, taxes et versements assimilés	2 416 567	2 323 306
Salaires et traitements	35 778 131	35 085 973
Charges sociales	15 898 020	16 939 259
Dotations aux amortissements et provisions :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	295 082	138 760
Sur actif circulant : dotations aux provisions	-	41 702
Pour risque et charges : dotations aux provisions	210 420	107 000
Autres charges	40 992	79 372
CHARGES D'EXPLOITATION	78 595 513	72 449 831
RESULTAT D'EXPLOITATION	597 379	4 122 004
Produits financiers		
De participations	65 693	-
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo. participations	3 722	-
Autres intérêts et produits assimilés	19	-
Reprises sur provisions et transfert de charges	60	112 912
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		5 173
	69 494	118 085
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	338 724	378 488
Différences négatives de change	183	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
	338 907	378 488
RESULTAT FINANCIER	(269 413)	(260 402)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	327 966	3 861 602
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	11 922	104 063
Sur opérations en capital		273 487
Reprises sur provisions et transferts de charges	147 265	
	159 187	377 550
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	1 260	5 231
Sur opérations en capital	244 856	83 761
Dotations aux amortissements et aux provisions		401 581
	246 115	490 574
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(86 928)	(113 024)
Participation des salariés aux résultats	-	-
Impôts sur les bénéfices	- 624 710	140 155
Total des produits	79 421 573	77 067 470
Total des charges	78 555 826	73 459 047
BENEFICE	865 747	3 608 423

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

L'activité de ITS GROUP SA

La société mère du groupe représente 38 % du chiffre d'affaires consolidé 2015, contre 40 % en 2014.

ITS Group S.A. regroupe les prestations de service sur site client : infogérance et assistance technique, exploitées dans les agences d'Ile de France et de Province. Elle offre une expertise à différents niveaux, du renforcement des compétences et de la flexibilité des équipes d'exploitation à la maîtrise d'ouvrage et au développement des solutions informatiques.

Faits marquants de l'exercice.

- Une année de transition

L'année 2015 aura été une année de transition après le doublement de taille intervenu en 2013-2014. Elle a été marquée par une conjonction de facteurs et par d'importantes réorganisations opérationnelles terminées début 2016 qui ont impacté la productivité de la majeure partie du Groupe.

La croissance qu'a connu le groupe ces dernières années l'a conduit à être présent sur 7 sites d'exploitation en région parisienne, leur regroupement de ces équipes sur un seul et même « campus », à Boulogne Billancourt, s'est réalisé en plusieurs étapes au cours du premier trimestre 2015. Cette opération, si elle optimise désormais les synergies opérationnelles entre les métiers du groupe, a d'abord été une source de déstabilisation des équipes.

Le redressement des activités de négoce et d'intégration d'infrastructures, tangible avec un retour à la rentabilité opérationnelle courante depuis deux exercices, a nécessité une mobilisation forte du management (optimisation de l'organisation, lancement de nouvelles offres logicielles).

Les prestations de services sur site client ont souffert de cette situation, d'autant que certains contrats d'infogérance se sont arrêtés, et que la mise en production de nouveaux contrats majeurs a été décalée, pesant fortement sur le taux d'activité qui s'est établi à 86% sur l'exercice contre plus de 88% sur l'exercice précédent.

Les activités de hosting/cloud/services managés ont eu besoin de stabiliser la qualité des services après l'intégration d'Exterinfo, particulièrement délicate. Cette phase de consolidation étant aujourd'hui terminée, l'année 2016 devrait allier à la fois croissance et maîtrise des coûts pour afficher une nette amélioration de la rentabilité.

Dès le second semestre de l'exercice 2015, une amélioration des performances a été enregistrée sur l'ensemble de ces métiers, ce qui a permis, notamment, de reprendre une dynamique de croissance externe.

- Acquisition de la société BlueSafe

En novembre 2015, ITS Group a, par le biais de sa filiale mobilité lbelem, acquis 100% du capital de la société BlueSafe. Cette société dispose d'un savoir-faire reconnu d'intégrateur autour des infrastructures WI-FI, allant de leur conception, au déploiement en passant par leur maintien en condition opérationnelle et est aussi éditeur de produits innovants de gestion WI-FI.

En associant désormais la maîtrise des terminaux mobiles par lbelem avec la maîtrise du WiFi par BlueSafe, ITS Group dispose des compétences et des technologies pour fournir une solution globale de mobilité aux entreprises avec des engagements forts, et ainsi répondre rapidement aux demandes croissantes de ses clients en la matière.

BlueSafe qui s'appuie sur 13 collaborateurs, a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires proche de 3 M€, en forte croissance. Au moment de l'acquisition, elle disposait en outre d'une trésorerie nette largement positive (supérieure à 500 K€). Le paiement de cette opération d'un montant ferme et définitif de 1,65 M€ a été réalisé en numéraire et refinancé intégralement par emprunt. Afin de concrétiser rapidement les synergies, les équipes de BlueSafe ont rejoint le groupe au siège du Groupe, à Boulogne- Billancourt dès le début du mois de décembre 2015.

Principes et Méthodes Comptables

1. Principes appliqués

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base et au recueil des normes comptables de l'ANC n° 2014-03: continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les chiffres sont exprimés en euros.

La société établit des comptes consolidés. ITS GROUP est la société mère du Groupe intégré fiscalement depuis le 1^{er} janvier 2014.

2. Méthodes comptables

▪ Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement ne sont pas amortissables.

Les frais de développement sont amortis selon la méthode linéaire sur 3 ans. La société est amenée à réaliser des développements logiciels ayant vocation à être commercialisés. Les coûts sont constitués par la masse salariale chargée affectée à ces développements et sont comptabilisés en « Immobilisations en cours » pendant la phase de conception de ces logiciels, puis transférés au poste « Immobilisations incorporelles » dès lors qu'ils sont prêts à être commercialisés.

Ils sont amortis sur une durée de 1 à 3 ans en mode linéaire.

Les autres immobilisations incorporelles, notamment les logiciels à usage interne, sont amortis sur leur durée de vie probable par application de taux d'amortissement linéaire sur 1 à 5 ans.

Les fonds commerciaux sont évalués à leurs coûts d'acquisition. Ils ne sont pas amortis, mais font l'objet d'une dépréciation si du fait d'évènements ou de circonstances intervenus au cours de l'exercice leur valeur économique apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

La méthode de suivi des fonds de commerce est identique à celle des titres de participation présentée dans le paragraphe « Immobilisations financières ».

En ce qui concerne la valorisation des fonds de commerce, les résultats obtenus via la méthode des DCF ne présentent qu'une faible marge de manœuvre et la dégradation des hypothèses pour les années à venir pourrait remettre en cause partiellement la valorisation de ces actifs

▪ Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition

Les durées et modes d'amortissements retenus sont les suivantes :

- Agencements aménagements installations	Linéaire	5 à 10 ans
- Matériels de bureau et informatiques	Linéaire	3 à 5 ans
- Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 8 ans

Dans le cas de biens immobiliers ou mobiliers acquis par voie d'option au terme d'un contrat de crédit-bail, la base amortissable s'entend de la valeur effectivement payée à terme.

La valeur utile des immobilisations est proche de la valeur inscrite dans les comptes. Une réévaluation de ces actifs ne serait pas significative compte tenu de la typologie des immobilisations.

▪ **Participation et créances rattachées**

Les titres de participation et autres actifs financiers sont évalués à leur coût d'acquisition.

La méthode de suivi mise en place pour l'évaluation des titres de participation est la méthode des DCF (Flux de Trésorerie Actualisés).

Pour effectuer ces tests, les titres de participation sont ventilés en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables. Le découpage en UGT est réalisé au niveau des entités juridiques : chaque société correspond à une UGT.

La valeur comptable de l'actif est comparée à sa valeur recouvrable, et correspond au maximum de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité, déterminée par la méthode des flux futurs de trésorerie actualisés.

En cas de perte de valeur, il est constaté une provision pour dépréciation.

Les principaux critères retenus pour l'application de la méthode d'évaluation selon les DCF sont les suivants :

- Plan d'affaires sur 5 ans,
- Actualisation à l'infini de 2 % en 2015 et 2 % en 2014
- Coût moyen pondéré du Capital (WACC) : 10,1 % en 2015 et 10,5 % en 2014
- Endettement net (sauf pour la valorisation des fonds de commerce).

Ces hypothèses ont été retenues par la direction générale en fonction de l'appréciation des résultats passés et de la situation financière actuelle du groupe.

▪ **Autres immobilisations financières**

A la date du 31 décembre 2015, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité (Autres titres immobilisés) :

- Nombre d'actions : 19 429 actions pour un prix de revient de 122 147,90 €, et sont évaluées à 128 231,40 €,
- Solde en espèce du compte de liquidité : 256 709,79 €.

Les autres immobilisations financières incluent également le dépôt de garantie des locaux de Boulogne pour 412K€, le fonds de garantie de 220 K€ sur les emprunts OSEO et des immobilisations financières diverses (prêts à l'effort construction, dépôts de garantie).

▪ **Créances et dettes**

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation des créances est constituée lorsqu'il apparaît que leur recouvrement est incertain. Cette provision, déterminée au cas par cas, est égale à la différence entre la valeur nominale hors taxes et la valeur de recouvrement estimée.

▪ **Valeurs mobilières de placement**

Elles sont constituées de sicav monétaires dont la valeur comptable au 31 décembre correspond au cours moyen pondéré.

Au 31 décembre 2015, dans le cadre du programme de rachats d'actions, la société détenait 179 319 d'actions ITS GROUP pour un prix de revient total 813 150,55 €, évaluées à 1 122 536,94 €.

▪ Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont destinées à couvrir des risques et des charges, nettement précisées quant à leur objet, que des événements survenus ou en cours à la clôture de l'exercice rendent probables. L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société doive supporter pour éteindre son obligation.

▪ Indemnité de fin de carrière

Elles sont provisionnées : conformément à la norme IAS 19, dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite et assimilés sont évalués par outil acquit auprès d'une société d'actuariat spécialisée en retraite et prévoyance. D'après cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée et enregistrée dans les comptes sociaux en provision pour charges.

Les éléments de calcul retenus sont les suivants :

☞ Méthode de calcul utilisée :	unité de crédit projeté
☞ Personnel concerné :	Ensemble des salariés,
☞ Mode de départ :	départs à la retraite,
☞ Taux de Turn over :	en 2015 et 2014 : 25 % pour les moins de 39 ans (démission 20,5 %, licenciement 4,5 %) Dégressif jusqu'à 3,90% pour les plus de 60 ans
☞ Taux d'actualisation :	2 % en 2015 et 1.64 % en 2014
☞ Age de départ à la retraite :	67 ans,
☞ Taux de progression des salaires :	dégressif selon l'âge et la catégorie (cadres / non cadres),
☞ Table de mortalité :	Tables prospectives par génération.

Une partie de l'engagement de retraite est couvert par des fonds externalisés (249 K€ au 31 décembre 2015) auprès d'établissements financiers spécialisés, CARDIF, filiale de BNP PARIBAS et SOGECAP filiale de la SOCIETE GENERALE.

▪ Crédit impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE (Crédit d'impôt compétitivité emploi) comptabilisé dans les comptes de notre entité à la clôture de l'exercice s'élève à 1 002 K€.

Au compte de résultat, notre entité a retenu la comptabilisation du CICE en diminution des charges de personnel (charges sociales).

Au bilan, il a été imputé en Autres créances.

Ce produit traduit le droit au CICE acquis par notre entité relatif aux rémunérations éligibles comptabilisées dans l'exercice, et va faire l'objet d'une demande de préfinancement.

▪ Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires issu des activités de ITS GROUP est reconnu et présenté de la manière suivante :

- Prestations de services : Les revenus du Groupe sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle les services sont rendus et sont constitués de la facturation (émise ou à établir) de prestations :
 - en régie : le revenu est égal au temps passé multiplié par un taux horaire, journalier ou mensuel ;

- au forfait : le revenu est reconnu selon la méthode de l'avancement, proportionnellement aux dépenses engagées. Le pourcentage d'avancement est déterminé par le rapport entre le coût des services exécutés à la date de clôture et le total prévisionnel des coûts d'exécution du contrat.
- Ventes de logiciels / matériels : la vente est comptabilisée en chiffre d'affaires lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur. Cette activité de négoce concerne non seulement l'achat et revente de matériels et de logiciels informatique mais également de maintenance constructeur ou éditeur. Contrairement à la maintenance réalisée au sein du Groupe et qui relève de l'assistance technique, la maintenance éditeur ou constructeur achetée et revendue en l'état au client final est comptabilisée en tant que marchandise.

Par ailleurs, ITS Group étant la société mère du groupe, elle supporte directement certaines charges et les refactures à ses filiales en fonction de l'utilisation que celles-ci en ont. Ces charges concernent :

- Les locaux (le bail du siège social de Boulogne Billancourt est porté par ITS Group), ainsi que toutes les charges et taxes associées ;
- Les services centraux mutualisés, y compris la Direction Générale.

- **Coûts des emprunts**

Les coûts d'emprunts sont comptabilisés en charge dans la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Détail des postes

1. Bilan actif

▪ Immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations		
		Réévaluations	Acquisitions	Apport
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, de recherche et de développement	Total I			-
Logiciels	47 840		10 863	
Fonds de Commerce	262 500			
Fonds de Commerce et mali de Fusion SEEVIA	7 131 989			
Fonds de commerce et mali de Fusion Groupe HEMISPHERE	3 139 506			
Mali de Fusion PRISME	1 779 992			
Fonds de Commerce et Mali de Fusion Groupe AXIALOG	11 743 720			
Fonds de Commerce OVERLAP Groupe	37 339			
	Total II	-	10 863	-
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagement divers (1)	995 263		1 085 226	
Matériel de transport	16 231		-	
matériel de bureau et informatique, mobilier	404 746		185 022	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	233 445			
	Total III	-	1 270 248	-
Immobilisations financières				
Autres participations et créances rattachées (2)	8 395 796		48 112	
Autres titres immobilisés			5 000	
Prêts et autres immobilisations financières (3)	2 647 032		266 980	
	Total IV	-	320 092	-
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	36 848 899	-	1 601 203	-

(1) L'augmentation des immobilisations corporelles est due essentiellement à tous les travaux d'aménagements et équipements des locaux de Boulogne Billancourt.

(2) L'évolution de ce poste pour 48 K€ correspond à une augmentation de la participation de la société ITS Group dans la société IBELEM, (96,62 % contre 95,77 %).

(3) L'augmentation Du poste « Prêts et autres immobilisations financières » est due pour l'essentiel au Prêt à l'Effort construction pour 160 K€ et pour 70 K€ du dépôt de garantie sur emprunt OSEO croissance contracté en juillet 2015.

	Diminutions			Valeur brute fin d'exercice
	Par virement	Apport partiel d'actif	Par cession	
Immobilisations incorporelles (I)				13 500
Logiciels			5 488	53 215
Fonds de Commerce				262 500
Fonds de Commerce et mali de Fusion SEEVIA				7 131 989
Fonds de commerce et mali de Fusion Groupe HEMISPHERE				3 139 506
Mali de Fusion PRISME				1 779 992
Fonds de Commerce et mali de Fusion Groupe AXIALOG				11 743 720
Fonds de Commerce OVERLAP Groupe				37 339
Total II	-	-	5 488	24 148 260
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				2 080 491
Installations générales, agencements et aménag. Divers			-	16 231
Matériel de transport			-	53 486
Matériel de bureau et informatique, mobilier (1)			53 486	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	233 445			-
Total III	233 445	-	53 486	2 633 005
Immobilisations financières				
Autres participations				8 443 908
Autres titres immobilisés				5 000
Prêts et autres immobilisations financières			64 278	2 849 734
Total IV	-	-	64 278	11 298 642
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	233 445	-	123 252	38 093 408

1)

La diminution des immobilisations corporelles est due en totalité à des mises au rebut.

▪ Amortissements

Cadre A SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Valeurs en début d'exercice	Augmentations dotations	Augmentations apports	Diminutions sorties/ reprises (1)	Valeurs en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement recherche dévelop. (I)	-	-	-	-	-
Logiciels	46 674	3 295		5 488	44 480
Fonds de Commerce	-				
Autres immobilisations incorporelles (II)	46 674	3 295	-	5 488	44 480
Immobilisations corporelles					
Instal générales, agenc. et aménagement divers	1 984	192 708			194 692
Matériel de transport	15 173	800			15 973
Matériel de bureau et informatique, mobilier	261 890	86 412		53 486	294 816
Emballages récupérables et divers					
(III)	279 047	279 921	-	53 486	505 481
TOTAL GENERAL (I + II + III)	325 721	283 215	-	58 975	549 962

1)

La diminution des immobilisations corporelles est due en totalité à des mises au rebut.

▪ **Liste des filiales et participations**

	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Prêts et avances consenties	Dépréciation	Dividendes	Cautions et Avals	Quote-part du capital détenu en pourcentage	Capitaux Propres	Résultat du dernier exercice clos
A - RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS									
1- Filiales (plus de 50 % du capital détenu)									
EUCLEIDE S.A. (Luxembourg)	24 801	-	24 256	11 000	-	-	100%		
IBELEM S.A.	1 687 316	1 687 316			-	-	97%	3 636 689	243 603
ITS INTEGRA S.A.S.	1 831 330	1 831 330	2 821 302		-	-	100%	6 215 672	15 787
ITS OVERLAP S.A.S.	1 500 000	1 500 000	137 226	-		10 000 000	100%	2 063 933	152 280
ITS GROUP BENELUX SPRL	348 542	348 542	496 794				100%	488 922	- 19 514
THEMIS Conseil S.A.S.	2 516 002	2 516 002	376 014		-		100%	1 991 062	839 983
MIB Suisse	500 000	500 000	8 325				87%	1 128 883	140 102
2- Participations (de 10 à 50 % du capital détenu)									
TECHN E CITE S.A.R.L.	11 662	11 662					33,33%	130 060	-
	8 419 653	8 394 852	3 863 917	11 000		10 000 000		15 655 222	
B - RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS									
1 - Filiales non reprises en A :									
a) françaises									
b) étrangères									
2 - Participations non reprises en A :									
a) françaises	-	-							
b) étrangères									

ITS GROUP est la société mère consolidant les comptes de IBELEM SA, ITS INTEGRA, THEMIS Conseils, ITS OVERLAP, ITS GROUP BENELUX Sprl, MIB Suisse et de TECHNE CITE, ainsi que de ARIANN Software et BLUESAFE SAS, filiale à 100% de IBELEM.

▪ **Etat des créances**

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d' 1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	24 256		24 256
Prêts (1) (2)	1 597 505	1 450	1 596 055
Autres immobilisations financières	873 371	210 904	662 467
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	-	-	-
Autres créances clients	24 819 697	24 819 697	-
Créances représentatives d'effets de commerce		-	
Personnel et comptes rattachés	27 680	27 680	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	107 045	107 045	
Impôts sur les bénéfices	4 222 412	4 222 412	-
Taxe sur la valeur ajoutée	680 154	680 154	
Autres impôts taxes et versements assimilés	40 470	40 470	
Débiteurs divers	118 428	118 428	
Groupe et associés (2)	3 839 662	3 839 662	
Charges constatées d'avance	255 047	255 047	
Total	36 605 727	34 322 949	2 282 778
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice	168 864		
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice	6 975		
(2) Prêts et avances consenties aux associés	-		

- Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	31/12/2015	31/12/2014
Charges d'exploitation	255 047	804 502
Charges financières	-	-
Charges exceptionnelles	-	-
Total	255 047	804 502

- Produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2015	31/12/2014
Fournisseurs avoirs à recevoir	118 428	77 625
Créances clients et comptes rattachés	4 840 162	3 150 492
Organismes sociaux	106 990	149 529
Autres créances dont Etat	40 470	2 820
Total	5 106 051	3 380 466

- Actions propres

Au 31/12/2015, la société ITS GROUP détenait 198 748 de ses propres titres, dont 179 319 titres sur un Programme de rachat valorisé à 6,60 €, le solde concernant un contrat de Liquidité valorisé à 6,60 €.

2. Bilan passif

- Composition du capital social

Le capital au 31 décembre 2015 s'élève à 3.924.322,50 euros divisé en actions d'une valeur nominale de 0,50 euro chacune. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Conformément à l'article 17 des statuts, les actions inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

- Variation des capitaux propres

VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (en milliers d'euros)		Exercice clos 31/12/2015
A		
1.	Capitaux propres à la clôture de l'exercice N-1 avant affectation	32 050
2.	Affectations du résultat à la situation nette par l'AGO	3 608
3.	Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice N	35 659
B	(=A3) Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice	35 659
C	Variations en cours d'exercice :	
1.	Variation du capital	0
2.	Variation des primes, réserves, report à nouveau	-768
3.	Variations des provisions relevant des capitaux propres	
4.	Contrepartie des réévaluations	
5.	Variations des provisions réglementées et subventions d'équipement	0
6.	Résultat de l'exercice	866
D	(=B+C) Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice N avant AGO	35 757
E	VARIATION TOTALE DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE (D-B)	98
F	dont variations dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	0
G	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE HORS OPERATIONS DE STRUCTURE (E-F)	98

▪ Provisions

Montant au début de l'exercice	Augmentations Dotations exercice	Diminutions : Reprises exercice		Montant à la fin de l'exercice
		Non consommées ou transférées par apport	Consommées	

Provisions réglementées					
Provisions pour investissements					
Amortissements dérogatoires					
Provisions fiscales pour implant. à l'étranger					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
Total I	-	-		-	-
Provisions pour risques et charges					
Prov pour litiges (1)	836 166	144 000		279 166	701 000
Prov pour garanties données aux clients					
Prov pour amendes et pénalités					
Prov pour impôts					
Prov pour charges sociales et fiscales sur CP					
Autres prov pour risques et charges	229 723	66 420	46 046		250 097
Total II	1 065 889	210 420	46 046	279 166	951 097
Provisions pour dépréciations					
Sur immobilisations incorporelles					
Sur immobilisations corporelles					
Sur titres mis en équivalence					
Sur titres de participation	24 801				24 801
Sur autres immobilisations financières	11 000				11 000
Sur autres titres immobilisés	-				-
Sur stocks et en-cours	-				-
Sur comptes clients	41 702			41 702	-
Autres provisions pour dépréciations	-			-	-
Total III	77 503	-	-	41 702	35 801
TOTAL GENERAL (I + II +III)	1 143 392	210 420	46 046	320 868	986 898

Dont dotations et reprises :	- d'exploitation	210 420	46 046	173 603
	- financières	-	-	-
	- exceptionnelles	-	-	147 265

(1) Un litige oppose ITS Group au vendeur d'une société acquise en 2000 par Seevia Consulting. Ce litige a donné lieu à trois actions judiciaires.

La première, de nature pénale, s'est conclue par un arrêt de la Cour d'Appel de Paris le 7 mars 2013 déclarant le vendeur coupable d'abus de confiance.

La deuxième, concerne le volet social qui a été plaidée devant la Cour d'Appel de Versailles le 8 avril 2016 après avoir connu une issue favorable à ITS Group devant le Conseil des Prud'hommes en décembre 2013 ; le délibéré est attendu pour le 9 juin 2016. Il s'agit de statuer sur le versement de rémunérations complémentaires. La provision inscrite dans les comptes de ITS Group est relative à cette action, et l'audience devant la Cour d'Appel ne donne à ce jour aucune information complémentaire permettant de revoir celle-ci.

La troisième action judiciaire, en cours devant les juridictions commerciales, porte sur un complément de prix de vente de la société.

L'ensemble des demandes du vendeur au titre de ces actions s'élève, intérêts compris, à 3,6 M€.

ITS Group mène avec détermination les actions judiciaires de défense de ses intérêts et se réserve la possibilité de les défendre également tant à l'encontre du vendeur qu'à l'égard de tout autre protagoniste en relation avec cette affaire.

▪ **Etat des dettes**

Etat des dettes	Montant	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunt et dettes financières (1)				
- à un an maximum à l'origine	26 405	26 405		
- à plus d'un an à l'origine	14 135 731	7 561 551	7 726 180	490 000
Fournisseurs et comptes rattachés	3 294 403	3 294 403		
Personnel et comptes rattachés	3 231 183	3 231 183		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 685 442	5 685 442		
Impôts sur les bénéfices	-	-		
Taxe sur la valeur ajoutée	4 994 994	4 994 994		
Obligations cautionnées	-	-		
Autres impôts, taxes et versements assimilés	198 144	198 144		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-		
Groupe et associés (2)	4 589 884	4 589 884		
Autres dettes	1 179 945	1 179 945	-	
Produits constatés d'avance	1 260 689	1 260 689		
Total	38 596 820	32 022 640	7 726 180	490 000

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	4 348 288
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	4 953 870
(2) Emprunts, dettes contractés auprès des associés	

▪ **Charges à payer**

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2015	31/12/2014
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	13 364	44 420
Emprunts et dettes financiers divers	13 041	11 757
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	684 661	1 360 006
Dettes fiscales et sociales	6 093 392	6 092 353
Autres dettes : Clients AAE	1 107 163	1 984 134
Total	7 911 620	9 492 670

▪ **Produits constatés d'avance**

Produits constatés d'avance	31/12/2015	31/12/2014
Produits d'exploitation	1 260 689	1 227 363
Produits financiers		
Produits exceptionnels	-	-
Total	1 260 689	1 227 363

▪ **Etat des entreprises liées**

POSTES DU BILAN	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou des créances représentées par des effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation	
Immobilisations financières			
Participations	8 419 653		
Créances rattachées à des participations	24 256		
Prêts			
Autres titres immobilisés	-		
Autres immobilisations financières			
Total immobilisations	8 443 908		
Créances			
Créances clients et comptes rattachés	1 260		
Autres créances	3 851 504		
Capital souscrit, appelé, non versé			
Total créances	3 852 764		
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Dettes			
Autres emprunts convertibles			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 102		
Autres dettes	4 589 884		
Total dettes	4 599 986		
POSTES DU COMPTE DE RÉSULTAT	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou des créances représentées par des effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation	
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS			
Produit financiers	65 693		
Charges financières	46 116		
Total	19 577		

3. Compte de résultat

▪ Ventilation du chiffre d'affaires

<u>Ventilation par secteur d'activité propres et marchés géographiques</u>	31/12/2015			31/12/2014
	France	Etranger	Total	Total
Prestations de services informatique	73 971 588	21 257	73 992 845	74 848 455
Ventes de logiciels/matériels	1 299 079		1 299 079	241 943
Produits des activités annexes	3 690 054		3 690 054	1 222 730
Total	78 960 721	21 257	78 981 978	76 313 127

<u>Ventilation par secteur d'activité clients et marchés géographiques</u>	31/12/2015			31/12/2014
	France	Etranger	Total	Total
Banques / Assurances	18 950 573	12 932	18 963 505	19 085 377
Industries	13 423 323		13 423 323	13 730 281
Informatique	7 106 465		7 106 465	9 926 045
Sociétés de Services	17 371 359	8 325	17 379 684	21 366 730
Administrations Publiques	22 109 002		22 109 002	12 204 694
Total	78 960 721	21 257	78 981 978	76 313 127

▪ Résultat financier

Produits Financiers	31/12/2015	31/12/2014
Dividendes	-	-
Intérêts des Comptes courants groupe	65 693	-
Produits nets de valeurs mobilières de placement et autres Immo. financières	3 722	1 578
Autres produits financiers	79	3 594
Reprise de provision	-	112 912
Total	69 494	118 085

Charges Financières	31/12/2015	31/12/2014
Intérêts des Emprunts	282 446	361 332
Intérêts des Comptes courants groupe	46 116	
Agios bancaires	1 162	289
Dot. Aux Provisions financières	-	-
Autres charges financières	9 183	16 867
Total	338 907	378 488

▪ **Produits et charges exceptionnels**

Produits exceptionnels	31/12/2015	31/12/2014
Produit cession élément actif	-	425
Subventions investissement virées au résultat	-	115 430
Bonis sur Actions propres	-	157 632
Régularisations diverses	11 922	104 063
Reprise de provision innocupation locaux de Nanterre	147 265	
Total	159 187	377 550

Charges exceptionnelles	31/12/2015	31/12/2014
Charges exceptionnelles diverses	200	-
Charges sur exercices antérieurs	176	1 588
Amendes et Pénalités ND	50	495
Pénalités sociales et majorations de retard	834	3 148
Amortissements des AAI abandonnés	-	254 316
Charges et provision innocupation des locaux de Nanterre	216 493	147 265
Condamnation litige commercial intérêts de retard	-	3 000
Condamnation sur litige fournisseur et salariaux	-	80 761
Mali provenant du rachat d'actions propres	28 363	-
Total	246 115	490 574

▪ **Ventilation de l'impôt sur les sociétés**

	Avant impôt	Impôt théorique	Crédit d'impôt à imputer (1)	Resultat comptable après impôts
+ Résultat courant	327 966	28 974	351 972	650 964
+ Résultat exceptionnel	- 86 928	- 28 973	-	- 57 955
- Participation des salariés	-	-	-	-
+ Economie IS intégration fiscale		- 272 738		272 738
Résultat comptable	241 038	- 272 737	351 972	865 747

(1) Le crédit d'impôt recherche s'élève à 351 972 €, le montant des dépenses de frais de recherche comptabilisées en charge s'élève à 1 173 239 €.

Accroissement et allègement de la dette future d'impôts

Accroissements de la dette future d'impôt	Montant
Provisions réglementées :	
- Amortissements dérogatoires	
- Provisions pour hausse des prix	
- Provisions pour fluctuation des cours	
Autres :	0
Total	
Allègements de la dette future d'impôt	Montant
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation :	
- Provisions pour congés payés	
- Participation des salariés	0
Autres :	
- Provisions IFC	250 097
Dépréciation créance Eucléide	11 000
Organic	90 170
Provision pour dépréciation des actifs circulants	0
Total	351 267
Amortissements réputés différés	0
Carry back	0
Déficits reportables	0
Moins-values à long terme	0

- **Effectif et rémunération des dirigeants**

	31/12/2015	31/12/2014
	Personnel salarié	Personnel salarié
Cadres	638	672
Employés	196	170
TOTAL	834	842

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social (en K€)				
Jean Michel BENARD, PDG	Exercice 2014		Exercice 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
- rémunération fixe	144	144	144	144
- rémunération variable	14	14	14	14
- rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
- jetons de présence	-	-	-	-
- avantages en nature				
véhicule	-	-	-	-
retraite art. 83	6	6	6	6
TOTAL	164	164	164	164
Philippe SAUVE, DGD	Exercice 2014		Exercice 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
- rémunération fixe	114	114	114	114
- rémunération variable	21	12	12	21
- rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
- jetons de présence	-	-	-	-
- avantages en nature				
véhicule	4	4	4	4
retraite art. 83	6	6	6	6
TOTAL	144	135	135	144

Les avantages consentis sont constitués par les avantages en nature liés à la mise à disposition de véhicules de fonction, ainsi que de cotisations versées dans le cadre de régime de retraites à prestations définies (article 83 cc).

Aucun administrateur du groupe ne perçoit aucune sorte de rémunération au titre de l'exercice de son mandat.

4. Engagements hors bilan

▪ Engagements reçus

Néant

▪ Engagements donnés

Engagements en matière de cautionnement :

ITS Group s'est porté caution solidaire de sa filiale ITS OVERLAP afin de s'engager solidairement avec celle-ci à régler à IBM France Financement toutes les sommes dues ou à devoir par la société ITS OVERLAP au titre du contrat de facilité de crédit à court terme "Plan Saphir". Cet engagement est consenti à concurrence d'un montant maximum de dix millions d'euros pendant toute la durée du plan.

ITS Group s'est engagée à rembourser à BNP Paribas Factor toutes sommes dues par sa filiale ITS OVERLAP dans le cadre de l'exécution du contrat d'affacturage avec la société BNP Paribas Factor, à concurrence de la somme de neuf millions d'euros (9.000.000 euros), sans limitation de durée, mais résiliable par lettre recommandée avec un préavis de trois mois.

Dettes garanties

Pour financer ses opérations de croissance externe et pour financer les travaux d'aménagements de son site de Boulogne, le groupe a souscrit plusieurs emprunts. Ceux restant en cours au 31/12/2015 sont les suivants :

- Emprunt du 11 février 2010 :
 - Montant : 12.900 K€
 - Durée 6 ans, soit jusqu'au 11/02/2016,
 - Taux : Euribor + 1,20, couvert à compter du 15/02/2011 par un swap de taux fixe de 2,42 + 1,20
 - Remboursement par annualités,
 - Garantie : nantissement du fonds de commerce.

- Convention de prêt du 1er juillet 2011, utilisée par tirages successifs entre juillet 2011 et novembre 2013 :
 - Montant : 10.000 K€ ;
 - Durée 6 ans, soit jusqu'au 30/06/2017 ;
 - Taux : Euribor + 0,90 pour les utilisations jusqu'au 30/06/2013 et Euribor + 1,30 pour les utilisations postérieures ;
 - Remboursement par annualités ;
 - Garantie : nantissement du fonds de commerce ou des titres si les structures acquises restent filiales.

- Contrat de Développement Participatif (BPI France) du 10 décembre 2013 :
 - Montant : 3.000 K€ ;
 - Durée 7 ans, soit jusqu'au 10/12/2020 avec deux ans de différé de remboursement du capital ;
 - Taux fixe : 2,91% avec complément de rémunération 0,0186% du CA HT ;
 - Remboursement par trimestrialités ;
 - Garantie : aucune.

Pour la réhabilitation des locaux de Boulogne la société a contracté les quatre emprunts suivants :

- Contrat de prêt d'Equipeement professionnel (BPVF) du 4 octobre 2014 :
 - Montant : 1.000 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 05/10/2019 ;
 - Taux : Euribor 3 mois + 0,90 ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de prêt d'Equipeement professionnel (Banque TARNEAUD) du 9 décembre 2014 :
 - Montant : 500 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 09/12/2019 ;
 - Taux : Fixe 1,8 % l'an ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de prêt d'Equipeement professionnel (BNP PARIBAS) du 12 mars 2015 :
 - Montant : 400 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 05/03/2020 ;
 - Taux : Fixe 2 % l'an ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de prêt d'Equipeement professionnel (SOCIETE GENERALE) du 23 mars 2015 :
 - Montant : 500 K€ ;
 - Durée 55 mois, soit jusqu'au 23/10/2019 ;
 - Taux : Fixe 1,8 % l'an ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de Développement Participatif (BPI France) du 09 juillet 2015 :
 - Montant : 1.400 K€ ;
 - Durée 7 ans, soit jusqu'au 31/07/2022 avec deux ans de différé de remboursement du capital ;
 - Taux fixe : 2,08 % ;
 - Remboursement par trimestrialités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de prêt (SOCIETE GENERALE) du 5 novembre 2015 :
 - Montant : 825 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 13/11/2020 ;
 - Taux : Euribor 3 mois + 1.5 ;
 - Remboursement par trimestrialités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de prêt (Banque TARNEAUD) du 10 novembre 2015 :
 - Montant : 825 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 13/11/2020 ;
 - Taux : Euribor 3 mois + 1.5 ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

Echéancier de la dette au 31/12/2015

Caractéristiques des emprunts contractés	Taux fixe / Taux variable	Montant global des lignes au 31/12/2015	Echéances	Existence ou non de couvertures
Emprunt bancaire (BNPP) 4 506 950 € Contracté le 11 / 02/ 2010	Modalités dessus ci-	765 100	Remboursement annuel jusqu'au 11/02/2016	Modalités ci-dessus
Emprunt bancaire (SG) 4 506 950 € Contracté le 11/02/2010	Modalités dessus ci-	757 050 €	Remboursement annuel jusqu'au 11/02/2016	Modalités ci-dessus
Emprunt bancaire (Tarneaud) 3 863 100 € Contracté le 11/02/2010	Modalités dessus ci-	654 850 €	Remboursement annuel jusqu'au 11/02/2016	Modalités ci-dessus
Ouverture de crédit (BNPP) 3 500 000 € Contracté le 01/07/2011	Modalités dessus ci-	1 393 000 €	Remboursements annuels jusqu'au 30/06/2017	Modalités ci-dessus
Ouverture de crédit (SG) 3 500 000 € Contracté le 01/07/2011	Modalités dessus ci-	1 393 000 €	Remboursements annuels jusqu'au 30/06/2017	Modalités ci-dessus
Ouverture de crédit (Tarneaud) 3 000 000 € Contracté le 01/07/2011	Modalités dessus ci-	1 190 000 €	Remboursements annuels jusqu'au 30/06/2017	Modalités ci-dessus
Contrat de Développement Participatif (BPI France) 3 000 000 € Contracté le 10/12/2013	Modalités dessus ci-	3 000 000 €	Remb trimestriels différé 2 ans	Aucune
Contrat de prêt Equipement Travaux (BPVF) 1 000 000 € Contracté le 04 octobre 2014	Modalités dessus ci-	771 595 €	Remboursements mensuels Jusqu'au 05/10/2019	Aucune

Caractéristiques des contrats de prêts équipements	Taux fixe /	Montant global des lignes au 31/12/2015	Echéances	Existence ou non de couvertures
Contrat de prêt Equipement Travaux (Tarneaud) 500 000 € Contracté le 09 décembre 2014	Modalités ci-dessus	403 565 €	Remboursements mensuels jusqu'au 09/12/2019	Aucune
Contrat de prêt Equipement Travaux (BNPP.) 400 000 € Contracté 12/03/2015	Modalités ci-dessus	342 365 €	Remboursements mensuels jusqu'au 05/03/2020	Aucune
Contrat de prêt Equipement Travaux (SG) 500 000 € Contracté le 23/03/2015	Modalités ci-dessus	428 455 €	Remboursements mensuels jusqu'au 23/ 10/2019	Aucune
Contrat de Développement Participatif (BPI France) 1 400 000 € Contracté le 09/07/2015	Modalités ci-dessus	1 400 000 €	Remboursements trimestriels différé 2 ans Jusqu'au 31/07/2022	Aucune
Emprunt bancaire (SG) 825 000 € Contracté le 05/11/2015	Modalités ci-dessus	825 000 €	Remboursements trimestriels jusqu'au 13/11/2020	Aucune
Emprunt bancaire (Tarneaud) 825 000 € Contracté le 13/11/2020	Modalités ci-dessus	811 751 €	Remboursements mensuels jusqu'au 13/11/2020	Aucune

Par ailleurs, la société s'est également engagée à affecter partiellement au remboursement anticipé de la dette le produit des éventuelles cessions d'éléments d'actif.

Conditions des Lignes de crédit court terme au 31 décembre 2015

Société Générale : 500 000 €, T4M + 1,20 % l'an,
 BNP Paribas : 1 000 000 €, T4M + 1,20 % l'an,
 Banque Tarneaud : 500 000 €, T4M + 1,20 % l'an,
 Banque Populaire Val de France : 500 000 €, T4M + 1,20 % l'an.

Engagements

A l'exception des engagements décrits ci-après, ITS GROUP ne compte ni d'engagement complexe, ni d'autres engagements relatif à des clauses d'exigibilité liées aux dettes financières.

Les engagements financiers donnés par la société ont été actualisés par la convention de prêt signée le 1^{er} juillet 2011. Et sur la base de ses comptes annuels consolidés, les engagements sont :

1. Ratio Dettes financières nettes / EBE inférieur ou égal à :
 - 1,8 pour 2013 à 2015
 - 1,6 pour 2016
2. Ratio Cash-Flow libre / service de la dette supérieur ou égal à :
 - 1 pour 2011 à 2013
 - 1,2 pour 2014 à 2016
3. Ratio Dettes financières/ fonds propres inférieur ou égal à 0,75 pour la durée des prêts.

(les dettes nettes se définissent par les passifs financiers courants et non courants diminués de la trésorerie et des équivalents de trésorerie).

A la clôture des deux derniers exercices, ces ratios étaient les suivants :

	2014	2015
1 - DFN / EBE	0,55	1,41
2 - CF / SD	1,33	0,71
3 - DF / FP	0,36	0,56

Le ratio 2 n'étant pas respecté à la clôture de l'exercice 2015, l'intégralité de la dette y afférent a été présentée en dette à moins d'un an, soit un reclassement de 1,6 M€.

Les autres ratios sont respectés au 31 décembre 2015

5. Passifs éventuels

Néant

6. Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels
Société ITS GROUP
Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société **ITS GROUP**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

Les titres de participation et les fonds de commerce sont évalués sur la base de leur valeur recouvrable selon les modalités décrites dans les notes « Immobilisations incorporelles » et « Immobilisations financières » figurant au chapitre « Principes et Méthodes comptables » de l'annexe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs recouvrables, notamment à revoir l'actualisation des flux futurs de trésorerie attendus, à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les prévisions budgétaires établies et à vérifier que les notes de l'annexe donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Versailles, le 9 mai 2016

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International

Laurent Bouby

Associé

Victoire Audit et Conseil

Thierry Thibaut de Ménonville

Associé